

(1)

(N° 97)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MARS 1904.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1904 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HENRY DELVAUX.

SOMMAIRE :

I. — *Le chemin de fer de Malmédy à Stavelot.*

1. La ligne de Malmédy à Stavelot complète un réseau de chemins de fer stratégiques dont l'Allemagne poursuit l'exécution depuis 1870.
2. La ligne nouvelle serait hors du périmètre d'action des forts de la Meuse.
3. En cas de guerre entre l'Allemagne et la France, l'éventualité la plus probable est que l'armée allemande suivrait la ligne Malmédy-Stavelot-les Ardennes belges vers Sedan et Mézières.
4. L'importance du rôle stratégique que peut jouer cette ligne s'est accrue depuis que l'Allemagne a créé le camp d'Elsenborn, où elle peut rassembler des forces considérables.
5. Depuis dix ans, le camp d'Elsenborn acquiert une importance toujours croissante.
6. Les bruits annonçant l'abandon de ce camp pour cause d'insalubrité sont dénués de fondement.
7. La ligne Malmédy-Stavelot est uniquement demandée par des intérêts allemands.

(1) Budget, n° 4, X.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE MEESTER, DE SÄDLER, RIZETTE, D'HUART, BERTRAND et HENRY DELVAUX.

8. Aucun intérêt important en Belgique ne la réclame.
9. Le chemin de fer projeté serait funeste aux villes de Liège et Verviers, puisque son sort est lié à la construction d'une ligne Louvain-Visé-Aix-la-Chapelle.

II. — *La nouvelle loi de milice.*

1. Emplois accordés aux anciens militaires.
2. Congés.
3. Assurances sur la vie au profit de la famille des sous-officiers.
4. Pensions des veuves et des orphelins des sous-officiers mariés.
5. Admission des volontaires de carrière aux avantages de la loi du 9 août 1889, sur les habitations ouvrières.
6. Enseignement social à l'armée.
7. Employés civils dans l'armée.

III. — *Artillerie et génie.*

IV. — *Place d'Anvers et fortifications délaissées.*

1. Place d'Anvers.
2. Forts de l'arrondissement de Termonde et de Saint-Nicolas.

V. — *Bâtiments militaires.*

1. La boulangerie militaire de Liège.
2. La caserne de Kattenberg.

VI. — *Divers.*

1. Achat de chevaux de troupe.
2. Étudiants universitaires.
3. Exercices de nuit.
4. Habillement des troupes.
5. Indemnités pour montures perdues par le fait du service.
6. Pharmaciens militaires et capitaines d'habillement.
7. Pensions provisoires.
8. Personnel civil du Ministre de la Guerre
9. Sociétés d'anciens militaires.
10. Transferts.
11. Vivres de campagne.

VII. — *Votes.*

VIII. — *Note de la minorité.*

IX. — *Réponse à la note de M. Bertrand.*

MESSIEURS,

I. — Chemin de fer de Malmédy à Stavelot.

Le projet de relier l'Allemagne à la Belgique par une voie nouvelle à établir entre Malmédy et Stavelot s'imposait à l'attention de la Section centrale chargée d'examiner le Budget de la Guerre:

Afin de dissiper toute équivoque au sujet des considérations qui suivent, il importe de dire qu'elles ne sont point la manifestation d'une opposition formelle au projet de chemin de fer annoncé.

Elles tendent à provoquer, de la part du Département de la Guerre, des explications plus amples ou plus nettes que celles fournies jusqu'ici.

Elles ne préjugent point de l'opinion des membres de la Section centrale sur la construction même de la ligne projetée.

Sous ces réserves, l'examen du Rapporteur de la Section centrale a porté sur les points suivants :

N'est-il point exact de dire que :

1° La ligne de Malmédy à Stavelot complète un réseau de chemins de fer stratégiques dont l'Allemagne poursuit l'exécution depuis 1870;

2° La ligne nouvelle serait hors du périmètre d'action des forts de la Meuse;

3° En cas de guerre entre l'Allemagne et la France, l'éventualité la plus probable est que l'armée allemande suivrait la ligne Malmédy-Stavelot-les Ardennes belges vers Sedan et Mézières;

4° L'importance du rôle stratégique que peut jouer cette ligne s'est accrue depuis que l'Allemagne a créé le camp d'Elsenborn, où elle peut rassembler des forces considérables;

5° Depuis dix ans, le camp d'Elsenborn acquiert une importance toujours croissante;

6° Les bruits annonçant l'abandon de ce camp pour cause d'insalubrité sont dénués de fondement;

7° La ligne Malmédy-Stavelot est uniquement demandée par des intérêts allemands;

8° Aucun intérêt important en Belgique ne la réclame;

9° Le chemin de fer serait funeste aux villes de Liège et Verviers, puisque son sort est lié à la construction d'une ligne Louvain-Visé-Aix-la-Chapelle.

* * *

Ce n'est point à l'imagination qu'il faut faire appel pour scruter les questions relatives à l'intégrité du territoire. C'est aux appréciations d'hommes compétents, c'est aux faits matériels qu'il faut demander des éléments d'appréciation; nous nous sommes inspiré de cette méthode.

Le Parlement ne pouvait trouver nulle part mieux, pensons-nous, les renseignements relatifs aux quatre premiers points ci-dessus que dans les documents réunis par la Commission militaire instituée en 1901 pour examiner les divers problèmes relatifs à la défense nationale.

Un officier très distingué de notre armée, le colonel Ducarne, aujourd'hui

général, écrit sur ce sujet des observations hautement suggestives. La compétence et l'impartialité de cet estimable officier ne peuvent être contestées.

Aucune forme ne nous a paru plus impartiale que la simple juxtaposition, sans commentaires, d'une part des questions à élucider, d'autre part des considérations émises par le général Ducarne.

Autour des points cotés 5 à 9 ci-dessus, nous avons groupé des faits qui nous ont paru intéressants à relever.

1° La ligne Stavelot-Malmédy complète un réseau de chemins de fer stratégiques dont l'Allemagne poursuit l'exécution depuis 1870.

Le colonel Ducarne s'exprime à ce sujet comme il suit :

« Le tracé des voies ferrées de l'Empire est combiné de manière à permettre le déplacement stratégique d'une partie de l'armée allemande le long de la frontière belge située au sud d'Eupen.

» Depuis 1870, les voies ferrées suivantes ont été construites en Allemagne à proximité des frontières belge-allemande et grand-ducale-allemande (le *Bulletin de la presse* du 31 juillet 1900, n° 389, a donné une carte de ces chemins de fer) :

- » a) De Julich à Aix-la-Chapelle;
- » b) De Julich à Duren;
- » c) De Julich vers la ligne Aix-la-Chapelle-Cologne;
- » d) D'Aix-la-Chapelle, par Montjoie, Saint-Vith, avec embranchement vers Eupen et la ligne de Liège à Aix-la-Chapelle, ainsi que vers Malmédy, et de Gall vers Gérolstein et Trèves;
- » e) De Gérolstein vers Prüm et Trois-Vierges;
- » f) D'Andernach à Gérolstein;
- » g) De Coblenze, par Trèves et Thionville.

» D'autre part, l'existence des quais militaires de débarquement construits dans les gares avoisinant notre pays confirme l'opinion qu'un déploiement stratégique est préparé dans cette région par nos voisins de l'Est.

» Ces quais se rencontrent à Cologne, à Königsdorf et à Kalscheuren; près d'Aix-la-Chapelle, à Eschweiler et à Rotheerde, à Brand, à Raeren et à Eupen; à Weismes, près de Malmédy, à Saint-Vith, à Hillesheims, à Speicher et à Trèves. »

*2° La ligne nouvelle serait hors du périmètre d'action
des forts de la Meuse.*

Le même rapport énumère les routes situées hors du périmètre des forts. Diverses de ces routes sont autant voisines et même plus rapprochées de ceux-ci que le chemin de fer projeté.

« De nombreuses et bonnes routes empierrées empruntant le territoire belge et passant *hors du périmètre des positions fortifiées de la Meuse* relient la zone du déplacement stratégique éventuel des corps allemands de la Meuse française, en amont de Fumay.

» Ces routes permettraient à une partie des forces allemandes d'atteindre aisément cette portion du fleuve et de tourner ainsi les fortifications accumulées par les Français depuis la frontière suisse jusqu'à Verdun.

» Voici, en allant du Nord au Sud, l'énumération de ces routes :

- » a) Eupen-Verviers-Durbuy-Giergnon;
- » b) Malmédy-Trois-Ponts-Marche-Gedinne-Monthermé;
- » b^{bis}) Malmédy-Stavelot-Vielsalm-Houdremont;
- » c) Saint-Vith-Vielsalm-Laroche-Saint-Hubert-Nouzon;
- » d) Reuland-Houffalize-Libramont-Bouillon-Sedan;
- » e) Dasburg-Bastogne-Neufchâteau-Muno-Remilly;
- » f) Wallendorf-Martelange-Marbehan;
- » g) Echternach-Arlon-Tintigny-Pouilly;
- » h) Trèves-Athus-Virton-Stenay.

» On remarquera que, parmi ces huit routes, la seconde peut être doublée. »

3° *En cas de guerre entre l'Allemagne et la France, l'éventualité la plus probable est que l'armée allemande suivrait la ligne Malmédy-Stavelot-les Ardennes belges et Mezières.*

Le colonel Ducarne passe en revue les diverses hypothèses d'une marche de l'armée allemande vers la France.

L'éminent officier repousse l'hypothèse d'une marche par la vallée de la Meuse, barrée aujourd'hui par les fortifications de Namur et de Liège, dont la prise absorberait beaucoup de monde et beaucoup de temps.

Il examine les chances que présente une ligne d'opération au nord de la Meuse belge et la juge ainsi :

« Une opération aussi aventureuse, aussi contraire aux principes, exige des effectifs très nombreux et le concours de circonstances exceptionnellement favorables. Pour la tenter en Belgique, nous estimons que cinq corps d'armée seraient insuffisants. »

Il repousse également l'hypothèse d'une entreprise de ce genre dirigée à la fois par les deux rives de la Meuse.

L'hypothèse qui lui paraît la plus vraisemblable est celle-ci :

« La traversée de la Belgique au sud de la Meuse échappe aux aléas des entreprises précédentes et offre aux armées allemandes de grandes chances de réussite. La ligne d'opération est relativement courte, aucun obstacle infranchissable ne sépare les corps en question de la masse principale de leurs forces; enfin, la ligne tourne par le nord l'extrémité du pont défensif Trel-Verdun. »

Il écarte la vraisemblance des grandes concentrations de troupes vers Aix-la-Chapelle et Eupen, qui rencontreraient les sérieux obstacles de la Vesdre, l'Amblève et la haute Ourthe; la proximité de la tête de pont de Liège offrirait d'autre part un grand danger, tant pour la ligne d'opération

que pour la ligne ferrée de ravitaillement formée par le chemin de fer de l'Amblève, de l'Ourthe et de la Lesse.

« La région Malmédy-Saint-Vith présente beaucoup plus d'avantages pour un déploiement stratégique allemand, en vue d'opérations ayant pour objectif la partie de la Meuse française de Mézières à Sedan.

» La ligne d'opération est relativement courte; à la vérité, le pays traversé est le plus aride, le plus accidenté et le plus pauvre de la Belgique, mais les voies de communication sont belles et bien entretenues et les voies ferrées de Gérostein par Gouvy et Libramont, de Trèves à Bastogne et de Trèves à Libramont par Arlon seraient d'un grand secours pour le ravitaillement en vivres.

» Dans ces conditions, la haute Ardenne belge a perdu notablement de ses qualités répulsives et l'on doit admettre que des armées pourraient aujourd'hui y marcher, y séjourner, y vivre à la condition que la traversée ne doive durer que peu de jours et que leur effectif ne soit pas trop élevé.

» Il ne faudrait que six à sept jours de marche pour arriver à la Semois.

» La zone d'invasion à parcourir est relativement peuplée, riche et de facile accès : c'est la vallée de la haute Semois, vulgairement appelée « Petite Provence Belge », qui s'étale, en pays ouvert, d'Arlon à Florenville.

» Des communications ferrées y augmentent la viabilité et la facilité de traversée.

» Le grand-duché de Luxembourg ne peut opposer aucune résistance; l'armée belge n'est pas fort à craindre, au début, à si grande distance de sa base et de ses places de la Meuse, enfin les Français auraient eux-mêmes grand-peine à contrarier le mouvement, s'il coïncidait avec une offensive allemande partant du front lorrain. »

Le colonel Ducarne conclut, dans l'hypothèse d'un conflit entre la France et l'Allemagne :

« Il y a pour les Allemands un avantage très marqué à diriger leur offensif contre l'aile gauche française, par une ligne plus rapprochée de leur front Metz-Thionville, c'est-à-dire par le grand-duché de Luxembourg et l'extrémité sud-est de notre pays.

» *Par conséquent, les opérations de passage au sud de la crête des Ardennes sont les plus probables. »*

4° *L'importance du rôle stratégique que peut jouer cette ligne s'est accrue depuis que l'Allemagne a créé le camp d'Elsenborn, où elle peut rassembler des forces considérables.*

Le colonel Ducarne écrit à ce sujet :

« Les Allemands ont établi le camp d'Elsenborn à deux pas de nos frontières. Certes, son but essentiel est de servir à l'instruction du 8^e corps, mais il n'en offre pas moins de grandes facilités pour opérer la concentration de troupes nombreuses, qui, sous le prétexte de manœuvres, seraient destinées en réalité à des opérations de guerre dans notre Luxembourg. »

3° Depuis dix ans, le camp d'Elsenborn acquiert une importance toujours croissante.

Un correspondant de l'*Indépendance belge* donnait en 1899 la description suivante du camp d'Elsenborn :

« Un plateau immense, une vaste solitude où croissent les genêts et les sapins. C'est désert et sauvage. La moyenne de l'altitude est de 620 mètres. Le périmètre mesure 34 kilomètres, le champ d'exercices proprement dit a les dimensions suivantes : longueur, 11 kilomètres ; largeur, 7 $\frac{1}{2}$ kilomètres.

» Au centre et aux extrémités nord et sud se profilent des constructions en briques, en bois et en tôle. Au début, lors des premières installations, s'élevaient, sur les deux côtés de la grand'route qui divise le camp en deux parties quasi d'égale superficie, des tentes blanches, sous lesquelles couchaient les soldats. Ces tentes ont été remplacées par des baraquements en bois et de vastes constructions en briques sans étage, avec balcon circulaire.

» Le champ de tir est un des plus vastes et des mieux aménagés que nous connaissons. Pendant le temps consacré, une couple de fois par semaine, aux exercices de tir, la circulation est suspendue sur la grand'route de Montjoie dans un périmètre de plusieurs kilomètres. Du reste, chaque fois qu'ont lieu ces exercices, les *Landrätthe* des communes environnantes sont prévenus par téléphone et les mesures de précaution les plus minutieuses sont arrêtées en vue d'empêcher tout accident.

» Très intéressant, l'aspect des baraques occupées par les troupes. Elles sont construites en une espèce de bitume, recouvert de zinc et divisées en plusieurs compartiments avec cloisons démontables. Elles sont meublées de lits en fer superposés. Chacune des cent baraques qui se dressent à l'intérieur du camp peut loger cent vingt hommes. Les pavillons destinés aux officiers sont partagés par un couloir central avec des chambres de chaque côté. Ces pièces, très confortables, renferment un lit en fer, une table, une chaise, une glace, une armoire-étagère, un poêle et une bibliothèque.

» Rien de spécial à dire sur la cantine, le mess des sous-officiers, les cuisines, la boulangerie, l'ambulance et les bureaux du commandant du camp, le vieux général von Chorus, vétéran des guerres allemandes.

» Le casino, situé à l'entrée du bois qui borde la partie nord du camp, est très agréablement aménagé. En face de celui-ci s'élève le kiosque où, quotidiennement, les musiques militaires donnent des concerts.

» Lors de notre visite au camp, on travaillait à la construction de pavillons spéciaux destinés aux généraux et aux officiers supérieurs. Il y a, également, depuis une année environ, un théâtre. On y donne le vaudeville, la comédie et le drame.

» Le camp est complètement éclairé à la lumière électrique. Le service téléphonique avec câbles souterrains est admirablement organisé.

» Pendant la période des manœuvres qui vient de se terminer, le camp a donné abri à deux divisions d'infanterie, une division de cavalerie, une brigade d'artillerie, un bataillon du train avec l'intendance, un bataillon de génie, avec les pontonniers et un détachement de télégraphistes.

» Ces groupes appartiennent au 8^e corps d'armée (province rhénane), qui compte près de 40,000 hommes, dont l'état-major a son siège à Coblenz et dont le commandant supérieur est le grand-duc de Bade.

» La cavalerie comprend les cuirassiers de Deutz, le 7^e régiment des hussards de Bonn et le 9^e régiment des dragons de Strasbourg. »

Nous étions loin déjà des débuts; c'est cinq ans en arrière environ qu'il faut chercher ceux-ci.

L'organisation du camp remonte à 1894. Il est bien modeste en ce moment : un journal local nous en parle dans ces termes :

« La construction des baraquements à Elsenborn est tellement avancée que le 8^me bataillon des pionniers arrivé le 4 courant a pu y être logé. Deux compagnies occupent ces baraques et 50 hommes et deux autres compagnies sont logés dans le village. Ce bataillon de pionniers a pour pensum de construire les ponts et de faire les travaux techniques nécessaires à la place d'exercices. Ce n'est qu'au printemps prochain que l'on édifiera les grands baraquements pour hommes et chevaux, c'est pourquoi il n'y aura pas cette année encore de grandes manœuvres à Elsenborn. Aussitôt que le bataillon des pionniers aura terminé ses travaux, deux régiments d'infanterie et deux divisions d'artillerie feront leurs exercices de tir de quatre jours, fin de juillet ou au commencement d'août, avant de se rendre aux manœuvres de brigade ou de division. L'an prochain, toutes les troupes seront logées dans les baraques du champ d'exercices et l'embranchement de Creuznau à Kalterherberg étant achevé, les habitants de l'Eifel seront délivrés de la lourde charge des logements militaires. Aussi longtemps que le champ ne sera pas occupé par une division, c'est le curé d'Elsenborn qui fait fonctions d'aumônier militaire. »

Cependant, ce journal dit aussi, que :

« Dans le courant de cet été, la 30^me brigade d'infanterie, comprenant les régiments d'infanterie 28 et 68, fera des exercices de tir dans le champ de manœuvres d'Elsenborn et se rendra de là aux grandes manœuvres qui auront lieu dans les cercles de Geilenkirchen, Juliers, Erkelenz et Gladbach. Ensuite deux batteries du deuxième régiment rhénan d'artillerie n° 23 exerceront à Elsenborn pendant trois jours et feront des exercices de tir pendant deux jours. »

Pendant le courant de juin, on ouvre un poste télégraphique et pendant ce même mois, le colonel baron de Quadt-Wykradt, nommé commandant du camp, fixe la résidence de son état-major à Malmédy. Il n'y demeurera pas longtemps; quelques mois après, il est nommé grand maréchal de la Cour de Lippe-Detmold.

Il est permis à cet instant déjà d'entrevoir l'étendue de l'œuvre gigantesque que nos voisins veulent accomplir à Elsenborn, car on signale que le crédit de 2 1/2 millions de marks voté par le Reichstag sera insuffisant et devra être porté à 4 millions pour acquérir les landes et les fanges nécessaires, lesquelles sont situées sur les communes d'Elsenborn, Berg, Weywerts, etc.

D'autre part, on annonce que, lorsque le camp sera achevé, il sera en étendue la seconde place d'exercices militaires de l'Empire.

Celle d'Arys (Prusse orientale) a 7 kilomètres de longueur sur 2.5 de largeur; celle de Döberitz (Brandebourg) 7 km. sur 6; celle de Juterbogk (Brandebourg) 9^{km}3 sur 4.2; celle d'Elsenborn 7 km. sur 6.2; celle de Hagenau (Alsace) 4 km. sur 1.8; celle de Senne (Westphalie) 6^{km}2 sur 5.7 et enfin celle de Münster (Westphalie) 7 km. en longueur et en largeur.

Les aménagements continuent en 1895. Le camp permet de recevoir 4 à 5.000 hommes, ceux-ci logent sous la tente.

Au mois d'août, le commandant du 8^e corps d'armée, général de Bulow, vient au camp avec plusieurs officiers généraux pour la parade des 40^e et 65^e d'infanterie. L'état-major est d'ailleurs encore à Malmédy.

On construit sept énormes cuisines, les soldats devant continuer à loger sous la tente. Les officiers obtiendront des pavillons de métal. On avise aussi à relier Elsenborn à la gare de Sourbrodt par une route et un chemin de fer.

Le journal de Malmédy, *La Semaine*, assure, le 29 février 1896, qu'au printemps de la dite année « le camp servira de champ d'exercices à 36,000 hommes » et que « pour la première fois, les deux régiments d'infanterie de Trèves viendront pour les exercices de tir les 3 et 6 juillet. Pendant leur séjour de quatre semaines, il y aura aussi exercice de régiment et de brigade ».

D'autre part, les manœuvres d'automne du 8^e corps se font en Eifel et les exercices de brigade se feront en partie à Elsenborn.

A la fin de cette année (1896), le commandant du camp, le colonel von Chorus, est nommé général-major.

En 1897, au mois de mai, le camp est pourvu d'une intendance, c'est-à-dire d'un magasin permanent de vivres et d'une agence postale.

Le 3 juillet, S. A. R. le prince de Bade, commandant le 8^e corps d'armée, vient assister aux exercices de tir de l'artillerie.

En 1898, l'état-major du camp se rapproche de celui-ci. Par ordre de l'Empereur, le général von Chorus quitte Malmédy pour prendre résidence pendant l'été au camp même, et l'hiver à Montjoie, à proximité de celui-ci.

Au cours de cet été, on fait au camp les exercices de brigade d'infanterie du 8^e corps et des manœuvres d'artillerie. Les 30^e et 90^e régiments d'infanterie y viennent vers la mi-juillet, et le 32^e à la mi-août. Les manœuvres de brigade et de division sont fixées pour la 15^e division entre Juliers, Steinbach, Münster, Eifel, Ahrweiler et Retmogen. Pour la 16^e division, entre Herzogenrath, au nord; et au sud, jusqu'à Elsenborn.

Dès le mois de mars, les bureaux du commandant sont réintégrés au camp, qu'ils ne quitteront que le 15 novembre, pour rentrer à Montjoie.

Nous voyons alors le camp offrir un champ d'exercice à huit régiments d'infanterie;

A quatre régiments d'artillerie;

A quatre régiments de cavalerie;

Et en outre :

Au 8^e cuirassiers;

Au 7^e dragons;

Au 7^e uhlans.

Le camp d'Elsenborn continue à se développer d'année en année.

En 1902, pour la première fois, il y a des manœuvres de cavalerie. Les hussards de Bonn doivent y arriver en juillet; on dresse d'immenses tentes destinées à abriter les chevaux pendant les manœuvres; il doit y avoir treize tentes contenant chacune septante-cinq chevaux.

Le Grand-Duc de Bade y séjourne quelque temps pour des revues.

En 1903, Elsenborn revêt une importance toujours croissante.

Dès les premiers jours de mars, le commandant reprend la résidence du camp; les exercices doivent y commencer vers la fin d'avril pour finir aux premiers jours d'octobre. Le tableau suivant indique l'ordre dans lequel les troupes s'y succéderont :

Régiment de fusils 40, du 25 avril au 5 mai;

— — 40 et régiment d'infanterie 68, du 6 au 29 mai;

— d'infanterie 28 et 68, du 3 au 26 juin;

— d'artillerie de campagne 33 et 70, du 9 au 27 juin;

— — — 23 et 59, du 29 juin 29 juillet;

— d'infanterie 29 et 69, du 30 juin au 22 juillet;

1^{er} bataillon du régiment d'infanterie 160, du 18 au 24 juillet;

Régiments d'infanterie 160 et 161, du 25 juillet au 15 août;

— d'artillerie de campagne 8 et 77, du 5 au 25 août;

— d'infanterie 30, du 10 au 17 août;

— — 30 et 70, du 18 août au 10 septembre;

— de dragons 7 et régiment d'uhlans 7, du 28 septembre au 8 octobre.

Le 9 mai, le lieutenant général von Deines inspecte le camp, passe en revue trois régiments et licencie les réservistes, et le 17 juillet, le prince Eitel honore Elsenborn de sa visite.

6^e Les bruits annonçant l'abandon du camp d'Elsenborn pour cause d'insalubrité, sont dénués de fondement.

Ce n'est point d'aujourd'hui que la presse allemande s'occupe de l'état sanitaire des troupes campées à Elsenborn.

Dès la première année, on annonçait que le typhus et le choléra y faisaient ravage, que l'eau manquait, que les fanges ne pouvaient être assainies ni les bruyères détruites, et que l'Allemagne, vaincue par ces difficultés, abandonnait le camp.

Certes, les difficultés étaient considérables; mais, s'il est admissible que le camp d'Elsenborn ne jouisse pas d'une salubrité parfaite, il faut reconnaître aussi qu'il n'a pas fallu dix ans à nos voisins pour s'en apercevoir et que, disposant de toutes les ressources que la science et les crédits budgétaires peuvent fournir, ils ont entamé une lutte énergique contre le mal, lutte qu'ils mèneront avec cette fermeté soutenue qui est le propre de leur caractère.

En 1898 déjà, on fut obligé de faire renverser un certain nombre de baraquements érigés dans un endroit trop marécageux pour les reporter plus près de Soubrodt.

On nous apprend que le 25 juillet 1898, le médecin général de l'armée, M. de Coler, et un médecin d'état-major visitent le camp.

D'autre part, le budget de l'armée pour 1899 prévoit 86,000 marks pour un nouveau lazaret pour 24 malades;

Un baraquement de malades pour 18 lits;

Un baraquement d'intendance et d'isolement pour 6 lits;

Une cuisine;

Une place de désinfection et dépôt pour les cadavres et accessoires.

Dans ces dernières années encore, l'attention a été attirée sur ce point.

En 1900, le typhus aurait atteint à Aix, à Coblenze, à Bonn et à Trèves des régiments ayant participé aux exercices du camp, et la *Gazette de Cologne* rapporte :

« Que dans sept régiments du 8^e corps d'armée, on a constaté des cas de typhus. Ces constatations sont très graves, car pendant les exercices de l'été il passe 200 officiers et 5,000 hommes au camp d'Elsenborn. Les uns attribuent la maladie aux eaux fangeuses et d'autres à du lait fourni par une ferme où régnait le typhus. Quoi qu'il en soit, on peut être certain que l'autorité militaire va immédiatement apporter remède. Déjà les troupes qui étaient encore à Elsenborn ont été renvoyées et il n'y aura plus d'exercices dans le courant de cette année. »

Le bruit est aussitôt démenti par la *Semaine de Malmédy*, qui imprime que « c'est par erreur que l'on a annoncé que les troupes avaient quitté le camp d'Elsenborn, puisque ces jours-ci on y a établi un lazaret de camp pour le cas où l'épidémie se déclarerait ».

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'autorité ne demeure point indifférente à cette situation et une commission organisée par les Ministres de la Guerre et de l'Instruction publique se réunit en novembre à Büttgenbach; les délégués de ces deux ministres, les autorités administratives et des sommités médicales de Berlin se rendent sur les lieux pour aviser aux mesures à prendre.

Ce nonobstant, en 1901, la *Gazette de Francfort* exhale de nouvelles plaintes au sujet de l'état sanitaire du camp; elle dit notamment : « que le fise militaire n'a pas été heureux en fixant le camp en cet endroit fangeux. Elle dit que ce cri est bien vrai : *O Elsenborn, dich schuf der Herr in seinem Zorn !* Elle se plaint amèrement des changements subits de température : une chaleur tropicale, nuits très froides, aliments à critiquer et enfin disette d'eau. Au printemps, on eut à déplorer des maladies et quelques décès dans le 8^e régiment d'artillerie. Le 17 de ce mois, le 8^e bataillon des pionniers retournait déjà à Coblenze, avant la fin des exercices. L'état-major du 8^e corps d'armée s'est rendu à Elsenborn pour inspecter les quartiers, et il est douteux si on enverra encore de nouvelles troupes à l'exercice à Elsenborn. Le départ des régiments d'infanterie 29 et 69, qui sont en garnison à Trèves, pour des exercices au camp d'Elsenborn est suspendu à cause de la disette des eaux dans ce camp. »

Encore une fois le démenti ne se fait pas attendre, et en septembre la *Gazette de Cologne* met tous ces bruits à néant : « Ce sont les villages environnants qui sont malsains, mais le camp d'Elsenborn est à l'abri des épidémies. »

Et de fait, on entreprend d'importants travaux d'aménée d'eau.

En 1902 s'achève « la conduite d'eau de puits établie par les communes d'Elsenborn, Nidrum et Bütgenbach pour obvier au retour périodique du typhus. L'installation a coûté 150,000 marks, dont 80,000 ont été supportés par l'État et la Province. Des moteurs à vent, et au besoin un moteur à benzine, pompent par heure 15,000 litres d'eau dans un réservoir d'une capacité de 600,000 litres ».

Ajoutons que la nouvelle gare de Sourbrodt, d'où part un chemin de fer militaire qui dessert le camp, a été inaugurée au mois de mai 1903.

Qu'en ce moment même (1904) il se construit au camp un casino-hôtel, destiné à permettre aux familles d'officiers de séjourner pendant l'été, que les troupes sont attendues pour le 15 avril et qu'enfin, pour la saison prochaine, des manœuvres plus importantes que les années précédentes auront lieu à Elsenborn et qu'elles seront combinées avec les manœuvres impériales.

Ces faits concordent mal avec l'annonce si bruyamment lancée de l'abandon du camp, ils amènent tout au contraire les conclusions suivantes :

1° La presse allemande dément les bruits d'abandon du camp d'Elsenborn, que certain journal qualifie de « songe »;

2° Si, réellement, l'état sanitaire d'Elsenborn laisse à désirer, le Gouvernement allemand déploie toute sollicitude et tout effort pour vaincre le mal;

3° Celui-ci n'a, en aucune façon, empêché l'usage du camp, où les troupes continuent à se rendre l'été en proportions de plus en plus considérables.

*7° La ligne Malmédy-Stavelot est uniquement demandée
par des intérêts allemands.*

Il échet d'examiner maintenant qui désire cette ligne nouvelle; qui la sollicite; qui en réclame l'exécution et à qui elle doit profiter?

Faisons retour de trente-cinq ans en arrière; on trouve déjà les sollicitations de la ville de Malmédy, poussant à un accord à ce sujet entre la Bergische-Marschische et la compagnie de l'Est-Français, maîtresse de la ligne Pepinster-Stavelot-Gouvy.

Des démarches furent faites à Berlin auprès du Ministère du Commerce; de là, à Elberfeld, auprès du directeur de la « Berg-March » à Luxembourg, auprès du prince Henri, et à Paris même auprès du Gouvernement français et de la Direction générale de l'Est.

Depuis cette époque, les sollicitations sont menées parrallèlement par le Conseil communal de Malmédy, par la Chambre de commerce d'Eupen et par S. A. S. Mgr le prince d'Arenberg, député de Malmédy.

Les instances sont presque continues, et la persévérance, la fermeté de

ces insistances font autant honneur à la sollicitude inlassable des postulants qu'elles démontrent l'importance que les intérêts allemands attachent à la voie projetée.

Le Conseil communal de Malmédy en délibère fréquemment, il provoque démarches et pétitions, il s'efforce de remuer l'opinion en Belgique. C'est ainsi que, en janvier 1896, la *Semaine* de Malmédy relate que M. le bourgmestre de Malmédy aurait envoyé au Conseil communal de Stavelot une pétition relative au chemin de fer Malmédy-Stavelot, et de fait, le 7 janvier 1896, le Conseil communal de Malmédy décide d'envoyer trois pétitions, l'une pour le Conseil communal de Stavelot, la seconde pour les dix-sept communes qui avaient adhéré à la construction de l'embranchement et la troisième, aux autres communes situées sur l'Ourthe et la Meuse.

Le 6 juin 1899, M. le Bourgmestre de Malmédy rend compte au Conseil d'une démarche qu'il a faite auprès de S. A. S. le prince d'Arenberg, et constate que l'opposition vient de la Belgique; le 2 décembre 1899, il signe une pétition à M. le Ministre des Chemins de fer et décide d'envoyer une députation à Berlin, composée de M. Steinbach, bourgmestre, et de M. Noupriez, bourgmestre adjoint.

Le 14 mars 1900, M. Kalpers, bourgmestre, rend compte au Conseil communal d'une démarche qu'il a faite, avec MM. Noupriez et Charlier et avec des délégués de Stavelot, auprès de M. le Ministre des Chemins de fer à Bruxelles.

Celui-ci a reçu les députations allemande et belge avec une grande affabilité; il a promis de faire faire les études préliminaires du tracé et de traiter la question diplomatiquement par les deux gouvernements.

Le 15 mars 1901, le Bourgmestre annonce qu'en suite des démarches faites par le Conseil pour la ligne Malmédy-Stavelot, le Ministre a admis la nécessité de cette ligne et annonce que la Direction des Chemins de fer de Cologne a été chargée de l'exécution des travaux préparatoires pour la construction d'une ligne de Malmédy à Warche, frontière allemande. Ce tronçon serait construit en attendant la décision de la Belgique.

Le 6 mars 1902, dans une séance exceptionnellement importante, la première tenue dans le luxueux hôtel-de-ville dû à la munificence de M. Jules Steinbach, industriel et conseiller de commerce à Malmédy, M. le Bourgmestre, présentant le rapport administratif, conclut en faisant des vœux pour la construction du chemin de fer vers Stavelot, qui serait si avantageux pour toutes les industries locales et spécialement pour la tannerie, il affirme qu'aucune démarche ne sera négligée pour mener cette question à bonne fin.

De son côté, la Chambre de commerce d'Eupen ne néglige point de se préoccuper de cette question, dont les conséquences seront si heureuses pour le commerce de Malmédy.

Le rapport sur l'exercice 1898 constate que :

« En 1898, le commerce de poils à Malmédy n'a pas subi de changement, et il est resté normal malgré les intempéries de la saison. La hauteur du prix des transports est un grand obstacle pour cette industrie. La matière première est sur place, mais la marchandise s'exporte en Belgique et en Angleterre. Les expéditions s'élèvent annuellement de 90 à 100 wagons de 5,000 kilos.

Le manque d'un chemin de fer sur la Belgique est un obstacle insurmontable. En effet, le transport par essieux de 5,000 kilos de poils de Malmédy à Stavelot ou Francorchamps coûte 30 marks et offre très souvent des difficultés. »

Envisageant la situation de 1899, la Chambre répète :

« La ville de Malmédy a eu beaucoup à souffrir par sa situation malheureuse, éloignée de tous les grands centres, ce qui n'a pas été aussi sans influence sur la papeterie, qui par ce défaut de communications n'a pu soutenir la concurrence dans le pays. Les frais de transport rendent très chers les produits bruts et par suite les fabricats. Il devient absolument nécessaire d'améliorer les communications par chemin de fer, et il serait facile de relier les deux culs-de-sac des stations de Stavelot et de Malmédy, ainsi que la Chambre l'a déjà demandé plusieurs fois au Gouvernement. »

Le rapport sur l'exercice 1904 y insiste :

« La situation malheureuse de Malmédy, qui est éloignée de tous les grands centres industriels, se fait vivement sentir, et c'est pourquoi dans les milieux industriels on ne cesse de faire ressortir l'importance du raccordement par voie ferrée de Malmédy et Stavelot et de démontrer l'urgence de la construction de cette ligne. »

Au cours de toutes ces démarches, nous voyons la haute personnalité du prince d'Arenberg appuyer de tout son crédit les instances de ses fidèles électeurs de Malmédy.

C'est lui qui intervient auprès du Gouvernement allemand à d'innombrables reprises, c'est lui qui, presque annuellement, tient le Conseil communal de Malmédy au courant de ses démarches et de ses espérances.

C'est à bon droit que le Prince affirmait, à Malmédy, dans une réunion électorale, le 20 mai 1903, que depuis vingt ans il faisait tous ses efforts pour réaliser le vœu général relatif au chemin de fer.

Peu après, en juin 1903, les négociations ont pris meilleure tournure; le prince d'Arenberg est le premier à télégraphier au Bourgmestre de Malmédy qu'un accord vient de se conclure au sujet de la ligne Malmédy-Stavelot, que la construction de cette ligne est assurée et qu'elle sera bientôt commencée.

8° Aucun intérêt important en Belgique ne réclame le chemin de fer Malmédy-Stavelot.

Enregistrons d'abord l'affirmation plusieurs fois produite par M. le Ministre des Chemins de fer au Parlement belge et constatant qu'au point de vue des recettes, cette ligne serait peu profitable à la Belgique.

Le 26 juillet 1904, M. Liebaert, Ministre des Chemins de fer, déclarait à la Chambre :

« La construction de cette ligne sera mauvaise pour notre réseau, nous ne la désirons pas. »

En mai 1902, le même Ministre disait au Sénat : « Le chemin de fer de Stavelot-Malmédy, recommandé par M. d'Andrimont, ne constituerait pas une bonne affaire. »

C'est au profit de Stavelot seulement que les rares protagonistes du projet ont cru devoir appuyer celui-ci.

Nous ne serons pas démentis par ceux qui connaissent les péripéties subies par ce chemin de fer, lorsque nous dirons que Stavelot fut longtemps divisé au sujet de ce chemin de fer, que nombre de ses habitants combattaient de toute leur énergie. On rappelle qu'un des hommes les plus considérés dont cette ville a gardé le souvenir s'écria jadis « qu'il voudrait voir les Alpes s'élever entre Malmédy et Stavelot ».

Aujourd'hui encore, plusieurs estiment que Stavelot ne peut que perdre à la ligne nouvelle :

Un industriel important écrivait récemment :

« Les tanneurs de Stavelot, pas plus que lorsqu'il fut question du chemin de fer de Malmédy, il y a quelques années, et qu'ils y firent une opposition unanime, n'ont intérêt à le voir construire.

» En effet, les mêmes raisons qu'ils alléguèrent alors existent toujours :

» Stavelot et Malmédy ont la même industrie : la fabrication du cuir fort à semelles ; ces cuirs, de même provenance, sont travaillés de la même façon, à l'ancien système, en fosses avec de l'écorce de chêne, et ont le même aspect quand ils sont finis.

» Or, pour entrer en Allemagne, les cuirs belges doivent payer un droit d'entrée de 30 marks, soit 37 $\frac{1}{4}$ centimes au kilogramme, tandis que les cuirs allemands ne doivent acquitter qu'un droit de 15 centimes pour entrer en Belgique.

» Dans ces conditions, les tanneurs de Stavelot ne peuvent désirer de voir les moyens de communication entre Stavelot et Malmédy devenir plus faciles, car cela serait tout au détriment de leur industrie ; l'acheteur belge pourrait aller s'approvisionner en Allemagne, tandis que l'acheteur allemand ne pourrait, à cause des droits, venir acheter chez nous.

»

» Je cherche en vain à qui ce chemin de fer profiterait en Belgique.

» On a dans le temps fait valoir la plus-value des écorces dans le pays de Melreux ; or, le coût du transport des écorces Melreux-Malmédy n'est que de 10 à 15 centimes plus cher au 100 kilogrammes, que Melreux-Stavelot ! C'est donc insignifiant !

» En résumé, ce chemin de fer profiterait beaucoup à MM. les Malmédisiens, mais ne procurerait aucun avantage à Stavelot.

» Nous comprenons que nos voisins n'épargnent aucune démarche pour l'obtenir ; quant à nous, il ne peut guère nous donner que des mécomptes.

» Notez que c'est une opinion personnelle que je vous donne, opinion qui, naguère, était partagée par tous les tanneurs de Stavelot ; je suppose qu'il en est toujours de même. »

Si la tannerie n'y trouve point son compte, quelle autre industrie stavelotaine en retirera profit ?

La brasserie belge peut-elle espérer obtenir des débouchés en Allemagne? Ne craint-elle pas plutôt que toute facilité nouvelle de transport n'augmente l'entrée, dans la région de Stavelot, des bières allemandes, qui jouissent d'une certaine faveur en Belgique?

Le petit commerce local enfin, les hôteliers, les restaurateurs, cafetiers, boulangers, pâtisseries, bouchers, débitants de toute sorte, n'ont-ils pas plus à craindre qu'à espérer du railway proposé?

Celui-ci ne va-t-il pas substituer, pour une grande part, la traversée de la ville en chemin de fer, aux excursions pédestres qui amènent très fréquemment les Malmédiens à Stavelot?

Les commerçants de cette ville ne redoutent-ils pas de ne plus voir passer leurs voisins que sur le haut viaduc qui reliera le chemin de fer à la gare, au lieu de les voir apporter quelque profit à leur négoce?

L'industrie et le commerce de Stavelot ne se trouvent-ils point dans la situation de tous ceux qui, souhaitant voir accroître le chiffre de leurs affaires, sont disposés à en espérer le moyen dans toute innovation annoncée?

Le chemin de fer, qu'une partie d'entre eux poursuit de ses désirs, est-il bien en mesure de leur apporter les avantages qu'ils en espèrent?

Autant de questions qui laissent place à de larges doutes, doutes suffisants pour justifier les divergences d'opinion qui se sont produites, de tout temps, à Stavelot même sur l'opportunité de créer cette ligne.

La presse locale elle-même a parfois montré de l'hésitation à acclamer sans réserve le chemin de fer souhaité par l'Allemagne. C'est ainsi que, le 28 janvier 1896, la *Semaine* de Stavelot disait :

« L'Allemagne y tient toujours à ce raccordement? L'aura-t-elle jamais? C'est là un point très délicat et fort controversé. Nous verrons sans doute bientôt nos édiles procéder à l'examen de cette requête, l'appuyer ou la décrier. Patientons donc avant de nous prononcer. »

En 1900, le même journal imprimait :

« L'article intitulé : « Stavelot-Malmédy », paru dans votre numéro de dimanche dernier m'a fait sourire.

» Malgré l'accueil charmant réservé par le Ministre au Comité, il est à craindre, en effet, que votre ingénieux correspondant n'ait *vendu la peau de l'ours*. Histoire de ne pas perdre l'habitude probablement. Depuis toujours, dans le canton et à Stavelot en particulier, on se prend soudain d'une belle ardeur pour une idée, on s'emballe avec entrain pour s'arrêter aux premières belles paroles et s'endormir sur de banales promesses en se berçant d'illusions.

» Si vous en doutez, relisez et épinglez les faits relatés par la presse locale stavelotaine. Quelques-uns d'entre eux, pris au hasard, suffiront à fixer votre opinion.

» Rappelez-vous d'abord le vicinal « Lierneux-Trois-Ponts », *plus important pour Stavelot et le canton que le tronçon international devant relier culs-de-sac et besaces*. Avez-vous oublié l'enthousiasme, louable d'ailleurs, que ce

projet suscita? Un comité se forma, publia un tract. Ses réunions, fréquentes d'abord, rares ensuite, s'espacèrent de plus en plus, puis... plus rien. »

Et en mai 1902, le même journal enregistrerait simplement la réponse défavorable faite au Sénat par M. Liebaert à M. d'Andrimont et se bornait à ajouter : « Nous pouvons faire notre deuil du projet de raccordement Stavelot-Malmédy : qu'il repose en paix. »

9° Le chemin de fer serait funeste aux villes de Liège et de Verviers, puisque son sort est lié à la construction d'une ligne Visé-Louvain-Aix-la-Chapelle.

Il semble donc qu'ils s'abusent ceux qui, à Stavelot, pensent trouver de grands avantages dans une jonction avec Malmédy.

Mais si ce point laisse place à des divergences de vue, il n'en demeure aucune sur les fâcheux résultats que cette ligne aurait pour Liège et Verviers, puisque le sort de ces communications ferrées est lié.

Cette union indissoluble est témoinnée à diverses reprises au cours des pourparlers préalables auxquels les deux lignes ont donné lieu :

Le 18 décembre 1900, M. le Ministre Liebaert disait à la Chambre :

« L'examen du projet Malmédy-Stavelot ne pourrait être entamé qu'à l'occasion des négociations pour l'établissement d'une ligne de Louvain à Aix-la-Chapelle. »

La Semaine de Malmédy ajoute :

« En échange de l'acceptation du premier projet, l'Allemagne imposera le second, depuis si longtemps désiré et discuté. Puissions-nous au moins cette fois ne plus être déçus! »

L'Annonce de Stavelot dément l'abandon du projet et ajoute ces considérations :

« La politique du donnant donnant est en jeu ici. La Belgique tient beaucoup à l'établissement d'une ligne Bruxelles-Louvain-Visé-Aix-la-Chapelle, et l'Allemagne y oppose des difficultés. Alors, la Belgique ne cédera au désir qu'à l'Allemagne de voir une communication ferrée entre Malmédy et Stavelot que si elle obtient satisfaction sur l'autre.

» Malmédy a plus d'intérêts que Stavelot à y être relié par un chemin de fer. Malmédy est grand tributaire de Stavelot. La correspondance de Berlin, Cologne, etc., vient à Malmédy par Stavelot. »

Le 26 juillet 1901, M. Liebaert dit à la Chambre : « Que la ligne de Malmédy à Stavelot est comprise dans les négociations qui se poursuivent au sujet d'autres lignes. »

Le 7 août 1901, M. d'Andrimont souligne cette connexité.

L'honorable sénateur s'exprime ainsi :

« J'ai demandé, il y a quelque temps, à l'honorable Ministre de vouloir examiner la question du raccordement de Stavelot à Malmédy. L'honorable Ministre s'est déclaré très disposé à construire ce bout de ligne; toutefois,

a-t-il ajouté, il n'entreprendra ce travail que si le Gouvernement allemand consentait à l'établissement de la ligne directe de Bruxelles à Aix-la-Chapelle.

» Les Allemands désirent beaucoup le raccordement de Stavelot à Malmédy, et l'honorable Ministre espère ainsi obtenir satisfaction pour cette ligne directe de Bruxelles à Aix-la-Chapelle.

» Lorsqu'il m'a fait cette déclaration, je lui ai demandé si je pouvais en faire état; il m'a répondu affirmativement. »

Dans une réunion électorale tenue à Malmédy le mardi 26 mai 1903, le prince d'Arenberg fait connaître que :

« Tout espoir n'est pas perdu : le Gouvernement allemand ne donne son consentement à la construction de la ligne Louvain-Aix-la-Chapelle qu'à la condition que la Belgique nous assure le raccordement à Stavelot. Des applaudissements chaleureux répondent à cette déclaration. »

En juin 1903, le *Journal de Bruxelles* publie ce qui suit :

« M. Ramackers, secrétaire général des chemins de fer de l'État belge, et les administrateurs MM. Garnir et Derutte qui étaient allés en Allemagne, où ils avaient repris, avec les délégués de l'Empire allemand, les négociations au sujet de la construction d'une voie ferrée de Louvain à Aix-la-Chapelle passant par Herbesthal, et de Malmédy à Stavelot, cette dernière pour raccorder le réseau allemand à la ligne de Pepinster à Gouvy, sont rentrés à Bruxelles. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que leurs négociations ont pleinement abouti. »

L'ensemble de la discussion du 7 juillet 1903, à laquelle prirent part M. Liebaert, Ministre des Chemins de fer, M. Davignon et M. Mullendorf, confirme l'union qui règne entre les deux lignes.

Enfin, on annonce que c'est le 15 août 1903 que doit se signer à Berlin le protocole diplomatique entre la Belgique et l'Allemagne au sujet des nouvelles lignes ferrées entre Louvain et Aix-la-Chapelle, par Visé, Malmédy et Stavelot.

* * *

C'est au vu de l'ensemble de ces considérations que le Rapporteur de la Section centrale a prié celle-ci de l'autoriser à poser à M. le Ministre de la Guerre les questions suivantes :

1^{re} Question.

« Est-il exact que le Département des Chemins de fer ait, avec l'assentiment de M. le Ministre de la Guerre, décidé la création d'une ligne de chemin de fer de Malmédy à Stavelot? »

2^e Question.

« En raison du grand nombre de troupes que l'Allemagne peut concentrer au camp d'Elsenborn, la ligne à créer ne constitue-t-elle pas, en cas de guerre entre l'Allemagne et la France, un grave danger pour les parties des

provinces de Liège, Luxembourg et Namur situées entre Stavelot d'une part et Sedan-Mézières d'autre part? »

3^e Question.

« L'état-major belge n'a-t-il pas, dans cet ordre d'idées, étudié depuis quelque temps cette région par des visites annuelles? »

4^e Question.

« Si cette voie de chemin de fer se fait, le Département de la Guerre se propose-t-il d'établir, dans la région indiquée, des forts, des garnisons ou d'autres travaux quelconques? »

M. le Ministre a répondu comme suit :

1^{re} Réponse.

« Le 3 mars 1896, le Département de la Guerre a fait savoir à l'administration des chemins de fer qu'il n'avait pas d'objection à présenter à la construction éventuelle d'une ligne de chemin de fer entre Malmédy et Stavelot.

» Cette ligne est toujours à l'état de projet. »

2^e Réponse.

« La ligne dont il s'agit ne donne pas lieu, en ce qui concerne la défense nationale, à des considérations d'une plus grande importance que celles qui s'attachent aux voies ferrées existant déjà dans cette partie du pays. »

3^e Réponse.

« Depuis longtemps, le Département de la Guerre fait procéder à des reconnaissances dans cette région comme dans toutes les parties du pays qui peuvent être menacées. »

4^e Réponse.

« La création de cette voie ne nécessiterait pas l'établissement de garnisons, de forts, ni d'autres travaux nouveaux de fortifications. »

Ces réponses paraissent méconnaître la gravité du problème. Le Parlement appréciera si elles sont adéquates aux préoccupations qui les ont provoquées.

Quoi qu'il en puisse être d'ailleurs, si M. le Ministre de la Guerre juge n'en pouvoir dire davantage, si M. le Ministre des Chemins de fer estime devoir passer outre, si le Parlement les suit dans cette voie, le Rapporteur soussigné aura mis sa responsabilité à couvert.

En groupant des faits et en exposant des arguments qui permettent d'embrasser les aspects divers du problème, il a conscience d'accomplir un patriotique devoir.

C'est le seul but qu'il poursuit en écrivant ces lignes.

II. — La nouvelle loi de milice.

L'application de la nouvelle loi de milice a donné lieu à des observations qui se sont traduites par les questions suivantes :

1° *Emplois accordés aux anciens militaires.*

Question.

« La Section centrale exprime le vœu que le Département de la Guerre s'enquière auprès des autres Départements ministériels, des emplois que ceux-ci accordent par préférence aux anciens militaires, qu'il les indique à la Section centrale et qu'il les porte à la connaissance des intéressés. »

Réponse.

« Les départements de l'*Agriculture*, de la *Guerre*, de l'*Intérieur* et de l'*Instruction publique*, de la *Justice* et des *Affaires étrangères* ont déjà pris l'arrêté royal prévu par le littéra U de l'article 100 de la loi sur la milice, déterminant la nature des emplois qui sont accordés, de préférence, à certaines catégories de militaires.

» La nomenclature de ces emplois a été publiée, par la voie du *Moniteur*, aux dates ci-après : le 14 septembre 1902, le 29 octobre 1902, le 1^{er} février 1903, le 13 décembre 1903 et le 1^{er} janvier 1904.

» Le Département de la Guerre a demandé, depuis le 1^{er} novembre dernier, aux autres Départements ministériels communication des arrêtés royaux dont il s'agit, *ainsi que des instructions qui en règlent l'exécution*, afin d'en faire une publication unique, pouvant être consultée par les intéressés. »

2° *Congés.*

Question.

« On signale que des chefs de corps imposent des congés à des soldats qui ne les sollicitent pas, tandis qu'en même temps ils refusent des congés à d'autres soldats dont les parents les demandent avec instance pour être aidés dans les travaux de la moisson.

» Ces refus s'appuyeraient sur la raison que ces soldats auraient obtenu plus de congés que le nombre de jours réglementaires.

» Cela amène cet étrange résultat que les uns reçoivent des congés sans les désirer tandis que d'autres, qui les demandent, ne les obtiennent pas.

» Ces faits sont-ils exacts et M. le Ministre pourrait-il y mettre un terme ? »

Réponse.

« Le nombre des mois pendant lesquels une classe de milice doit servir activement au cours d'une année dérive de la loi. Cet élément forme l'un des facteurs constitutifs du Budget.

» Si chaque homme était libre de servir activement durant un laps de temps plus long, en déclinant le renvoi temporaire dans ses foyers, il s'ensuivrait inévitablement que les crédits budgétaires normalement déterminés ne pourraient suffire à ce surcroît de dépenses.

» En principe, il faut donc que les hommes rentrent dans leurs foyers pour les périodes prescrites, sauf certaines exceptions que la sagesse des chefs de corps saura bien discerner.

» Par contre, on ne peut admettre non plus qu'un même homme obtienne un nombre illimité de jours de congé, puisque ce serait méconnaître les exigences de son instruction et de son éducation militaires. »

3° Assurances sur la vie au profit de la famille des sous-officiers.**Question.**

« Divers sous-officiers désirent transformer en une assurance sur la vie, au profit de leur famille, la partie de leur rémunération versée à la Caisse d'épargne.

» Monsieur le Ministre ne voudrait-il pas prendre les mesures nécessaires à permettre et même à encourager cet acte de louable prévoyance ? »

Réponse.

« Cette question est à l'étude en ce moment. Elle fait l'objet d'une correspondance entre le Département de la Guerre, celui des Finances et des Travaux publics et la Caisse générale d'épargne et de retraite. »

À cette question se rattache cette autre relative à un objet diverses fois recommandé par la Section centrale à la bienveillance de M. le Ministre de la Guerre.

4° Pensions des veuves et orphelins des sous-officiers mariés.**Question.**

« A quel point en est l'étude, réclamée depuis plusieurs années par la Section centrale, de la pension des veuves et des orphelins des sous-officiers mariés ? »

Réponse.

« Un projet de loi instituant une caisse de pension en faveur des veuves et orphelins des sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée est soumis à l'examen du Département des Finances et des Travaux publics. »

*5° Admission des volontaires de carrière aux avantages de la loi
du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières.*

Question.

« Les volontaires de carrière ne pourraient-ils employer la partie de leur rémunération versée à la Caisse d'épargne pour profiter de la loi du 9 août 1889, sur les habitations ouvrières, au même titre que les volontaires avec prime, auxquels cette faveur est accordée? »

Réponse.

« Afin de permettre aux intéressés de bénéficier des dispositions de la loi sur les habitations ouvrières, le Département des Finances et des Travaux publics autorise le retrait des sommes versées à la Caisse générale d'épargne au profit de tous les militaires rémunérés (miliciens, volontaires de carrière, rengagés). »

Observons à ce sujet qu'il est très important que, pendant leur passage sous les drapeaux, les militaires soient initiés aux avantages qu'ils peuvent retirer des institutions sociales établies dans notre pays.

La Section centrale a insisté sur ce point déjà, et M. le Ministre a fait autoriser de nombreuses conférences de garnison et de régiment données par le lieutenant d'état-major Coucke.

Les publications militaires ont rendu un légitime hommage à cette initiative.

La Section centrale souhaite que M. le Ministre aille plus loin dans cette voie, en examinant si des cours ne pourraient être donnés sur ce sujet aux futurs officiers à l'École militaire et dans les régiments.

Cette initiative a été prise en France, sur l'invitation de M. le Ministre de la Guerre.

6° Employés civils dans l'armée.

Question.

« Dans quelle mesure les employés militaires sont-ils remplacés par des employés civils dans les services de l'armée? »

Réponse.

« Au 1^{er} janvier 1904, le nombre des employés civils remplaçant des employés militaires s'élève à 928.

7° Volontaires de réserve.

Question.

« Quelle dépense résulte pour le Département de l'institution des volontaires de réserve? »

» Quel est le nombre de ceux-ci? »

Réponse.

« Le crédit pour rémunérer les volontaires de réserve figure au Budget de la Dette publique, qui a supporté de ce chef, pour l'exercice 1903, une dépense de 30,810 francs

» Le nombre des volontaires de réserve est, à la date du 31 octobre 1903 :

de 537 } 519 pour quatre ans.
 } 18 pour deux ans. »

III. — Artillerie et génie.

La situation faite aux officiers des armes spéciales ne cesse point de préoccuper la Section centrale, qui, à ce sujet, a demandé à M. le Ministre :

Question.

« M. le Ministre ne pense-t-il pas qu'indépendamment du projet relatif aux officiers du génie, qu'il a bien voulu déposer, il y aurait lieu de soumettre à la Législature un projet d'ensemble régularisant l'avancement des officiers de l'artillerie et du génie ?

» Des études se poursuivent-elles dans ce sens; quand aboutiront-elles ? »

Réponse.

« Le projet de loi relatif aux officiers du génie n'a pas pour objet de régulariser leur avancement, mais de parer à l'insuffisance du nombre de ces officiers par suite de l'accroissement des services dont ils sont chargés.

« En ce qui concerne l'artillerie, il faut attendre que l'on soit fixé sur le nouveau matériel qu'il convient d'adopter et sur les modifications à apporter à l'organisation de cette arme. »

On a signalé aussi, à diverses reprises, les lenteurs de l'avancement dans le cadre des adjoints du génie et la situation précaire des surveillants temporaires de ce service.

M. le Ministre de la Guerre ne pourrait-il adopter, pour les adjoints du génie, les dispositions qui sont appliquées pour régler l'avancement dans les cadres des conducteurs des ponts et chaussées et des sous-chefs des sections de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, où l'on a remédié aux lenteurs que l'on y avait constatées ?

Ces dispositions permettraient de faire des nominations ou d'accorder des augmentations de traitement en moyenne tous les trois ans, en faisant varier le nombre des fonctionnaires dans chaque classe selon les besoins et dans les limites des crédits budgétaires.

Ne pourrait-on augmenter le cadre des surveillants permanents du génie pour nommer à ce titre les surveillants temporaires qui ont satisfait aux examens et qui doivent actuellement rester pendant quinze ou vingt ans

dans cette position d'attente, où ils n'ont droit ni à la pension ni à aucun des avantages accordés au personnel permanent du génie?

Il semble d'ailleurs que l'avancement des surveillants du génie serait plus rationnel s'il était réglé comme celui des secrétaires-archivistes du Département de la Guerre.

D'autre part, les traitements des surveillants permanents de 3^e classe ne pourraient-ils être augmentés pour tenir compte des fortes retenues qui leur sont imposées, lors de leur nomination à cet emploi, pour assurer la pension de leur veuve et de leurs enfants?

* Ne pourrait-on adopter pour ces employés le barème des traitements des autres cadres de surveillants de travaux de l'État?

IV. — Place d'Anvers et fortifications délaissées.

1^o Place d'Anvers.

Question.

« Où en sont les études du nouveau système de la place d'Anvers, et le Département de la Guerre sera-t-il en mesure de présenter un projet complet, dès que la solution des autres questions connexes sera prête, en vue du dépôt d'un projet de loi?

» La suppression des servitudes militaires à l'intérieur ⁽¹⁾ de la première enceinte, qu'il s'agit de remplacer, ne peut-elle pas être ordonnée, dès maintenant, en totalité ou en partie? »

Réponse.

« Les études relatives à cet objet se poursuivent activement.

» L'établissement des plans des nouveaux dispositifs de défense de la place d'Anvers ne retardera pas le moment où le Gouvernement pourra saisir la Législature de cette importante question.

» Les propriétés immobilières situées à l'intérieur de l'enceinte ne sont pas assujetties aux servitudes imposées par l'arrêté-loi du 4 février 1815.

» Les servitudes militaires en avant de l'enceinte actuelle ne pourront être supprimées que lors du *déclassement* de cette ligne de défense. Les seuls dégrèvements qu'autorise la loi du 28 mars 1870 se rapportent aux agglomérations d'habitations. Toutes celles d'entre elles qui se trouvaient dans les conditions voulues pour être dégrévées ont été précédemment l'objet de cette mesure. »

2^o Forts de l'arrondissement de Termonde et de Saint-Nicolas.

Question.

« Quelles sont les intentions de M. le Ministre quant à la destination des forts délaissés de l'arrondissement de Termonde et de Saint-Nicolas. »

(1) Veuillez lire extérieur. (*Note du Rapporteur.*)

Réponse.

« Les seuls forts *délaissés* des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas sont le fort d'Austruweel (ou Isabelle) et le fort de Burght, sur la rive gauche de l'Escaut devant Anvers.

» Bien que n'étant pas occupés, ces ouvrages doivent encore être maintenus dans le domaine de l'État, de même que les anciens forts de Zwyn-drecht et Calloo et les terrains attenants, dits de la nouvelle ville, parce qu'il est de l'intérêt militaire comme de l'intérêt financier ultérieur de l'État de pouvoir disposer de l'ensemble de ces terrains, pour l'époque où il pourrait être nécessaire de créer de nouveaux établissements militaires sur la rive gauche de l'Escaut.

» Quant au fort de la Tête-de-Flandre, *déclassé* comme ouvrage de fortification, ce qui a entraîné la suppression des servitudes militaires pour les propriétés environnantes, il renferme plusieurs bâtiments importants utilisés pour le service militaire, et ses fossés servent, en partie, à l'instruction de la compagnie des pontonniers.

» Tous ces bâtiments, avec installations diverses, sont nécessaires et doivent être conservés aussi longtemps que d'autres n'auront pas été créés pour les remplacer. »

V. — Bâtiments militaires.**1^o La boulangerie militaire de Liège.**

Cet établissement nécessite d'importantes réparations.

Il est situé au quai de Fragnée, à front d'une des avenues qui donneront accès à l'Exposition de 1903.

Les bâtiments industriels offrant généralement un aspect peu esthétique, le Commissaire général de l'Exposition de Liège avait demandé que la Section centrale du Budget de la Guerre s'enquît des intentions du Département à ce sujet.

Pour déférer à ce désir, la question suivante a été posée :

« Est-il exact que la boulangerie militaire de Liège doive être agrandie ?

» S'il en est ainsi, ne vaudrait-il pas mieux réaliser l'emplacement actuel, lequel, situé au quai de Fragnée, a une valeur considérable pour reporter le dit établissement à un endroit où le terrain a moins de prix ? »

M. le Ministre a répondu :

« La boulangerie de Liège doit, en effet, être agrandie. Le Département de la Guerre possède le terrain nécessaire à cette fin, et un crédit figure aux dépenses exceptionnelles pour les constructions.

» L'Administration militaire n'a pas intérêt à voir déplacer l'établissement actuel; toutefois, elle pourrait examiner les offres qui lui seraient faites en vue de ce déplacement.

» Il importe que ces offres parviennent au Département de la Guerre le

plus tôt possible, car l'état dans lequel la boulangerie de Liège se trouve rend urgente l'exécution des travaux projetés. »

La nécessité d'une voie de raccordement aux chemins de fer de l'État rend le transport de la boulangerie assez malaisé.

Au surplus, d'après des renseignements récents, il paraîtrait que le bâtiment nouveau serait pourvu d'une façade qui ne déparerait pas l'ensemble des constructions érigées au quai de Fragnée.

2° *La caserne de Kattenberg.*

Question.

« Quand seront achevés les travaux de la caserne de Kattenberg-Gand ? »

Réponse.

« Le gros-œuvre des trois bloes de bataillon est achevé.

» Celui des autres bâtiments, sauf le bâtiment d'entrée situé rue De Crayer, sera terminé vers le milieu de 1905; une entreprise pour l'achèvement des bâtiments construits et en construction sera adjugée vers la fin de 1904.

» Ce qui permettra, si c'est nécessaire, l'occupation de la caserne au commencement de 1906.

» Le bâtiment d'entrée dont il s'agit ci-dessus pourra être construit en 1906, lorsque la caserne sera déjà occupée. »

VI. — Divers.

D'autres questions encore ont été posées en suite d'observations relevées aux procès-verbaux des sections ou émises par des membres de la Section centrale; elles ont trait aux objets suivants :

1° *Achat de chevaux de troupe.*

Question.

« Quel est le montant des sommes dont les régiments de cavalerie, d'artillerie de campagne et du train disposaient au 1^{er} décembre 1903, pour l'achat de chevaux de troupe ?

» Combien de chevaux de troupe ces corps pouvaient-ils et peuvent-ils encore acheter en décembre 1903, à savoir :

» Chevaux de selle de cavalerie;

» Chevaux de selle d'artillerie;

» Chevaux de trait d'artillerie et du train ? »

Réponse.

« Les opérations de la remonte des chevaux de selle de l'armée sont terminées le 1^{er} novembre de chaque année.

» Seule, la remonte des chevaux de trait des régiments d'artillerie et du train se poursuit pendant l'hiver.

» Ces régiments disposaient, au 1^{er} décembre 1903, des sommes nécessaires à l'achat de 81 chevaux de trait manquants sur l'ensemble pour parfaire l'effectif de paix. »

2° *Étudiants universitaires.*

Question.

« Le Département de la Guerre ne pourrait-il étendre la faveur dont jouissent les étudiants universitaires à un plus grand nombre d'établissements d'enseignement, tels que le Conservatoire de Gand, l'École Saint-Luc et les cours d'horticulture? »

Réponse.

« Il est à remarquer que si le Département de la Guerre devait accéder aux demandes que de nombreux établissements ne cessent de formuler aux fins d'obtenir, pour leurs élèves, l'admission dans les compagnies universitaires, on en arriverait bientôt à ne plus avoir dans l'armée, à tout le moins pour une part considérable, que des éléments qui s'en iraient passer sur les bancs des écoles le temps qui doit, au vœu de la loi, être consacré exclusivement à l'instruction et à l'éducation militaires dans le rang des unités de troupes.

» Aussi, le Département de la Guerre s'est-il vu contraint d'opposer invariablement une fin de non-recevoir aux demandes en question et de s'en tenir strictement, en cette matière, aux établissements, *nombreux déjà*, à l'égard desquels le privilège dont il s'agit était acquis avant la dernière loi réduisant le terme de service actif.

» Parmi ces établissements figure d'ailleurs le Conservatoire de Gand. »

3° *Exercices de nuit.*

Question.

« Est-il exact que fréquemment des exercices de nuit sont commandés pour la nuit du samedi au dimanche? Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il y aurait lieu de les interdire? »

Réponse.

« Par suite des progrès réalisés dans l'armement, il sera souvent nécessaire de profiter de la nuit pour exécuter des manœuvres à proximité de l'ennemi.

» Aussi les règlements militaires prescrivent-ils de multiplier ces exercices.

» Ces prescriptions générales émanent du Département de la Guerre, mais

il convient que l'application en soit laissée aux chefs de corps, qui sont responsables du degré d'instruction des troupes placées sous leurs ordres.

» La nuit du samedi au dimanche ne doit évidemment pas être choisie de préférence à une autre; mais rien jusqu'à présent ne permet de supposer qu'il en est ainsi. »

4° *Habillement des troupes.*

Question.

« Un crédit est inscrit tous les ans au Budget, à titre d'allocation, pour l'habillement des troupes.

» Aux termes de l'article 1^{er} du règlement annexé à l'arrêté royal du 18 avril 1898, cette allocation doit être calculée sur l'effectif organique du pied de paix, cet effectif, qui était de 44,700 hommes de 1899 à 1903, est descendu à 40,800 hommes pour 1904, soit en moins 3,900 hommes.

» Pourquoi le Département de la Guerre maintient-il au Budget de 1904 le même crédit pour l'habillement des troupes que pendant les années 1899 à 1903, et pourquoi le nouveau calcul de l'allocation, d'après la base fixée, n'est-il pas fait au Budget de 1904?

» Le Département de la Guerre est prié d'établir ce calcul, destiné à éclairer la Législature, et de le refaire au Budget, chaque fois que l'effectif organique du pied de paix viendra à être modifié. »

Réponse.

« L'allocation pour l'habillement est déterminé d'après le nombre des hommes présents, lequel n'a pas été diminué.

» L'expérience a démontré que l'allocation moyenne accordée par homme et par cheval pour le service de l'habillement et du harnachement n'est pas trop élevée : cette allocation doit servir non seulement à pourvoir aux besoins du temps de paix, mais encore à constituer les approvisionnements nécessaires en vue d'une mobilisation éventuelle de l'armée.

» Il importe, dans l'intérêt de la défense nationale, de ne pas divulguer la composition de ces approvisionnements. »

5° *Indemnité pour montures perdues par le fait du service.*

Question.

« Les officiers dont les montures ont été mises hors de service par le fait d'un exercice commandé reçoivent-ils une indemnité de ce chef?

» Dans la négative, Monsieur le Ministre ne jugerait-il pas équitable de la leur faire accorder? »

Réponse.

« Oui, pour autant que la monture ait été *perdue*, c'est-à-dire ait été tuée ou qu'elle ait été abattue ou soit morte à la suite de blessures reçues dans

l'exécution d'un service commandé ou pendant la participation à un service extraordinaire (grandes manœuvres, périodes de tir, service de sécurité publique, etc.).

» L'arrêté royal du 3 novembre 1898, qui consacre cette disposition, n'a fait qu'étendre aux services du pied de paix une disposition analogue du règlement de 1819 sur l'administration de l'armée, aux termes de laquelle une indemnité est allouée aux officiers qui *perdent* un cheval devant l'ennemi.

» Les abus seraient à craindre si l'on donnait à cet arrêté une plus grande extension. »

6° *Pharmaciens militaires et capitaines d'habillement.*

Question.

« Monsieur le Ministre ne se propose-t-il pas de faire droit aux sollicitations des pharmaciens militaires et des capitaines administrateurs d'habillement, déjà plusieurs fois exposées lors de la discussion du Budget de la Guerre? »

Réponse.

« Se référant à une réponse faite à la Section centrale chargée de l'examen du Budget de la Guerre pour 1903, en ce qui concerne les pharmaciens, et à une déclaration faite dans la séance du 19 juin 1903 de la Chambre des Représentants, en ce qui concerne les capitaines administrateurs d'habillement, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de modifier la situation existante. »

7° *Pensions provisoires.*

Question.

« Qu'est-ce que le Département de la Guerre entend par « pension provisoire » ?

» Qui décide l'octroi de ces pensions?

» En vertu de quelle loi sont-elles accordées et par quelles règles sont-elles régies?

Réponse.

« La pension provisoire est une solde temporaire ou une espèce de traitement d'attente accordé, pour une durée d'un an, au militaire de rang inférieur à celui d'officier, reconnu atteint d'une infirmité *susceptible d'amélioration*, le mettant *momentanément* hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance par les travaux ou professions de la vie privée.

» L'octroi de ces pensions a lieu en vertu d'arrêtés royaux, sur la proposition du Département de la Guerre.

» Elles sont conférées en exécution des lois budgétaires et prélevées sur les crédits mis annuellement à la disposition dudit Département. Les droits aux pensions provisoires sont établis dans les formes et dans les délais fixés

par l'arrêté royal du 20 décembre 1889, n° 9448, pour les pensions proprement dites.

» La pension provisoire — dont le taux est, du reste, le même que celui de la pension définitive — peut être renouvelée lorsque les titres à cette rémunération ont été constatés par une visite devant l'autorité médicale compétente.

» En cas de guérison, l'intéressé non encore licencié et n'ayant pas satisfait à ses obligations militaires reprend le service actif ou est envoyé en congé illimité.

» Si l'affection s'améliore au point de ne plus entraîner l'incapacité de travail, tout en empêchant cependant la rentrée ultérieure au service actif, la pension est supprimée et remplacée par une indemnité. Celle-ci est renouvelable annuellement sous forme de secours, quand l'infirmité a été contractée par le fait du service.

» En cas de déchéance de la pension provisoire, l'intéressé peut la réobtenir si, dans le délai fixé à l'article 16 de l'arrêté royal précité, il justifie des titres exigés.

» Le militaire pensionné provisoirement avant d'avoir été licencié de l'armée est maintenu sur les contrôles. On peut, dans ce cas, le considérer comme étant en disponibilité avec solde et le temps pendant lequel il jouit de l'allocation dont il s'agit est supputé pour la pension définitive ou viagère. »

8° *Personnel civil du Ministère de la Guerre.*

Question.

« La situation du personnel civil du Ministère de la Guerre a-t-elle été améliorée depuis qu'un crédit de 12,000 a été voté à son profit? »

Réponse.

« Le vote du crédit de 12,000 francs au profit du personnel civil du Ministère de la Guerre a permis de créer des places nouvelles de sous-chefs de bureau et d'employés de première classe, ce qui a amélioré notablement la situation du dit personnel. »

9° *Sociétés d'anciens militaires.*

Question.

« Depuis 1898, des subsides sont accordés tous les ans sur le Budget de la Guerre à des sociétés d'anciens militaires, en vue de leur faciliter l'acquisition d'un drapeau.

» Quel est le montant des sommes qui ont été payées de ce chef depuis 1898 jusqu'à ce jour, et combien y a-t-il de sociétés qui ont reçu des subsides?

Réponse.

« Depuis 1898, des sommes se montant au total de 37,412 francs ont été allouées, à titre de subsides pour achat de drapeaux, à 249 sociétés d'anciens militaires. »

10° Transferts.**Question.**

« Depuis deux ou trois ans, le Budget de la Guerre contient, à la suite des articles 6 à 9 et 10 à 14, une disposition en vertu de laquelle le Ministre est autorisé à réunir et à transférer, d'un article à un autre, des crédits s'élevant au total à plus de 28 millions.

» Cette pratique n'existe pour aucun autre budget; elle est contraire à la loi sur la comptabilité de l'État et, enfin, elle empêche tout contrôle sérieux de la Chambre.

» Quelles sont les raisons qui ont décidé le Département de la Guerre à demander seul des droits aussi exorbitants? »

Réponse.

« Il peut se présenter, par suite de circonstances imprévues (grèves, troubles, épizooties, afflux plus considérable de volontaires dans certaines armes, etc.), que les crédits affectés au traitement et à la solde soient dépassés dans une arme alors que le chiffre de prévision n'est pas atteint dans une autre.

» Il importe, le cas échéant, que l'on puisse utiliser les reliquats existants pour faire face aux déficits, de façon à assurer le paiement du traitement et de la solde dans toutes les éventualités. »

11° Vivres de réserve.**Question.**

« De combien de rations de viande conservée et de rations de biscuits (vivres de réserve) le Département de la Guerre disposait-il, au 1^{er} janvier 1903, pour l'armée de campagne et pour les garnisons des places fortes? »

Réponse.

« Il importe, dans l'intérêt de la défense nationale, de ne pas divulguer la hauteur des approvisionnements constitués en vue des besoins éventuels d'une mobilisation. »

VII. — Les votes.

Le Budget de la Guerre a reçu, dans les Sections, l'accueil suivant :

1 ^{re} Section.		6	oui	6	non	2	abstentions.
2 ^e id.		11	»	1	»	3	»
3 ^e id.		7	»	3	»		
4 ^e id.		7	»	4	»	1	abstention.
5 ^e id.		8	»	1	»		
6 ^e id.		4	»	10	»		
		<u>43</u>	oui	<u>25</u>	non	<u>6</u>	abstentions.

La Section centrale a adopté le projet par 5 voix contre 1.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
NERINCX.

VIII.

NOTE DE LA MINORITÉ.

MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, la Chambre n'a plus consacré de discussion sérieuse, approfondie, au Budget de la Guerre, qui est cependant le plus important de nos budgets de dépenses.

Voici quelques dates qui prouvent le bien fondé de cette assertion.

Budget pour 1900. — Le rapport fut déposé le 15 mars et la discussion commença le 2 mai, alors que la clôture de la session fut prononcée le 5 mai.

Budget pour 1901. — Le rapport fut déposé le 2 avril et la discussion, entamée le 6 août, fut terminée aussitôt.

Budget pour 1902. — C'est le 10 avril seulement que le rapport de la Section centrale fut déposé. Le 5 mai, c'est-à-dire deux jours avant la clôture de la session, la discussion fut ouverte et close en moins d'une heure!

Budget pour 1903. — Date du dépôt du rapport : 13 mars. La discussion eut lieu du 17 au 25 juin dans des séances du matin, devant les banquettes!

Et cependant, il est bon de le répéter, le Budget de la Guerre est celui qui nous coûte le plus, bien que la Belgique soit un pays neutre et bien que nous ayons au pouvoir, depuis vingt ans, un parti qui protesta toujours contre l'aggravation des charges militaires.

Quelle est la raison de cette situation vraiment regrettable?

La raison principale, c'est que le chef du Département de la Guerre désire voir discuter le moins possible sa gestion.

Les rapports de la Section centrale sont souvent déposés avec un certain retard. Mais ce n'est pas toujours M. le Rapporteur qui est responsable de ces retards; la plupart du temps le fait est imputable au Département de la Guerre, qui prend un temps énorme avant de répondre aux questions les plus simples, les moins difficiles, à lui posées par la Section centrale. Et, chose plus grave encore, lorsque le Ministre de la Guerre consent enfin à s'expliquer sur les questions qui lui sont déférées par M. le Rapporteur, il le fait avec une désinvolture sans pareille et répond presque toujours à côté.

Ce ne sont pas les membres de l'opposition seuls qui se plaignent de l'attitude de M. le Ministre de la Guerre. L'honorable M. Henry Delvaux, désigné comme Rapporteur du Budget de la Guerre depuis quelques années, a critiqué, lui aussi, et en connaissance de cause, les procédés dont on use, au Département de la Guerre, envers les Représentants du pays.

Dans la séance de la Chambre du 4 mai 1900, l'honorable M. H. Delvaux s'est exprimé comme suit à cet égard :

« M. HENRY DELVAUX. — ... La Section centrale a adressé au Ministre un certain nombre de questions, et je dois dire que *la Section a été surprise des moyens dilatoires dont le Département de la Guerre usait à son égard.* » (*Ann. parl.*, p. 1342.)

Plus loin, M. Henry Delvaux disait encore : « Nous sommes assez habitués à voir le Département de la Guerre *se jouer agréablement des membres du Parlement.* » (*Ann. parl.*, p. 1344.)

Que va-t-il se produire pour le Budget de 1904? La Chambre sera-t-elle mise à même de discuter sérieusement le Budget de la Guerre? Nous en doutons d'autant plus fortement que la session sera très courte, des élections devant avoir lieu au mois de mai prochain.

Dans ces conditions, j'ai pensé qu'il était du devoir du membre qui représente l'opposition à la Section centrale, de rédiger une note de la minorité et de faire connaître ainsi, à la Chambre et au pays, au nom de l'opposition, ou tout au moins de la majorité des membres de l'opposition, quels sont les motifs principaux qui nous engagent à voter contre le Budget de la Guerre pour 1904.

I.

Depuis vingt ans, les dépenses pour l'armée ont augmenté dans des proportions considérables, et l'on est en droit de se demander ce que sont devenues les promesses des chefs de la droite qui naguère, protestant contre les dépenses militaires du parti libéral, déclaraient solennellement vouloir ramener le Budget de la Guerre à 25 millions de francs et ne pas vouloir donner au gouvernement libéral, ni un homme, ni un canon, ni un sou de plus!

Quelle est la dépense réelle qui incombe à notre pays pour son armée?

Pour répondre exactement à pareille question, il faut examiner de près plusieurs budgets qui comportent des dépenses militaires.

Procédant de cette façon, je suis arrivé au résultat que voici :

Budget de la Guerre.	fr. 55,350,000 »
Budget de la Gendarmerie (1).	8,724,000 »
Pensions militaires	5,477,000 »
Rémunération des miliciens	14,051,000 »
Rente servitudes militaires	85,000 »
Part du Budget de la Dette publique pour dépenses militaires extraordinaires (550 millions).	11,400,000 »
Soit au total.	fr. 95,067,000 »

N'est-ce pas là une dépense énorme, considérable, en dehors de toute proportion, si l'on songe que la Belgique est une nation neutre?

(1) Jusq'en 1875, le Budget de la Gendarmerie, s'élevant alors à 2,700,000 francs, faisait partie du Budget de la Guerre.

Les seules dépenses pour la guerre ou, pour être plus exact, pour la défense nationale, dépassent celles que l'on impose au pays pour les Budgets de la Justice, de l'Intérieur, de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de l'Industrie et du Travail (1).

Par tête d'habitant, la dépense s'élève à plus de 14 francs.

Exception faite de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, c'est la Belgique qui dépense le plus d'argent pour sa défense, et MM. les militaristes ne sont pas encore satisfaits !

Le montant des dépenses annuelles, y compris les dépenses extraordinaires en temps de paix, par tête d'habitant est le suivant (1) :

Suède et Norwège, par habitant	fr.	12 80
Italie, —		12 50
Espagne, —		10 80
Danemark, —		9 50
Autriche-Hongrie, —		9 10
Russie, —		8 60
Grèce, —		8 60
Portugal, —		8 30
Roumanie, —		7 80
Suisse, —		7 80
Bulgarie, —		6 40
Turquie, —		6 40
Serbie, —		6 30

Il est inconcevable qu'un pays comme le nôtre sacrifie bénévolement tant de millions à sa défense.

Et encore, si, en faisant de pareils sacrifices, la Belgique était certaine de pouvoir sauvegarder son territoire en cas d'invasion étrangère ! Mais il n'en est rien. De l'avis des hommes les plus compétents en matière militaire, si, demain, notre pays était envahi par un de nos puissants voisins, nos pauvres et braves soldats seraient écrasés sous le nombre !

De plus, la situation de l'armée est des plus déplorables. Une collection d'officiers se trouvent à l'étranger et manqueraient à l'appel en cas de mobilisation. Beaucoup d'autres occupent des positions sédentaires ou des emplois spéciaux depuis des années. Il y en a qui n'ont jamais été à la tête de leur commandement ou de leur service. Les officiers de réserve, créés en 1887, n'ont jamais rejoint leur unité et, en cas de guerre, ils seraient versés dans les compagnies actives. 1,400 sous-officiers et caporaux n'ont pas 19 ans ! On ne

(1)	Budget de la Justice	fr.	26,000,000	»
	— de l'Intérieur et Instruction publique		52,000,000	»
	— de l'Agriculture		14,000,000	»
	— de l'Industrie et travail		21,000,000	»
	Ensemble.	fr.	93,000,000	»

(2) *Atlas universel politique, de statistique et du commerce*, par A.-L. Hickmann ; éditeurs : G. Freytag et Berndt, à Vienne (1902).

peut sérieusement songer à faire encadrer par ces jeunes gens des hommes de 20 à 33 ans. Nos miliciens, après leur mise en congé illimité, restent pendant dix ans sur le papier. Nous avons des volontaires de réserve de plus de 33 ans, qui coûtent au Gouvernement la somme fabuleuse de 40 francs par an ! La question des fortifications d'Anvers n'est pas résolue. Elle revient sur le tapis chaque fois que des élections législatives doivent avoir lieu dans cette ville. L'artillerie n'est pas encore dotée du nouveau matériel à tir rapide. Elle est dans un flagrant état d'infériorité vis-à-vis de nos voisins. Enfin, nos effectifs de paix ont été, dans ces dernières années, de plusieurs milliers d'hommes inférieurs à l'effectif légal !

Dans de pareilles conditions, dépenser pour l'entretien d'une armée qui n'est pas mise dans la possibilité de défendre le sol natal, la plus grande partie des ressources que le Gouvernement demande au pays, n'est-ce pas commettre une faute impardonnable ?

Dans tous les pays, le parti socialiste réclame la suppression des armées et l'organisation de l'arbitrage international pour la réglementation des conflits entre les nations. Ces idées pacificatrices ont fait du chemin dans ces dernières années, et il est certain qu'au fur et à mesure que le peuple travailleur sera plus sérieusement représenté dans les parlements, le régime actuel, si préjudiciable aux peuples, se transformera peu à peu pour aboutir au règlement pacifique des conflits entre nations.

Mais en attendant ces temps meilleurs, le parti socialiste reconnaît qu'il est du devoir de chaque pays de veiller à sa propre défense. Et pour que cette défense soit à la fois efficace et économique, il propose l'organisation de la nation armée, à l'exemple de ce qui se fait en Suisse depuis de longues années, car le système des milices permet à ce pays d'avoir, en cas de danger, le maximum de force défensive avec, en temps de paix, un minimum de sacrifice en argent et en hommes.

La Belgique dépense annuellement 95 millions de francs pour, en cas de guerre, avoir à sa disposition 220,000 hommes, en y comprenant la garde civique.

La Suisse, au contraire, ne dépense que 25 millions par an, et au cas où sa sécurité serait en péril, elle pourrait compter sur 500,000 défenseurs : 150,000 soldats d'élite, 87,000 landwehr et 277,000 landsturm.

Le système des milices est donc incontestablement le moins onéreux et le plus sûr, particulièrement pour les petites nations comme la Belgique.

Pourquoi, dans ces conditions, ses partisans rencontrent-ils tant de résistance à son introduction ?

Les militaristes professionnels combattent le régime des milices parce que avec lui prendrait fin le règne des états-majors et des cadres exagérés à plaisir ⁽¹⁾, états-majors et cadres qui constituent, en majeure partie, des sinécures pour les fils de la noblesse et de la bourgeoisie.

Les dirigeants conservateurs, de leur côté, combattent le système de la nation armée et donnent leur préférence à celui des armées permanentes,

(1) Il y a, dans l'armée belge, *un officier* pour 10 sous-officiers, caporaux ou soldats ; *un fonctionnaire*, employé ou agent civil pour 12 caporaux et soldats ; *un sous-officier* pour 7 caporaux et soldats.

parce que, dans leur pensée, ce qui est essentiel, c'est de maintenir la domination des classes riches. La défense du pays ne vient qu'en seconde ligne. Celui des deux ennemis qu'ils craignent le plus, c'est l'*ennemi de l'intérieur*, et, chose incroyable, c'est à la classe la plus misérable de la population qu'ils font appel pour former l'armée destinée à défendre leurs propriétés et privilèges !

II.

Je viens de dire que le souci de la défense nationale est chose secondaire pour le Gouvernement actuel.

Le débat qui eut lieu au mois de décembre dernier, à propos des effectifs de l'armée sur le pied de paix, n'en est-il pas une preuve convaincante ?

Lors de la discussion du projet de réorganisation militaire, fort de la déclaration du Gouvernement, disant qu'il ne demandait pas une aggravation des charges personnelles, j'ai proposé, par voie d'amendement, de fixer à 39,500 hommes l'effectif de l'armée sur le pied de paix.

L'honorable Ministre de la Guerre combattit mon amendement, en déclarant qu'il avait besoin d'un effectif de 42,800 hommes sur le pied de paix.

De deux choses l'une cependant : ou bien le général disait la vérité en soutenant qu'il ne voulait pas, par suite de la nouvelle loi militaire, augmenter les charges personnelles, et alors il ne pouvait prétendre à un effectif réel, moyen et en solde, supérieur à celui dont il disposait les années précédentes ; ou bien, il cachait la vérité à la Chambre et au pays, en disant qu'il avait besoin d'un effectif de 42,800 hommes.

Quelle est, Messieurs, la seule manière pratique de calculer les effectifs ?

M. le lieutenant général Cousebant d'Alkemader, Ministre de la Guerre, l'a expliqué très clairement dans son discours du 17 décembre 1903 :

« L'effectif moyen, a-t-il dit, est l'effectif que l'on peut entretenir tous les jours, en vertu de la loi même du Budget. »

Comment, dans ces conditions, calculer le chiffre de l'effectif moyen d'une armée ? Rien n'est plus simple : quand on connaît le total des journées de solde payées aux soldats pour toute l'année, on divise ce chiffre par 365 et l'on obtient exactement le nombre d'hommes de l'effectif moyen.

J'avais, en vue de la discussion du contingent pour 1904, demandé à l'honorable Ministre de la Guerre quel avait été, pour les années 1899 à 1903, le nombre des journées de présence et de solde constatées. Je possédais ces chiffres pour les exercices 1896 à 1898 inclus.

Le Ministre ne m'a pas répondu. Il paraît que pour avoir ces chiffres-là, il fallait aux fonctionnaires du Département de la Guerre un temps énorme, une somme de travail considérable !

Pour obtenir ces renseignements, que le Ministre tardait à me donner, je me suis adressé à M. le Président de la Cour des Comptes et, le lendemain soir, j'obtenais ce que j'avais demandé ! N'est-ce pas là une preuve nouvelle de la mauvaise volonté que l'on met, au Département de la Guerre, à renseigner les Représentants de la Nation ?

Voici donc, d'après les sources officielles, quel a été, année par année, l'effectif moyen de l'armée belge depuis 1896 jusqu'à fin 1902 :

EXERCICES.	Nombre de journées de solde, prévues aux Budgets de la Guerre	Nombre de journées prévues aux Budgets pour vacances, séjours dans les hôpitaux et petites permissions ou nombre de journées à déduire	Nombre de journées restantes ou à dépenser.	Nombre de journées de présence et de solde qui ont été constatées ou dépensées.	Effectif présent et en solde en moyenne par jour.
1896	16,529,507	1,153,699	15,395,608	14,739,385	40,271 hommes.
1897	16,491,722	1,594,971	15,096,751	14,528,258	59,255 —
1898	16,491,722	1,409,549	15,082,573	14,178,204	58,844 —
1899	16,548,298	1,622,034	14,926,264	14,060,572	58,522 —
1900	16,551,508	1,652,848	14,898,660	13,615,377	57,296 —
1901	16,558,445	1,639,154	14,899,309	15,555,018	56,585 —
1902	16,558,445	2,117,505	14,420,938	15,563,880	56,615 —
1903	16,558,445	2,114,459	14,423,984		
1904	15,595,571	2,092,158	13,503,433		

Vous le voyez, Messieurs, depuis huit ans le chiffre de l'effectif moyen a été de beaucoup inférieur à celui de 42,800 hommes réclamés par le Gouvernement lors de la discussion de la nouvelle loi militaire; il a même été inférieur à celui de 39,500 hommes que je proposais par mon amendement à cette loi (1).

(1) *Nombre d'hommes qui ont manqué en moyenne par jour à l'effectif, en tablant sur l'effectif légal de paix de 42,800 hommes.*

EXERCICES.	Effectifs de paix portés aux Budgets	Effectifs légaux qui, d'après le Gouvernement, auraient dû être régulièrement présents et en solde, en moyenne par jour.	Effectifs qui ont été présents et en solde, en moyenne par jour, y compris les sous-officiers à traitement annuel.	Nombre d'hommes qui ont manqué en moyenne par jour à l'effectif.
1896	45,515	42,800	40,425	2,575
1897	45,556	42,800	59,409	3,591
1898	45,556	42,800	58,998	3,812
1899	45,490	42,800	58,659	4,161
1900	45,474	42,800	57,415	5,387
1901	45,493	42,800	56,700	6,100
1902	45,495	42,800	56,750	6,070
1903	46,193 (*)	42,800	(**)	—
1904	42,911 (*)	42,800	—	—

(*) Civils compris.

(**) Le Département de la Guerre s'obstine à ne pas vouloir donner ces renseignements qui lui ont été demandés il y a deux mois. Il faut en conclure que la réponse est des plus défavorables à sa thèse.

Comment qualifier l'attitude du Gouvernement en cette affaire?

Lorsque, dans la séance du 19 décembre 1903, je citais ces chiffres qui étaient la condamnation de l'attitude du Ministre de la Guerre, en même temps que la preuve qu'il n'avait pas dit la vérité à la Chambre et au pays, en ce qui concerne l'effectif moyen, M. le Ministre ne répondit pas à mon discours, prétextant que sa réponse aurait mieux trouvé sa place lors de la discussion de ce Budget.

Mais cette discussion aura-t-elle lieu cette année? Encore une fois, j'en doute fort, et, dans ces conditions, il est indispensable que l'opposition puisse faire entendre sa voix afin d'éclairer à la fois le Parlement et la Nation.

Les effectifs sont donc réduits. Ils le sont forcément dans le but exclusif de faire des économies, car si le Gouvernement était obligé de nourrir tous les jours une moyenne de 42,800 hommes, dont il dit avoir besoin, il manquerait au moins 3 millions de ce chef au Budget, et le Département de la Guerre dépasserait ainsi le chiffre de la dépense que M. le Chef du Cabinet a indiqué, lors de la discussion de la loi militaire, chiffre qui, affirmait-il, ne serait pas dépassé!

Les chiffres de l'effectif sont encore réduits, parce que le Budget de la Guerre, tel qu'il est présenté aux Chambres, ne mentionne pas une série de crédits dont les dépenses sont effectuées cependant. Et c'est pour disposer de l'argent nécessaire à ces dépenses que l'on envoie des milliers de soldats en congés forcés, obligeant quelquefois ces malheureux à mendier, à faire appel à la charité publique ou privée pour ne pas mourir de faim!

III.

De tous les Budgets de l'État, celui du Département de la Guerre est le plus mal dressé et son désordre semble être prémédité.

Des crédits votés par les Chambres sont détournés de leur destination et sont affectés à d'autres objets, ce qui est manifestement contraire à la loi sur la comptabilité de l'État.

Les envois en congés de milliers de soldats ne sont consentis ou plutôt ordonnés, que pour réaliser des économies sur les sommes votées par le Parlement en vue de la solde et de la nourriture des soldats, et le disponible qui résulte de ces économies, au lieu de faire retour au Trésor, est absorbé par des objets non prévus au Budget ou pour lesquels on demande des crédits manifestement insuffisants. D'autre part, à côté de ces postes systématiquement réduits, le Département de la Guerre réclame des crédits dont l'import est singulièrement gonflé.

Permettez-moi de citer quelques exemples :

Je veux parler d'abord des crédits qui sont insuffisants.

Les officiers, M. le Ministre de la Guerre en tête, reçoivent chaque année une indemnité de 500 francs pour chaque cheval auquel ils ont droit. Or, de ce chef seul, il manque au moins 50,000 francs au Budget.

Le Ministre de la Guerre a décidé, il y a trois ans, d'accorder, à titre d'indemnité, deux mois de traitement à tout officier ou fonctionnaire de son

Département lors de sa mise à la pension de retraite. Il n'existe cependant aucun crédit au Budget pour payer ces indemnités, qui s'élèvent, bon an mal an, à 80,000 ou 90,000 francs.

L'entretien d'une centaine d'élèves sous-lieutenants de l'École d'application et de ceux de ces élèves qui font partie des batteries ou des compagnies du génie, coûte 220,000 francs au moins, et, encore une fois, il n'y a pas un centime inscrit de ce chef au Budget!

D'autre part, certains articles du Budget sont de beaucoup trop élevés, mais on se sert de l'excédent pour couvrir d'autres dépenses.

Voici deux exemples de ce genre : le premier est relatif aux crédits demandés pour l'habillement; le second, à la remonte.

L'introduction du nouveau système d'habillement devait faire, disait-on, réaliser une forte économie au Budget. Il a eu, au contraire, pour premier résultat, de créer une dette de près de 6 millions de francs. Or, pour liquider cette dette, qui a été portée à la masse imprévue, on transfère annuellement à cette masse une somme de 450,000 francs, détaillée comme suit :

Transfert du crédit pour l'habillement à la masse imprévue fr.	200,000	»
Réduction de 2 % sur les factures des fournisseurs.	60,000	»
Différence entre le prix d'achat et le prix compté aux corps		
pour les fournitures d'étoffes, etc.	150,000	»
Divers	40,000	»
TOTAL fr.	450,000	»

L'effectif organique du pied de paix est, en 1904, de 3,860 hommes inférieur à celui des années précédentes. Or, le crédit demandé pour l'habillement des soldats est resté le même. Le crédit demandé est donc de plus de 400,000 francs supérieur aux besoins.

Avec ce système de comptabilité nouveau-siècle, la dette de 6 millions dont je parle plus haut sera éteinte en peu d'années!

Pour la remonte, voici ce qui se passe :

Tous les ans, le Département de la Guerre demande un crédit de 4,007,850 francs pour achat de chevaux, et les corps sont autorisés, en vertu d'une note insérée dans le premier tableau du Budget, à reporter le solde de ce crédit à l'exercice suivant. Au 1^{er} janvier 1901, le solde reporté à cet exercice et provenant des exercices antérieurs s'élevait à fr. 475,402.50. Il en résulte que le crédit demandé est de beaucoup trop élevé.

Tout cela paraît incroyable, et cependant cela est!

On m'objectera peut-être que de pareils procédés sont interdits par la loi sur la comptabilité de l'État et que, si pareils faits se passaient réellement, la Cour des Comptes protesterait et refuserait d'approuver la comptabilité du Département de la Guerre.

A cela je réponds que, pour tourner la loi sur la comptabilité de l'État, le Ministre de la Guerre a inséré à son Budget, depuis 1899, en caractères minuscules, les deux dispositions suivantes :

1^o « Les crédits portés respectivement aux articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12,

13 et 14 pourront être réunis et transférés de l'un de ces articles aux autres, suivant les besoins du service. »

2° « Les corps qui n'ont pas dépensé leur quote-part en reportent le solde à l'exercice suivant; les Conseils d'administration en sont débiteurs vis-à-vis du Trésor. »

En d'autres termes, le Ministre de la Guerre a demandé aux Chambres et a obtenu d'elles la faculté, d'une part, de réunir en un seul article des dépenses s'élevant à plus de 23 millions de francs et, d'autre part, de reporter d'un exercice à un autre les crédits restés disponibles.

Or, cela est manifestement contraire aux dispositions de deux lois organiques essentielles.

L'article 2 de la loi de 1846 sur la comptabilité est, en effet, ainsi conçu :

« ART. 2. — Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les services faits et les droits acquis à l'État et à ses créanciers pendant l'année qui donne sa dénomination à l'exercice.

» L'exercice commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année. »

De son côté, l'article 5 de la loi relative à l'organisation de la Cour des Comptes prescrit :

« ART. 5. — Cette Cour est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les comptables envers le Trésor.

» Elle veille à ce qu'aucun article des dépenses du Budget ne soit dépassé et à ce qu'aucun transfert n'ait lieu. »

Les règles essentielles formulées par la loi sur la comptabilité de l'État sont donc devenues lettres mortes pour le Département de la Guerre, et le virement, interdit formellement et avec raison, est passé à l'état de pratique journalière.

Cependant, aucun autre ministre ne demande à jouir de pareille liberté pour les dépenses de son Département. Et non seulement ces ministres indiquent chaque année la dépense faite sur chacun des articles de leur Budget respectif, mais encore la dépense de chacun des littéras de ces articles. D'ailleurs, cette pratique seule est légale. Elle facilite le contrôle des Chambres et celui de la Cour des Comptes. Mais au chef du Département de la Guerre il est permis de disposer, à sa guise, d'un crédit total de 23 millions!

Si la Chambre n'y prend garde, bientôt le Budget de la Guerre ne comprendra plus qu'un article unique, accordant au Ministre le droit de dépenser, selon son bon plaisir, sans aucun contrôle sérieux, un total de 55 millions de francs.

Pour être autorisé à donner un croc-en-jambe à la loi sur la comptabilité de l'État, on déclare que les besoins du service exigent pareille mesure. Comment se fait-il que pareille disposition n'a pas été reconnue nécessaire pendant près de septante années, et qu'elle n'a été réclamée que depuis 1899 seulement? Tout simplement parce que depuis peu, des membres du Parle-

ment se sont mis à éplucher avec soin les comptes du Département de la Guerre et ont signalé les abus, les gaspillages et les illégalités qui s'y commettaient.

Et la majorité de la Chambre a approuvé tout cela. Elle a laissé faire et a refusé de mettre fin à ces agissements illégaux, contraires à toutes les règles d'une administration honnête! Elle en portera, devant le pays, toute la responsabilité.

Quant à moi, je crois avoir fait mon devoir en protestant, au nom de la minorité de la Section centrale et de la Chambre, contre les procédés du Département de la Guerre, procédés approuvés par la majorité, et en dénonçant ici des abus qu'aucun Parlement qui se respecte ne saurait tolérer plus longtemps.

Louis BERTRAND.

IX.**RÉPONSE A LA NOTE DE M. BERTRAND.**

Au cours des délibérations de la Section centrale, l'honorable M. Bertrand fit observer que la session parlementaire serait courte en raison des élections prochaines, que le Budget de la Guerre ne pourrait être discuté, et il sollicita l'autorisation d'annexer au rapport une note de la minorité. La Section y consentit.

Lorsqu'à l'unanimité des voix, moins celle de M. Bertrand, le Budget et le rapport furent votés, l'honorable membre donna lecture de ses observations.

La Section centrale constata qu'elle se trouvait en présence, non point d'une note discutant tel article du Budget, mais bien d'un travail ayant ce double caractère :

1° D'être, pour la plus grande partie, absolument étranger au Budget de la Guerre;

2° D'être marqué par des violences de langage, bannies habituellement des notes de la minorité.

La Section centrale ne voulut cependant point refuser à l'un de ses membres de faire entendre quelques réclamations relatives au Budget, même lorsque celles-ci sont encadrées de considérations sans pertinence et sont dites en termes très vifs.

D'autre part, la note de M. Bertrand, ayant été, d'après les dires de celui-ci, apportée à la Section centrale en prévision de ce que le Budget ne serait point discuté, la Section n'a pas voulu que l'adversaire attaqué par M. Bertrand, dans ces conditions, demeurât sans défense, et elle a cru devoir soumettre au Parlement les observations suivantes :

I.

Envisageant la composition de l'armée, M. Bertrand dirige contre tous les degrés de sa hiérarchie des attaques dont on juge par les phrases que voici :

« On fait appel à la classe la plus misérable de la population pour former l'armée. »

« On ne peut songer sérieusement à faire encadrer les hommes par des sous-officiers et des caporaux qui n'ont que 19 ans. »

« Les états-major et les cadres constituent, en grande partie, des sinécures pour les fils de la noblesse et de la bourgeoisie. »

« Une collection d'officiers sont à l'étranger et manqueraient à l'appel en cas de mobilisation. »

Quant au Ministre de la Guerre, il « commet des abus, des gaspillages et des illégalités », « ses agissements sont contraires à toutes les règles d'une administration honnête. »

Cette prétention de M. Bertrand, assez plaisante d'ailleurs, de censurer l'armée de cette façon se heurte de suite aux observations suivantes :

Si réellement les miliciens et les volontaires appartiennent en bonne partie aux classes laborieuses de la Nation, ils ne méritent pas pour cela l'appellation de « classe la plus misérable ». Le fils de l'ouvrier et du paysan qui accomplit honnêtement son service militaire a droit à autant de considération que qui que ce soit.

La pauvreté n'est point un vice, et plus d'un, sorti des rangs les plus modestes de la société, a pu, par l'armée, grâce au jeu de nos institutions démocratiques, arriver au sommet de la hiérarchie militaire, rendre de signalés services au pays et laisser un nom dont la Nation tout entière s'honore.

Reprocher aux sous-officiers et aux caporaux d'avoir 19 ans, c'est avouer qu'on n'a point de griefs à articuler contre eux.

Que des sous-officiers de 19 ans, sous l'œil vigilant des officiers de la compagnie, encadrent des miliciens de 20 ans ou des volontaires de 18 ans, il n'y a là rien que de très normal.

La nouvelle loi, d'ailleurs, a pris d'excellentes mesures pour maintenir au service les meilleurs sous-officiers et leur permettre de donner à l'armée leur intelligent concours pendant des engagements successifs largement rémunérés.

« La collection des officiers qui sont à l'étranger » se recrute parmi ceux qui s'en vont porter les armes et leur courage, sous un climat inclément, au milieu des difficultés de tout genre, pour mettre un terme à l'esclavagisme, pour reculer les frontières de la civilisation, pour chercher des débouchés à l'activité commerciale et industrielle de la Belgique!

Pareille carrière ne s'accomplit pas sans bravoure, et cette bravoure même suffit à répondre à cette attaque, dont M. Bertrand n'a sans doute point mesuré l'étendue, « qu'en cas de mobilisation, ces officiers manqueraient à l'appel de leur nom ».

Dans tous les pays du monde, on applaudit ceux qui prennent du service dans l'armée coloniale, on leur donne les avantages matériels que leur vaillance comporte; il ne sera pas dit qu'en Belgique, ceux de nos officiers qui sont preuve de la même initiative demeureront sous le coup de l'insulte sans que la riposte fût venue. Les officiers de l'armée belge ont toujours su faire généreusement leur devoir, et des exemples tout récents ont établi qu'ils ne reculent devant aucune espèce de danger.

Quant « aux abus, aux gaspillages, aux illégalités, aux agissements contraires à une administration honnête » que M. Bertrand prête aux derniers Ministres de la Guerre, ou bien ils sont couverts par les votes de la Chambre et du Sénat, aussi bien que par la vérification de la Cour des Comptes, ou bien il demeure à M. Bertrand la faculté de les déférer à la Cour d'assises.

II.

Après la composition de l'armée, M. Bertrand critique diverses dépenses. Il additionne :

1 ^o Rémunération des miliciens	fr. 14,031,000 »
2 ^o Part de la Dette publique pour dépenses militaires extraordinaires	11,400,000 »
3 ^o Budget de la Gendarmerie	8,724,000 »
4 ^o Pensions militaires	5,477,000 »
5 ^o Rentes pour servitudes militaires.	85,000 »
TOTAL.	fr. 39,717,000 »

somme que l'honorable membre ajoute au chiffre du Budget pour conclure que c'est la une dépense « énorme, considérable, en dehors de toute proportion pour un pays neutre »

Examinons chacun de ces chiffres :

1^o *Rémunération des miliciens* : 14,031,000 francs.

M. Bertrand parle, dit-il, au nom de la minorité.

Celle-ci réproouve-t-elle cette dépense ?

Entend-elle en attribuer la responsabilité au Gouvernement ?

C'est peine perdue, le Gouvernement et la majorité revendiquent tout l'honneur d'une initiative qu'ils tiennent pour un acte d'humanité, un acte de légitime compensation, nous dirions volontiers un acte de justice envers la famille à laquelle la milice enlève un fils dans la plénitude de son âge et de ses forces.

2^o *Budget de la Dette publique pour dépenses militaires extraordinaires* :
11,400,000 francs.

C'est la critique de tous les travaux d'art militaire : forts de la Meuse, fortifications d'Anvers, etc., etc., qui ont pour but de défendre, en cas de guerre, l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale autant que de protéger et d'épargner, en même temps, la vie de nos soldats alignés devant l'ennemi.

Cela, c'est le patrimoine commun dont le pays se trouve doté par les gouvernements successifs qui ont eu conscience des devoirs qu'imposent la neutralité armée dont jouit la Belgique.

3^o *Budget de la Gendarmerie* : 8,724,000 francs.

Si l'accroissement du Budget de la Gendarmerie déplaît à M. Bertrand, il répond aux desiderata souvent exprimés dans les deux Chambres. Le Sénat

et la Chambre ont non seulement voté les crédits demandés, mais ils ont souhaité de voir donner plus d'extension à ce corps d'élite, qui assure avec vigilance la police préventive dans les milieux ruraux, tandis qu'ailleurs il réprime avec énergie les actes de mauvais gré individuels ou collectifs, dont les honnêtes gens et les citoyens paisibles sont l'objet.

4° Pensions militaires : 5,477,000 francs.

Ce sont, cette fois encore, les débats parlementaires qui justifient, en de fréquentes occasions, les dépenses par lesquelles on met à l'abri de la misère ceux qui, pour raison de vieillesse ou pour cause d'infirmité, ne sont plus en mesure d'assurer leur subsistance.

5° Rentes pour servitudes militaires : 85,000 francs.

Les ouvrages de fortification et de défense militaire entraînent avec eux des servitudes qui frappent les immeubles situés dans un certain rayon, telle l'interdiction de bâtir ou la déclaration de précarité pour les constructions.

Le plus élémentaire esprit de justice exige que les propriétaires reçoivent une légitime compensation du préjudice qu'entraînent pour eux les nécessités de la défense nationale.

Cette question n'est d'ailleurs pas du ressort du Département de la Guerre, mais de celui des Finances et des Travaux publics en vertu des lois du 2 avril 1873 et du 19 août 1893.

Devant l'addition de ces chiffres, M. Bertrand se demande ce que sont devenues les promesses faites, il y a vingt ans, par les chefs de la droite.

Ces chiffres mêmes répondent que les chefs de la droite, et la droite avec eux, ont :

a) Établi d'abord et élargi ensuite le paiement de la rémunération aux miliciens pour indemniser la famille pendant le service militaire.

b) Qu'ils ont aménagé les ouvrages fortifiés en vue de protéger la vie de nos troupes en cas de guerre et de sauvegarder l'indépendance nationale.

c) Qu'ils ont augmenté les cadres de la gendarmerie de manière à assurer à tous les domaines de l'activité nationale la sécurité et le calme que le labeur réclame.

d) Qu'ils ont cherché à atténuer, pour les militaires comme pour d'autres, les conséquences malheureuses de la vieillesse et de l'invalidité.

e) Qu'ils ont voulu donner une légitime compensation aux immeubles dépréciés par les servitudes militaires.

Qu'en résumé, le Gouvernement et la droite ont cherché à concilier les exigences militaires avec les applications dictées par une saine démocratie.

La même note signale — ce qui paraît en contradiction avec ses débuts — que les volontaires de réserve coûtent au Gouvernement « la somme fabuleuse de 40 francs par an ». Elle se plaint de ce que la question des fortifications d'Anvers ne soit pas résolue; de ce que l'artillerie n'est pas encore dotée du nouveau matériel à tir rapide, etc., etc.

L'honorable membre pense-t-il que toutes ces choses peuvent être réalisées sans dépenses nouvelles? Est-ce l'aggravation ou la diminution des charges militaires qu'il désire?

M. Bertrand ne s'explique point, mais il fait appel à la nation armée.

Il se garde toutefois de dire ce que coûterait celle-ci en hommes et en argent.

Voilà les deux points qu'il faut éclaircir, afin de permettre au pays de se prononcer.

Est-ce que, dans le système préconisé par M. Bertrand, tous les jeunes gens en âge de milice seraient astreints au service militaire?

Combien de temps ce service durerait-il? Quel cadre d'officiers et de sous-officiers exige-t-il?

Quels seraient les crédits que le Parlement aurait à voter pour faire face aux besoins de l'armée ainsi organisée?

Les dépenses militaires, indépendantes du Budget de la Guerre et accumulées par M. Bertrand pour en faire grief au Gouvernement, disparaîtraient-elles?

Devons-nous conclure notamment que M. Bertrand veut :

- 1° Supprimer la rémunération aux miliciens pendant le temps de service;
- 2° Supprimer les fortifications qui assurent la défense du pays? Raserait-on les forts? Cesserait-on ou de les compléter, ou les laisserait-on tomber en ruines?
- 3° Supprimer la gendarmerie et le Budget qui y est relatif;
- 4° Supprimer les pensions aux militaires âgés, infirmes ou estropiés;
- 5° Supprimer la rente due aux propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitude militaire.

Aussi longtemps que M. Bertrand n'aura point opposé effectif à effectif, Budget à Budget, le pays ne pourra savoir si les charges qu'entraînerait la nation armée ne seraient pas plus lourdes et plus générales qu'aujourd'hui?

Jusque-là, la note de M. Bertrand aura la valeur d'un discours d'opposition, non point celle d'une démonstration péremptoire.

III.

LE BUDGET DE LA GUERRE.

M. Bertrand s'occupe aussi du Budget de la Guerre.

Se plaint de ce que « nos effectifs de paix aient été, dans ces derniers temps, inférieurs à l'effectif légal ».

Le Département de la Guerre répond comme suit à cette allégation :

Question des effectifs de paix. — Calcul du Budget.

« M. Bertrand trouve que le nombre des journées de solde payées correspondait à un effectif inférieur, de 3 à 4,000 hommes à l'effectif de 42,800 hommes, déclaré nécessaire par le Gouvernement.

» Il en déduit que cet effectif moyen de 42,800 hommes, qui est l'effectif *présent*, n'a jamais été atteint.

» M. Bertrand confond l'effectif moyen en solde avec l'effectif moyen *présent* : ce dernier, qui doit être de 42,800 homme, comprend, outre les hommes en solde, les militaires en traitement dans les hôpitaux, ceux en petite permission et, de plus, les civils visés par l'article 100 de la loi sur la milice. Il en résulte qu'en divisant par 363 le nombre des journées de solde payées, on n'obtiendra pas, comme le croit M. Bertrand, l'effectif moyen *présent*, mais seulement un des éléments dont se compose cet effectif.

» En tenant compte des séjours dans les hôpitaux et des petites permissions, on obtient, pour l'effectif moyen *présent* pendant les années citées par M. Bertrand, un chiffre approchant sensiblement de 42,800 hommes, et parfois supérieur

» Si nous prenons l'année 1903, année qui suit la mise en vigueur de la loi nouvelle, le montant des journées de solde payées s'est élevé à 13,483,304 francs, ce qui donne un effectif moyen en solde de 36,946 hommes.

» Si l'on ajoute à ce nombre les 178 militaires qui reçoivent un traitement annuel ainsi que les 600 agents militarisés qui existaient en 1903, on obtient comme effectif total *payé* 37,724 hommes.

» L'écart entre ce chiffre et celui de 42,800 est de 5,876.

» Or, les séjours dans les hôpitaux figurent en déduction au Budget (solde), pour 360,000 journées, et ce nombre qui, divisé par 363, donne une moyenne journalière de 986 hommes répond à la réalité.

» Il est déduit, d'autre part, au Budget 1,302,700 journées de petite permission, ce qui correspond à une moyenne journalière de 3,569 hommes. L'écart de 5,076, qui a été établi plus haut, dépasse de 521 la moyenne journalière en hommes déduite au Budget pour les séjours dans les hôpitaux et les petites permissions, laquelle s'élève à 4,555, comme on vient de le montrer.

» Il y a donc eu en 1903 une augmentation du nombre des journées de petite permission correspondant à une moyenne journalière de 521 hommes, c'est-à-dire environ 1 % de l'effectif *présent*, soit un homme par compagnie, par escadron ou deux batteries.

» Pour 1904, le Département de la Guerre a fixé provisoirement le nombre des journées ⁽¹⁾ de solde à 13,546,000, ce qui donne une moyenne de 37,412 hommes. En y ajoutant les 178 appointés, nous obtenons le chiffre de 37,290, qui représente l'effectif soldé, non compris les militarisés.

» Ce chiffre doit être comparé au chiffre 41,046 du Budget, lequel représente l'effectif moyen *présent*, non compris les militarisés.

(1) On pourra objecter que ce chiffre est supérieur à celui qui figure au Budget. Mais on peut répondre qu'il ne serait pas logique de baser une augmentation du Budget sur des faits d'une situation transitoire, lesquels sont affectés d'un caractère de doute.

L'établissement de ce chiffre s'est fait dans un sens favorable aux corps.

A la fin de l'exercice, des crédits supplémentaires seront demandés dans le cas où les allocations budgétaires seraient insuffisantes.

» La différence, soit 3,756, représente le nombre moyen d'hommes à l'hôpital ou en petite permission et est inférieure de 1,320 à celle de 1903, ce qui se traduira par une diminution de 482,000 journées de petite permission pour la présente année. On se trouvera donc, en 1904, quoiqu'en pense M. Bertrand, dans des conditions bien plus favorables sous ce rapport qu'en 1903. »

M. Bertrand articule en second lieu que :

« L'entretien d'une centaine d'élèves sous-lieutenants de l'école d'application et de ceux de ces élèves qui font partie des batteries ou des compagnies du génie coûte 222,000 au moins, et, encore une fois, il n'y a pas un centime inscrit au Budget. »

Or, ces officiers sont payés au moyen des allocations afférentes à l'artillerie ou au génie, suivant qu'ils se destinent à l'une ou à l'autre de ces armes.

Quand il y a lieu, le complément nécessaire est voté par voie de transfert.

Troisième point visé par M. Bertrand :

« Le Ministre de la Guerre a décidé, il y a trois ans, d'accorder, à titre d'indemnité, deux mois de traitement à tous les officiers et fonctionnaires de son Département lors de la mise à la pension de retraite. Il n'avait cependant aucun crédit au Budget pour payer ces indemnités, qui s'élèvent bon an mal an à 80,000 ou 90,000 francs. »

Il est à remarquer que les intéressés perçoivent la dite indemnité à charge de l'article du Budget qui se rapporte au traitement du corps ou service auquel ils appartiennent et que la dépense est couverte par les ressources provenant des vacances qui se présentent dans les cadres d'officiers.

« Les officiers, dit encore M. Bertrand, M. le Ministre de la Guerre en tête, reçoivent chaque année une indemnité de 500 francs pour chaque cheval auquel ils ont droit. Or, de ce chef, il manque environ 40,000 francs au Budget. »

Quand il existe un écart entre le crédit prévu au Budget et les sommes réellement payées, il est régularisé au moyen d'un transfert lorsqu'il y a lieu.

La note contient une autre affirmation libellée comme suit :

« D'autre part, certains articles du Budget sont de beaucoup trop élevés, mais on se sert de l'excédent pour couvrir d'autres dépenses.

» Voici deux exemples de ce genre :

» Le premier est relatif aux crédits demandés pour l'habillement et le second à la remonte.

» L'introduction du nouveau système d'habillement devait faire réaliser une forte économie au Budget. Il a, au contraire, eu pour premier résultat de créer une dette de près de 6 millions de francs.

» Or, pour liquider cette dette, qui a été portée à la masse d'imprévus, on

transfère annuellement à cette masse une somme de 500,000 francs, détaillée comme suit :

» Transfert du crédit pour l'habillement à la masse des recettes et dépenses imprévues.	200,000 »
» Réduction de 2 % sur les factures de fournisseurs.	60,000 »
» Différence entre les prix d'achat et les prix comptés au corps pour fournitures d'étoffes, etc.	150,000 »
» Divers	40,000 »
TOTAL.	450,000 »

A quoi il est répondu :

« Le nouveau système d'habillement n'a nullement eu pour résultat de créer une dette de 6 millions de francs. Au moment du passage de l'ancien au nouveau mode de gestion, les comptes débiteurs à la masse individuelle, et qui constituaient la dette que vise M. Bertrand, et qui n'avait qu'un caractère provisoire, avaient été transférés provisoirement à la masse des recettes et dépenses imprévues.

» La situation est maintenant régularisée avec approbation de la Cour des Comptes. Les corps n'ont donc plus de dettes de ce chef.

» Quant à la somme de 200,000 francs, portée au Budget et répartie annuellement entre les corps, elle a pour raison d'être le remboursement à la masse des recettes et dépenses imprévues des avances qu'elle fait encore couramment pour payer aux hommes des anciennes classes et au fur et à mesure qu'ils sont congédiés, le boni qu'ils ont laissé à la masse d'habillement.

» Les sommes versées à la masse des recettes et dépenses imprévues pour réduction de 25 % opérée sur les factures des fournisseurs ou provenant de la différence entre les prix d'achat et de distribution des matières en magasin, *ont de tout temps été acquises à cette masse*, conformément au règlement d'administration. Les comptes de la masse des recettes et dépenses imprévues sont soumis annuellement à la Cour des Comptes suivant la loi du 8 avril 1857, qui modifie l'article 16 de la loi sur la comptabilité.

» Quant au poste « Divers », évalué à 40,000 francs, il est manifestement exagéré, et en admettant même qu'il soit exact, c'est évidemment la masse des recettes et dépenses imprévues qui doit en profiter, puisque, le cas échéant, elle peut avoir à supporter des pertes résultant aussi de « Divers ».

» Ces dernières opérations financières n'ont donc aucun rapport avec le passage de l'ancien au nouveau système d'habillement et, conséquemment, n'ont nullement le but que leur attribue M. Bertrand. »

« Le crédit prévu au Budget pour la remonte de l'armée a été insuffisant, en 1903, pour pourvoir aux achats de chevaux et il a dû être prélevé une somme de 21,595 francs sur le reliquat des années antérieures.

» L'allocation n'est donc pas toujours supérieure aux besoins. D'ailleurs le nombre des chevaux à remplacer annuellement ne peut être fixé *a priori*, attendu qu'il dépend souvent de causes fortuites : accidents, epizootie, etc... »

Revenant sur la question des transferts que la Section centrale avait signalée déjà à M. le Ministre, M. Bertrand y insiste en disant :

« Pour tourner la loi sur la comptabilité de l'État, le Ministre de la Guerre a inscrit à son budget, depuis 1899, en caractères minuscules : les deux dispositions suivantes :

» 1^o Les crédits portés respectivement aux articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 pourront être réunis et transférés de l'un de ces articles aux autres, suivant les besoins du service.

» 2^o Les corps qui n'ont pas dépensé leur quote-part en reportent le solde à l'année suivante; les conseils d'administration en sont débiteurs vis-à-vis du Trésor.

» En d'autres termes, le Ministre de la Guerre a demandé aux Chambres et obtenu d'elles la faculté, d'une part, de réunir en un seul article des dépenses s'élevant à plus de 25 millions de francs et, d'autre part, de reporter d'un crédit à un autre ses crédits restés disponibles. »

Le Département se justifie par les arguments suivants :

« Le Département de la Guerre est autorisé par la loi du Budget à réunir et à transférer de l'un des articles aux autres, non pas comme le dit M. Bertrand, en ce qui regarde d'une part les articles 6, 7, 8, 9 et d'autre part les articles 10, 11, 12, 13 et 14.

» Ne s'occupant pas de l'impression des Budgets, le Département de la Guerre n'est pas responsable du genre de caractères servant à ces dispositions.

» Cette autorisation de transferts est une nécessité : événements nécessitant mouvements de troupes non prévus qui pourraient créer des difficultés pour assurer le paiement du traitement et de la solde.

» De plus, simplification : autrefois ces questions devaient se régler lors de la loi des transferts; d'ailleurs cela existe à d'autres Départements.

» Puisque la loi de comptabilité dit que les dépenses de même nature sont rangées dans un même article et qu'il s'agit ici des traitements et de la solde du personnel de l'armée, qui sont bien certainement des dépenses de même nature, on pourrait même, logiquement, les réunir en un seul article. »

« Aucun virement n'existe dans l'administration du Budget.

» M. Bertrand veut probablement parler des transferts. Or, les transferts se font, soit en vertu de la loi du Budget (art. 6 à 9, art. 10 à 14), soit en vertu d'une loi spéciale, la loi des transferts.

» Donc aucune irrégularité. »

La Section centrale a approuvé à l'unanimité de ses membres, sauf M. Bertrand, la présente réponse; elle la soumet à l'appréciation du Parlement et du pays, confiante qu'elle suffira à dissiper les doutes que la note déposée par l'honorable membre pourraient faire naître.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
E. NERINCX.



(52)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MAART 1904.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN OORLOG, DIENSTJAAR 1904 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRY DELVAUX.

INHOUD :

I. — *Spoorweg van Malmedy naar Stavelot.*

1. De lijn van Malmedy naar Stavelot is de aanvulling van een net van strategische spoorwegen, waarvan Duitschland sedert 1870 den aanleg voortzet.
2. De nieuwe lijn zou buiten het bereik van de werking der Maasforten zijn.
3. In geval van oorlog tusschen Frankrijk en Duitschland, is de meest mogelijke gebeurlijkheid dat het Duitse leger de lijn Malmedy-Stavelot-Belgische Ardennen naar Sedan en Mézières zou volgen.
4. Het gewicht der strategische rol, welke die lijn kan vervullen, nam toe sedert Duitschland het kamp Elsenborn oprichtte, waar het aanzienlijke machten kan bijeenbrengen.
5. Sedert tien jaar, neemt de gewichtigheid van het kamp Elsenborn gestadig toe.
6. De geruchten over het verlaten van dat kamp, wegens ongezondheid, zijn van allen grond ontbloot.
7. De lijn Malmedy-Stavelot wordt alleen geveegd door Duitse belangen.

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 4, X.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren DE MEESTER, DE SADELEER, RUZETTE, D'HAERT, BERTRAND en HENRY DELVAUX.

8. Geen gewichtig belang van België eischt ze.
9. De ontworpen spoorweg zou noodlottig zijn voor de steden Luik en Verviers, vermits zijn lot is verbonden aan het leggen van eene lijn van Leuven over Visé naar Aken.

II. — *De nieuwe militiewet.*

1. Betrekkingen, aan gewezen militairen toegekend.
2. Verlof.
3. Levensverzekering ten voordeele van de familie der onderofficieren.
4. Pensioen van de weduwen en weezen der gehuwde onderofficieren.
5. Toelating der vrijwilligers van beroep tot de voordeelen der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen.
6. Sociaal onderwijs bij het leger.
7. Burgerlijke beambten bij het leger.

III. — *Artillerie en genie.*

IV. — *Vesting Antwerpen en verwezen vestingen.*

1. Vesting Antwerpen.
2. Forten in het arrondissement Dendermonde en Sint-Nicolaas.

V. — *Militaire gebouwen.*

1. De militaire broodbakkerij te Luik.
2. De kazerne op den Kattenberg.

VI. — *Verscheidene zaken.*

1. Aankoop van paarden voor het leger
2. Hoogeschoolstudenten.
3. Oefeningen bij nacht.
4. Kleeding der troepen.
5. Vergoeding wegens paarden, verloren naar aanleiding van den dienst
6. Militaire apothekers en kleedingkapiteins.
7. Voorloopige pensioenen
8. Burgerlijk personeel bij het Ministerie van Oorlog.
9. Maatschappijen van gewezen militairen.
10. Overdrachten.
11. Leeftocht voor troepen te velde.

VII. — *Stemmingen.*

VIII. — *Nota der minderheid.*

IX. — *Antwoord aan de nota van den heer Bertrand.*

MIJNE HEEREN,

I. — Spoorweg van Malmedy naar Stavelot.

Het ontwerp om Duitschland met België te verbinden door eene nieuwe spoorbaan, aan te leggen tusschen Malmedy en Stavelot, drong zich op aan de aandacht der Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Oorlog.

Ten einde allen twijfel weg te nemen over de hier volgende overwegingen, dient er te worden gezegd dat zij niet de uiting zijn van een uitdrukkelijk verzet tegen het aangekondigd ontwerp van spoorweg.

Zij strekken om vanwege het Departement van Oorlog ruimere of duidelijker uitleggingen uit te lokken dan de tot hiertoe geleverde.

Zij beslissen niet vooraf over het gevoelen van de leden der Middenafdeeling in zake het aanleggen zelf van de ontworpen lijn.

Mits dit voorbehoud, liep het onderzoek van den Verslaggever der Middenafdeeling over de volgende punten :

Is het niet juist te zeggen :

1^o De lijn van Malmedy naar Stavelot is de aanvulling van een net van strategische spoorwegen, waarvan Duitschland seder 1870 den aanleg voortzet;

2^o De nieuwe lijn zou buiten het bereik van de werking der Maasforten zijn;

3^o In geval van oorlog tusschen Frankrijk en Duitschland, is de meest mogelijke gebeurlijkheid dat het Deutsche leger de lijn Malmedy-Stavelot-Belgische Ardennen naar Sedan en Mézières zou volgen;

4^o Het gewicht der strategische rol, welke die lijn kan vervullen, nam toe sedert Duitschland het kamp Elsenborn oprichtte, waar het aanzienlijke machten kan bijeenbrengen;

5^o Sedert tien jaar, neemt de gewichtigheid van het kamp Elsenborn gestadig toe;

6^o De geruchten over het verlaten van dat kamp, wegens ongezondheid, zijn van allen grond ontbloot;

7^o De lijn Malmedy-Stavelot wordt alleen gevegd door Duitsche belangen;

8^o Geen gewichtig belang van België eischt ze;

9^o De ontworpen spoorweg zou noodlottig zijn voor de steden Luik en Verviers, vermits zijn lot is verbonden aan het leggen van eene lijn van Leuven over Visé naar Aken.

* * *

Men hoeft zich niet te beroepen op zijne inbeelding, om de vraagstukken betreffende den ongeschonden toestand des grondgebieds te doorgronden. 't Is aan het gevoelen van bevoegde mannen, 't is aan stoffelijke feiten dat men de middelen tot onderzoek moet vragen; van dat stelsel gingen wij uit.

Wij denken dat de Kamer nergens beter inlichtingen over de vier eerste bovenstaande punten kon aantreffen dan in de oorkonden, vereenigd door de militaire Commissie, in 1901 ingesteld om de verschillende vraagstukken betreffende 's lands verdediging te onderzoeken.

Een zeer uitstekend officier onzes legers, kolonel Ducarne, thans generaal, schreef dienaangaande hoogst ingrijpende opmerkingen neer. De bevoegdheid en onpartijdigheid van dien achtbaren officier kunnen niet betwijfeld worden.

Geen vorm scheen ons onpartijdiger toe dan eenvoudig, zonder commentaar, eenerzijds de op te helderen vraagstukken en, anderzijds, de opmerkingen van generaal Ducarne naast elkander te brengen.

Rond de punten 3 tot 9, verzamelden wij enkele feiten, welke het ons belangrijk scheen te doen uitkomen.

1° De lijn van Malmedy naar Stavelot is de aanvulling van een net van strategische spoorwegen, waarvan Duitschland sedert 1870 den aanleg voortzet.

Daarover uit kolonel Ducarne zich als volgt :

« De richting der spoorwegen van het Duitsche Rijk is derwijze geschikt, om de strategische verplaatsing te vergemakkelijken van een deel des Duitschen legers langs de Belgische grens ten zuiden van Eupen.

» Sedert 1870, werden in Duitschland de volgende spoorwegen aangelegd in de nabijheid der grens tusschen België en Duitschland en het Groothertogdom Luxemburg en Duitschland (het *Bulletin de la presse*, van 31 Juli 1900, n^r 589, bevatte eene kaart van die spoorwegen) :

- » a) Van Julich naar Aken;
 - » b) Van Julich naar Duren;
 - » c) Van Julich naar de lijn Aken-Keulen;
 - » d) Van Aken over Montjoie, Saint-Vith, met vertakking naar Eupen en de lijn van Luik naar Aken, alsmede naar Malmedy, en van Gall naar Gerolstein en Trier;
 - » e) Van Gerolstein naar Prüm en Trois-Vierges;
 - » f) Van Andernach naar Gerolstein;
 - » g) Van Coblenz over Trier en Diedenhoven.
- » Anderzijds bevestigt het bestaan van ladingplaatsen voor troepen, in de statien nabij ons land, dat door onze Oosternaburen in die streek eene strategische ontwikkeling wordt voorbereid.
- » Deze ladingplaatsen ontmoeten elkander te Keulen, Königsdorf en te Kalscheuren; nabij Aken, te Eschweiler en te Rotheerde, te Brand, te Raeren en te Eupen; te Weismes, nabij Malmedy, te Saint-Vith, te Hillesheims, te Speicher en te Trier. »

2° De nieuwe lijn zou buiten het bereik van de werking der Maasforten zijn.

Hetzelfde verslag somt de wegen op, die buiten den omvang der fortten zijn gelegen. Verscheidene van die wegen liggen zoo dicht en zelfs dichter bij die fortten dan de ontworpen spoorweg

« Talrijke en goede besteede wegen op Belgisch grondgebied en liggende buiten den omvang der versterkte plaatsen aan de Maas, verbinden den kring

van de mogelijke strategische verplaatsing der Duitsche korpsen van de Fransche Maas stroomopwaarts Fumay.

» Langs deze wegen zou een deel der Duitsche krijgsmacht gemakkelijk dat gedeelte der rivier kunnen bereiken en aldus de vestingen omtrekken, door de Franschen opgebouwd van aan de Zwitsersche grens tot Verdun.

» Ziehier, van het Noorden naar het Zuiden, de opsomming dier wegen :

- » a) Eupen-Verviers-Durbuy-Ciergnon;
- » b) Malmedy-Trois-Ponts-Marche-Gedinne-Monthermé;
- » b^{bis}) Malmedy-Stavelot-Vielsalm-Houdremont;
- » c) Saint-Vith-Vielsalm-Laroche-Saint-Hubert-Nouzon;
- » d) Reuland-Houffalize-Libramont-Bouillon-Sedan;
- » e) Dasburg-Bastenaken-Neufchâteau-Muno-Remilly;
- » f) Wallendorf-Martelingen-Marbehan;
- » g) Echternach-Aarlen-Tintigny-Pouilly;
- » h) Trier-Athus-Virton-Stenay.

» Men merke op dat, onder die acht wegen, de tweede kan worden verdubbeld. »

3^o *In geval van oorlog tusschen Frankrijk en Duitschland, is de meest waarschijnlijke gebeurlijkheid dat het Duitsche leger de lijn Malmedy-Stavelot-Belgische Ardennen naar Sedan en Mézières zou volgen.*

Kolonel Ducarne onderzoekt de verschillende onderstellingen van een tocht van het Duitsche leger naar Frankrijk.

De uitstekende officier verwerpt de onderstelling van een tocht door het Maasdal, thans afgesloten door de vestingen van Namen en Luik, welker verovering veel volk en veel tijd zou vergen.

Hij beschouwt de kansen, welke eene werkingslijn ten noorden der Belgische Maas oplevert, en oordeelt daarover als volgt :

« Eene zoo gewaagde verrichting, zoo strijdig met de beginselen, eischt eene zeer aanzienlijke getalsterkte en de medewerking van buitengewoon gunstige omstandigheden. Wij denken dat vijf legerkorpsen ontoereikend zouden zijn om ze in België te wagen. »

Insgelijks verwerpt hij de onderstelling eener onderneming van dien aard, terzelfder tijd geleid langs de beide oevers der Maas.

De onderstelling, die hem het waarschijnlijkst voorkomt, is deze :

« België doortrekkend ten zuiden der Maas, ontwijkt men de wisselvalligheden der vorige ondernemingen en hebben de Duitsche legers groote kansen van welslagen. De werkinglijn is betrekkelijk kort, geen onoverkomelijke hinderpaal scheidt bedoelde korpsen van de hoofdmassa der legermacht; eindelijk, langs het noorden ontwijkt de lijn het uiteinde van de verdedigingsbrug Toren-Verdun. »

Hij wijst van de hand de waarschijnlijkheid van groote samentrekkingen van troepen naar Aken en Eupen, die de ernstige hinderpalen der Vesder, der Amblève en der Opper-Ourthe zouden ontmoeten; de nabijheid van het bruggehoofd te Luik zou anderzijds een groot gevaar opleveren, zoo voor

de operatielijn als voor den spoorweg tot bevoorrading, gevormd door den spoorweg der Amblève, der Ourthe en der Lesse.

« De streek Malmedy-Saint-Vith levert veel meer voordeelen op voor eene ontwikkeling van Duitsche troepen, met het oog op verrichtingen op het deel der Fransche Maas van Mézières naar Sedan.

» De operatielijn is betrekkelijk kort; wel is waar, is het doortrokken land het dorste, het oneffenste en armste van België, doch de gemeenschapswegen zijn schoon en goed onderhouden en de spoorwegen van Gerolstein over Gouvy en Libramont, van Trier naar Bastenaken en van Trier naar Libramont over Aarlen zouden veel bijdragen voor het bezorgen van voorraad.

» Onder die omstandigheden hebben de Belgische hoogere Ardennen veel van hare afstootende gebreken verloren, en moet men aannemen dat legers er thans kunnen doortrekken, verblijven en leven, mits de doortocht slechts weinige dagen duurt en de getalsterkte niet al te aanzienlijk is.

» Om tot aan de Semois te geraken, zouden er slechts zes of zeven dagen marsch noodig zijn.

» De te doorloopen overrompelde streek is betrekkelijk dicht bevolkt, rijk en gemakkelijk toegankelijk : 't is het dal der Opper-Semois, doorgaans « Petite Provence Belge » geheeten, dat zich in vlak land uitstrekt van Aarlen tot Florenville.

» Gemeenschap per spoorweg vermeerderd daar de bruikbaarheid der wegen en het gemakkelijk vervoer.

» Het groothertogdom Luxemburg kan geen weerstand hoegenaamd bieden; het Belgisch leger is in 't begin niet erg te duchten, op zulken grooten afstand van zijne basis en van zijne versterkte plaatsen aan de Maas; eindelijk, de Franschen zelven zouden heel moeilijk de beweging kunnen stuiten, zoo zij gepaard ging met een Duitschen aanval, uitgaande van het Lotharingsch front. »

In de onderstelling van eene botsing tusschen Frankrijk en Duitschland, besluit kolonel Ducarne als volgt :

« Voor de Duitschers levert het een uitstekend voordeel op, hun aanval te richten tegen den Franschen linkervleugel, langs eene lijn dichter bij hun front Metz-Diedenhoven, 't is te zeggen langs het groothertogdom Luxemburg en het zuidoostelijk uiteinde onzes lands.

» *Bijgevolg zijn de verrichtingen om een doortocht te krijgen ten zuiden der kruin van de Ardennen de meest waarschijnlijke. »*

4^o *Het gewicht der strategische rol, welke die lijn kan vervullen, nam toe sedert Duitschland het kamp Elsenborn oprichtte, waar het aanzienlijke machten kan bijeenbrengen.*

Daarover schrijft kolonel Ducarne het volgende :

« De Duitschers hebben het kamp Elsenborn opgericht op korten afstand van onze grenzen. Voorzeker is zijn hoofddoel te dienen tot het onderrichten van het 8^{te} korps, doch *niettemin levert het veel gemak op om talrijke troepen samen te trekken, welke, onder voorwendsel van oefeningen, eigenlijk bestemd zouden zijn tot krijgsverrichtingen in onze provincie Luxemburg. »*

5^o *Sedert tien jaar, neemt de gewichtigheid van het kamp Elsenborn gestadig toe.*

In 1899, beschreef een berichtgever der *Indépendance belge* het kamp Elsenborn als volgt :

« Eene overgroote bergvlakte, eene groote eenzame plaats, waar brem en denneboom tieren. 't Is woest en wild. De gemiddelde hoogte is 620 meter. De omvang bedraagt 34 kilometer, het eigenlijke oefeningsveld is 11 kilometer lang en 7 $\frac{1}{2}$ kilometer breed.

» In 't midden en aan de uiteinden ten noorden en ten zuiden staan steenen, houten en plaatijzeren gebouwen. In 't begin, tijdens de eerste inrichting, stonden, aan beide zijden der groote baan welke het kamp scheidt in twee deelen van nagenoeg dezelfde oppervlakte, witte tenten, waaronder de soldaten sliepen. Die tenten werden vervangen door houten barakken en ruime steenen gebouwen, zonder bovenverdieping, met rond-loopend balkon.

» Het schietveld is een der grootste en der best ingerichte welke wij kennen. Gedurende den tijd die een paar maal per week wordt besteed aan schietoefeningen, wordt het verkeer onderbroken op de groote baan van Montjoie, binnen een omvang van ettelijke kilometers. Overigens worden, telkenmale die oefeningen plaats hebben, de Landraden der omliggende gemeenten per telephoon verwittigd en de grootste voorzorgmaatregelen genomen om ongevallen te voorkomen.

» De barakken, door de troepen betrokken, leveren een zeer belangwekkend uitzicht op. Zij zijn gebouwd met een soort aardpek, overdekt met zink en verdeeld in verscheidene vakken, met verplaatsbare beschotten. Zij zijn voorzien van boven elkander geplaatste ijzeren bedden. In iedere van de honderd barakken binnen het kamp kunnen honderd twintig man vernachten. De paviljoenen voor de officieren zijn gescheiden door een middengang, met kamers aan weerszijden. Deze zeer gerieflijke plaatsen bevatten een ijzeren bed, eene tafel, een stoel, een spiegel, eene kast met een rek daarboven, eene kachel en een boekenrek.

» Er is niets bijzonders te zeggen over de cantine, de mess der onder-officiëren, de keukens, de broodbakkerij, de ambulantie en de kantoren van den bevelhebber over het kamp, den ouden generaal von Chorus, een veteraan der Duitsche oorlogen.

» Het casino, gelegen aan den ingang van het bosch dat het noordergedeelte van het kamp omzoomt, is zeer aangenaam ingericht. Vlak tegenover staat de kiosk, waar de krijgsmuzieken dagelijks concerten geven.

» Tijdens ons bezoek aan het kamp, was men aan het opbouwen van bijzondere paviljoenen, bestemd voor de generaals en hoofdofficiëren. Sedert nagenoeg een jaar, heeft men er insgelijks een schouwburg. Men speelt er blijspelen, comediespelen en drama's.

» Het kamp is volkomen verlicht met electrisch licht. De telephoondienst, met ondergrondsche kabels, is bewonderenswaardig ingericht.

» Tijdens de troepenoefeningen, die pas zijn afgelopen, bevatte het kamp twee afdeelingen voetvolk, eene afdeeling ruitërij, eene brigade artillerie, een

bataljon van den trein met de intendantie, een bataljon der genie, met de pontonniërs en eene afdeeling telegrafisten.

» Die groepen behooren tot het 8^e legerkorps (Rijnpruisen), dat nagenoeg 40,000 man telt, waarvan de staf te Coblenz ligt en waarvan de groothertog van Baden opperbevelhebber is.

» De ruitërij bevat de kurassiers uit Deutz, het 7^e regiment huzaren uit Bonn en het 9^e regiment dragonders uit Straatsburg. »

Toen waren wij reeds verre van den aanvang; dezen hoeven wij nagenoeg vijf jaar vroeger te zoeken.

Het kamp werd in 1894 ingericht. Toen was het zeer onaanzienlijk : een plaatselijk blad spreekt daarover als volgt :

« Het bouwen van barakken te Elsenborn is zoozeer gevorderd dat het 8^e bataljon pionniers den 4ⁿ dezer is aangekomen en er gelegerd kon worden. Twee compagniën betrekken deze barakken en 50 man en twee andere compagniën legeren in het dorp. Dit bataljon pionniers heeft tot straftaak, de bruggen te bouwen en de noodige technische werken te verrichten, in plaats van oefeningen. Eerst in de aanstaande lente worden de groote barakken voor manschappen en paarden gebouwd, en daarom hadden er dit jaar te Elsenborn nog geene groote troepen oefeningen plaats. Zoodra het bataljon pionniers zijn werk heeft voleind, zullen twee regimenten infanterie en twee afdeelingen artillerie hunne vierdaagsche schietoefeningen verrichten, op 't einde van Juli of 't begin van Augustus, alvorens zich te begeven naar de oefeningen per brigade of per afdeeling. Toekomend jaar zullen al de troepen legeren in de barakken van het oefeningsveld en, de vertakking van Creuznau naar Kalterherberg voltooid zijnde, zullen de bewoners der Eifel ontslagen zijn van den zwaren last der legering van soldaten. Zoolang het kamp niet is bezet door eene afdeeling, verricht de pastoor van Elsenborn het ambt van krijgsaalmoezenier. »

Nochtans zegt dit blad ook :

« In den loop van dezen zomer, zal de 30^e brigade infanterie, bevattende de regimenten infanterie 28 en 68, schietoefeningen verrichten op het oefeningsveld te Elsenborn, en zich van daar begeven naar de groote legeroefeningen die zullen plaats hebben in de kringen Geilenkirchen, Gulik, Erkelenz en Gladbach. Vervolgens zullen twee batterijen van het tweede Rijnlandsch artillerie-regiment n° 23 zich te Elsenborn gedurende drie dagen oefenen en twee dagen in het schieten. »

In den loop van Juni wordt een telegraafpost geopend, en in die zelfde maand vestigt kolonel baron von Quadt-Wykradt, benoemd tot bevelhebber over het kamp, het verblijf van zijn staf te Malmedy. Daar zal hij niet lang blijven; eenige maanden nadien wordt hij benoemd tot grootmaarschalk bij het Hof van Lippe-Detmold.

Reeds van dit oogenblik is de uitgestrektheid te voorzien van het reuzenwerk, dat onze naburen te Elsenborn willen verrichten, want men zegt dat het krediet van 2 1/2 millioen mark, door den Reichstag toegestaan, ontoereikend zal wezen en zal moeten gebracht worden op 4 millioen, om de

noodige heiden en venen aan te koopen, gelegen onder de gemeenten Elsenborn, Berg, Weywerts, enz.

Anderzijds wordt gemeld dat zoodra het kamp is voltooid, het als uitgestrektheid de tweede plaats voor legeroefeningen in het Rijk zal wezen.

Het kamp te Arys (Oost-Pruisen), is 7 kilometer lang en 2.5 breed; dit te Döberitz (Brandenburg), 7 kil. op 6; dit te Jüterbogk (Brandenburg), 9^{km}3 op 4.2; dit te Elsenborn, 7 kil. op 6.2; dit te Hagenau (Elzas), 4 kil. op 1.8; dit te Senne (Westfalen), 6^{km}2 op 5.7 en eindelijk dit te Münster (Westfalen), 7 kil. lang en even zoo breed.

De inrichting wordt in 1895 voortgezet. In het kamp kan men van 4 tot 5,000 man opnemen; dezen legeren onder tenten.

In de maand Augustus kwam de bevelhebber van het 8^e legerkorps, generaal von Bulow, naar het kamp met verscheidene hoofdofficieren, voor de parade van het 40^e en het 65^e infanterie. De staf ligt overigens nog te Malmedy.

Men bouwt zeven overgrootte keukens; de soldaten blijven onder de tent legeren. De officieren zullen ijzeren paviljoenen krijgen. Men beraamt ook middelen om Elsenborn met de statie Sourbrodt te verbinden door eene baan en een spoorweg.

Het blad van Malmedy, *La Semaine*, verzekert den 29ⁿ Februari 1896 dat in de lente van dat jaar « het kamp zal dienen tot oefeningskamp voor 36,000 man » en dat « voor de eerste maal de twee regimenten infanterie uit Trier zullen komen voor de schietoefeningen op 3 en 6 Juli. Tijdens hun verblijf van vier weken, zal er ook eene oefening per regiment en per brigade plaats hebben ».

Anderzijds geschieden de herfstoefeningen van het 8^e korps in den Eifel, en de oefeningen per brigade zullen gedeeltelijk te Elsenborn plaats hebben.

Op 't einde van dat jaar (1896), wordt de bevelhebber over het kamp, kolonel von Chorus, bevorderd tot generaal-majoor.

In Mei 1897, wordt het kamp voorzien van eene intendantie, 't is te zeggen van een bestendig magazijn voor levensmiddelen en van een post-agentschap.

Den 5ⁿ Juli komt Z. K. H. de prins van Baden, bevelhebber van het 8^e legerkorps, de schietoefeningen der artillerie bijwonen.

In 1898, nadert de staf des kamps dit laatste. Op 's Keizers bevel, verlaat generaal von Chorus Malmedy om gedurende den zomer zijn verblijf te nemen in het kamp zelf, en des winters te Montjoie, in de nabijheid van het kamp.

In den loop van dien zomer verricht men in het kamp de oefeningen der infanterie-brigade van het 8^e korps en artillerie-oefeningen. Het 30^e en het 90^e infanterie-regiment komen er rond half Juli, en het 32^e half Augustus. De oefeningen per brigade en per afdeeling worden voor de 15^e afdeeling bepaald tusschen Juhk, Steinbach, Münster, Eifel, Abrweiler en Retmogen. Voor de 16^e afdeeling, tusschen Herzogenrath, ten noorden; en ten zuiden, tot aan Elsenborn.

Reeds in de maand Maart worden de kantoren van den bevelhebber opnieuw ingericht in het kamp, dat zij eerst den 15ⁿ November zullen verlaten, om naar Montjoie terug te keeren.

Dan zien wij in het kamp oefenen :

Acht regimenten infanterie ;

Vier regimenten artillerie ;

Vier regimenten ruitery ;

En daarenboven :

Het 8^o kurassiers ;

Het 7^o dragonders ;

Het 7^o uhlanen.

Het kamp Elsenborn breidt zich uit van jaar tot jaar.

In 1902 hebben er voor de eerste maal cavalerie-oefeningen plaats. De huzaren uit Bonn moeten er in Juli aankomen; men richt overgrootte tenten op, om de paarden tijdens de oefeningen te beschutten; er moeten dertien tenten zijn, die ieder vijf en zeventig paarden bevatten.

De Groothertog van Baden verblijft er eenigen tijd voor de wapenschouwingen.

In 1903 wordt Elsenborn steeds gewichtiger.

Reeds in de eerste dagen van Maart, herneemt de bevelhebber zijn verblijf in het kamp; de oefeningen moeten er aanvangen rond einde April, om te eindigen in de eerste dagen van October. Onderstaande tabel geeft de orde op, waarin de troepen elkander zullen opvolgen :

Regiment fusiliers 40, van 23 April tot 5 Mei;

— — 40 en infanterie-regiment 63, van 6 tot 29 Mei;

— infanterie 28 en 68, van 3 tot 26 Juni;

— veldartillerie 33 en 70, van 9 tot 27 Juni;

— — 23 en 59, van 29 Juni 29 Juli;

— infanterie 29 en 69, van 30 Juni tot 22 Juli;

1^o bataljon van het infanterie-regiment 160, van 18 tot 24 Juli;

Regimenten infanterie 160 en 161, van 23 Juli tot 13 Augustus;

— veldartillerie 8 en 77, van 5 tot 23 Augustus;

— infanterie 30, van 10 tot 17 Augustus;

— — 30 en 70, van 18 Augustus tot 10 September;

— dragonders 7 en regiment uhlanen 7, van 28 September tot 8 October.

Den 9ⁿ Mei inspecteert luitenant-generaal von Deines het kamp, neemt de drie regimenten in oogenschouw en ontslaat de reservisten, en den 17ⁿ Juli vereert prins Eitel Elsenborn met zijn bezoek.

6^o *De geruchten over het verlaten van het kamp Elsenborn, wegens ongezondheid, zijn van allen grond ontbloot.*

't Is niet sedert vandaag dat de Duitsche drukpers zich bezighoudt met den gezondheidstoestand der troepen in het kamp Elsenborn.

Reeds het eerste jaar, werd gezegd dat typhus en cholera er woedden; dat er gebrek was aan water; dat de venen niet konden gezondgemaakt, de heiden niet uitgeroeid worden, en dat Duitschland, door die moeilijkheden overwonnen, van het kamp zou afzien.

Voorzeker waren de bezwaren groot; doch is het aan te nemen dat het kamp Elsenborn niet volstrekt gezond is, toch moet men bekennen dat onze naburen geene tien jaar noodig hadden om dit gewaar te worden, en dat zij, beschikkend over al de middelen die wetenschap en begrootingskredieten kunnen verschaffen, eenen krachtigen strijd voerden tegen het kwaad, welken strijd zij zullen voortzetten met die volhardende standvastigheid, welke het kenmerk van hun aard is.

Reeds in 1895, was men verplicht tot het afbreken van een aantal barakken, opgericht op eene te moerassige plaats, en ze dichter bij Sourbrodt over te brengen.

Men meldt ons dat den 25^e Juli 1898, de hoofdgeneesheer des legers, de heer von Coler, en een geneesheer van den staf het kamp bezoeken.

Anderzijds is op de begrooting des legers voor 1899 uitgetrokken eene som van 86.000 mark, voor een nieuw lazaret voor 24 zieken;

Eene ziekenbarak met 18 bedden;

Eene barak voor de intendantie en tot afzondering, met 6 bedden;

Eene keuken;

Eene ontsmettingsplaats en een beenderhuis voor de lijken en toebehooren.

Nog in de laatste jaren werd de aandacht daarop gevestigd.

In 1900 trof de typhus te Aken, Coblenz, Bonn en Trier regimenten die hadden deelgenomen aan de oefeningen in het kamp, en de *Kölnische Zeitung* meldt :

« In zeven regimenten van het 8^e legerkorps werden gevallen van typhus waargenomen. Dat is zeer erg, want tijdens de oefeningen in den zomer doortrekken 200 officieren en 5,000 man het kamp Elsenborn. De eenen schrijven de ziekte toe aan het veenwater, anderen aan melk, geleverd door eene hofstede waar typhus woedde. Hoe het ook zij, men mag verzekerd wezen dat de krijgsoverheid het onmiddellijk zal verhelpen. Reeds zijn de troepen, die nog te Elsenborn waren, heengezonden en in den loop van dit jaar hebben er geene oefeningen meer plaats. »

Het gerucht wordt dadelijk gelogenstraft door de *Semaine* van Malmedy, die zegt dat « bij vergissing werd gemeld dat de troepen het kamp Elsenborn hadden ontruimd, vermits er dezer dagen een veldlazaret werd opgericht, voor 't geval dat de besmettende ziekte er zou uitbarsten ».

Hoe het overigens ook weze, de overheid blijft niet onverschillig voor dien toestand, en eene commissie, aangesteld door de Ministers van Oorlog en van Openbaar Onderwijs, vergadert in November te Büttgenbach; de afgevaardigden van die twee ministeriën, de bestuursoverheden en de kopstukken der geneeskunde te Berlijn begeven zich ter plaatse om de te nemen maatregelen te beramen.

Ondanks dit, slaakte de *Frankfurter Zeitung* in 1901 nieuwe klachten over den gezondheidstoestand in het kamp; zij zegt namelijk « dat de militaire fiscus geene goede ingeving had, toen hij het kamp vestigde in die moerassige streek. Zij zegt dat deze kreet heel waar is : *O Elsenborn, dich schuf der Herr in seinem Zorn !* Zij klaagt bitter over de schielijke veranderingen van lucht-gesteltenis : eene brandende hitte, zeer koude nachten, af te keuren levens-

middelen en eindelijk watergebrek. In de lente had men ziekten te betreuren en enkele sterften bij het 8^e artillerie-regiment. Reeds den 17ⁿ dier maand keerde het 8^e bataljon pionniers terug naar Coblentz, vóór den afloop der oefeningen. De staf van het 8^e legerkorps begaf zich naar Elsenborn om de legerplaatsen te onderzoeken, en het valt te betwijfelen of men nog nieuwe troepen ter oefening naar Elsenborn zal zenden. Het vertrek der infanterie-regimenten 29 en 69, in garnizoen te Trier, voor oefeningen in het kamp Elsenborn, is geschorst uit hoofde van watergebrek in dat kamp ».

Andermaal bleef de logenstraffing niet uit, en in September slaat de *Kölnische Zeitung* al die geruchten den bodem in : « De omliggende dorpen zijn ongezonder, doch het kamp Elsenborn is vrij van besmettende ziekten. »

En inderdaad, men vangt groote werken aan om het water aan te voeren.

In 1902 wordt voltooid de « leiding van putwater, ingericht door de gemeenten Elsenborn, Nidrum en Bütgenbach, om den geregelten terugkeer van de typhus te weren. De inrichting kostte 150,000 mark, waarvan 80,000 werden betaald door Staat en Provincie. Windmolens, en desnoods een benzine-motor pompen per uur 15,000 liter water in een vergaarbak van 600,000 liter ».

Laat ons hier bijvoegen dat de nieuwe statie Sourbrodt, van waar een militaire spoorweg uitrijdt naar het kamp, in Mei 1903 werd ingehuldigd.

Dat er op dit oogenblik zelf (1904) in het kamp een casino-hotel wordt gebouwd, opdat de familiën van officieren er des zomers zouden kunnen verblijven; dat de troepen worden verwacht tegen den 15ⁿ April en eindelijk dat in het aanstaande seizoen grootere oefeningen dan de vorige jaren plaats grijpen in het kamp Elsenborn en zullen samentreffen met de keizerlijke troepen-oefeningen.

Die feiten komen weinig overeen met de zoo luidruchtig aangekondigde ontruiming van het kamp. Integendeel leiden zij tot deze gevolgtrekkingen:

1^o De Duitsche bladen logenstraffen de geruchten over ontruiming van het kamp Elsenborn, door zeker dagblad een « droom » geheelen;

2^o Laat de gezondheidstoestand te Elsenborn werkelijk te wenschen over, toch wendt de Duitsche Regeering alle zorg en alle pogingen aan om het kwaad te overwinnen;

3^o Dit laatste verhinderde geenszins dat er gebruik werd gemaakt van het kamp, waarheen de troepen zich des zomers in aanzienlijker getal blijven begeben.

*7^o De lijn Malmedy-Stavelot wordt alleen geveerd
door Duitsche belangen.*

Thans dient te worden onderzocht wie deze nieuwe lijn verlangt; wie ze vraagt; wie hare uitvoering vergt en wie er voordeel zal uit trekken?

Laat ons vijf en dertig jaar achteruitgaan; reeds wordt zij gevraagd door de stad Malmedy, die aanzet tot eene overeenkomst dienaangaande tusschen de Bergisch-Marschische en de Oostfransche maatschappij, meesteres van de lijn Pepinster-Stavelot-Gouvy.

Te Berlijn werden stappen gedaan bij het Ministerie van Koophandel; van daar te Elberfeld, bij den bestuurder der « Berg-March », te Luxemburg bij prins Hendrik, en te Parijs zelf bij de Fransche Regeering en bij het algemeen bestuur van den Oosterspoorweg.

Sedertdien worden terzelfder tijd aanzoeken gedaan door den gemeenteraad van Malmedy, door de Kamer van koophandel te Eupen en door Z. D. H. Mgr den prins van Arenberg, afgevaardigde van Malmedy.

Er wordt schier onafgebroken aangedrongen, en de volharding, het krachtdadige van dien aandrang strekken de onvermoeibare zorg der aanvragers tot eer, omdat zij bewijzen welk gewicht de Duitsche belangen hechten aan de ontworpen spoorbaan.

De Gemeenteraad van Malmedy beraadslaagt er menigmaal over, verwekt voetstappen en verzoekschriften en tracht de openbare meening in België wakker te schudden. Zoo meldt de *Semaine*, van Malmedy, in Januari 1896 dat de heer Burgemeester van Malmedy den Gemeenteraad van Stavelot een verzoekschrift zou hebben toegestuurd, aangaande den spoorweg Malmedy-Stavelot, en inderdaad besloot de Gemeenteraad van Malmedy den 7ⁿ Januari 1896 tot het zenden van drie verzoekschriften, het eene aan den Gemeenteraad van Stavelot, het tweede aan de zeventien gemeenten die het leggen der vertakking waren toetreden, en het derde aan de andere gemeenten, gelegen aan Ourthe en Maas.

Den 6ⁿ Juni 1899, doet de heer Burgemeester van Malmedy den Raad verslag over eene poging, door hem aangewend bij Z. D. H. prins Arenberg, en doet uitschijnen dat het verzet van België komt; den 2ⁿ December 1899, onderteekent hij een verzoekschrift aan den heer Minister van Spoorwegen en beslist, den heer Steinbach, burgemeester, en den heer Nouppez, tweeden burgemeester, als afgevaardigden naar Berlijn te zenden.

Den 11ⁿ Maart 1900, doet de heer Kalpers, burgemeester, den Gemeenteraad verslag over eene poging, door hem met de heeren Nouppez en Charlier en met afgevaardigden van Stavelot aangewend bij den heer Minister van Spoorwegen te Brussel.

Deze ontving met groote welwillendheid de Duitsche en Belgische afgezonden en beloofde vooraf de richting te doen bestudeeren en de zaak op diplomatischen weg tusschen beide regeeringen te regelen.

Den 15ⁿ Maart 1901, meldt de Burgemeester dat, ten gevolge van de stappen, door den Raad gedaan voor de lijn Malmedy-Stavelot, de Minister de noodzakelijkheid dier lijn erkende en zegt dat het Bestuur der Spoorwegen te Keulen werd belast met de uitvoering der voorbereidende werken voor het aanleggen van eene lijn van Malmedy naar Warche, op de Duitsche grens. Dit gedeelte zou worden aangelegd in afwachting van België's beslissing.

Den 6ⁿ Maart 1902, op eene buitengewoon belangrijke vergadering, de eerste die werd gehouden in het weelderig stadhuis geschonken door den heer Julius Steinbach, nijveraar en handelsraad te Malmedy, legde de heer Burgemeester het verslag van het bestuur over, waarin wenschen werden uitgedrukt voor het aanleggen van den spoorweg naar Stavelot, die zoo voordeelig zou wezen voor al de plaatselijke nijverheidstakken, inzonderheid

de leerlooierij. Hij verzekert dat geene poging zal worden gespaard om deze zaak op te lossen.

Harerzijds houdt de Kamer van koophandel te Eupen zich onledig met deze zaak, welke zulke goede gevolgen zou hebben voor den handel van Malmedy.

In het verslag over het dienstjaar 1898 wordt gezegd :

« In 1898 onderging de haarhandel te Malmedy geene verandering, en bleef als gewoonlijk, ondanks het ongunstige seizoen. De hooge vervoerprijs is een groote hinderpaal voor die nijverheid. De grondstof bevindt zich ter plaatse, doch de voortbrengselen worden naar België en Engeland uitgevoerd. Jaarlijks bedragen de verzendingen van 90 tot 100 waggons van 5,000 kilo. Het gemis eens spoorwegs naar België is een onoverkomelijke hinderpaal. Trouwens, het vervoer per as, van 5,000 kilo haar, uit Malmedy naar Stavelot of Francorchamps, kost 30 mark en levert heel dikwijls bezwaren op. »

Den toestand in 1899 beschouwend, herhaalt de Kamer :

« De stad Malmedy had veel te lijden door hare ongelukkige ligging, verwijderd van alle groote centra's, wat eveneens van invloed was op de papiermakerij, die door dit gebrek aan gemeenschapsmiddelen, niet kon mededingen in het land. De vervoerkosten maken de ruwe voortbrengselen en bijgevolg het fabrikaat zeer duur. Het wordt volstrekt noodig de gemeenschap per spoorweg te verbeteren, en 't ware gemakkelijk de twee niet doorlopende statien Stavelot en Malmedy te verbinden, zooals de Kamer herhaaldelijk aan de Regeering vroeg. »

Het verslag over 1901 dringt daarop aan :

« De ongelukkige toestand van Malmedy, afgelegen van alle groote centra's, wordt erg gevoeld, en daarom doet men in nijverheidskringen onophoudelijk uitschijnen hoe gewichtig het ware Malmedy en Stavelot per spoorweg te verbinden en bewijst men hoe dringend noodig het is die lijn aan te leggen. »

In den loop van al die pogingen, ondersteunt de hooggeplaatste prins Arenberg met al zijn gezag het aandringen zijner trouwe kiezers uit Malmedy.

Hij is het die ontelbare malen aandringt bij de Duitsche Regeering, hij die schier jaarlijks den gemeenteraad van Malmedy onderricht van zijn streven en van zijne hoop.

Met reden bevestigde de Prins te Malmedy, op eene kiesvergadering, den 20^{en} Mei 1903, dat hij sedert twintig jaar alle pogingen aanwendt tot het verwezenlijken van den algemeenen wensch om den spoorweg.

Kort nadien, in Juni 1903, namen de onderhandelingen eene betere wending; het eerst van allen telegrafeert prins Arenberg den Burgemeester van Malmedy dat er eene overeenkomst is gesloten voor de lijn Malmedy-Stavelot, dat het aanleggen van die lijn verzekerd is en dat er eerlang een aanvang wordt mede gemaakt.

8^o *Geen gewichtig belang in België eischt den spoorweg Malmedy-Stavelot.*

Laat ons eerst en vooral spreken over de herhaalde verzekering van den heer Minister van Spoorwegen in de Belgische Kamer, dat, met het oog op de ontvangsten, die lijn voor België weinig zou opbrengen.

Den 26ⁿ Juli 1901, verklaarde de heer Licbaert, Minister van Spoorwegen, ter Kamer :

« Het aanleggen van die lijn zal slecht zijn voor ons net, wij verlangen ze niet. »

In Mei 1902, zegde dezelfde Minister in den Senaat : « De spoorweg Stavelot-Malmedy, aanbevolen door den heer d'Andrimont, zou geene goede zaak zijn. »

't Is enkel ten bate van Stavelot dat de zeldzame voorstanders van het ontwerp dit laatste ondersteunden.

Wij zullen niet worden gelogenstraft door hen die bekend zijn met de wederwaardigheden van dien spoorweg, wanneer wij zeggen dat Stavelot het lang oneens was over dien spoorweg, en dat vele ingezetenen hem krachtadig bestreden. Men herinnerde dat een der aanzienlijkste mannen, wier aandenken in die stad wordt bewaard, had uitgeroepen : « Ik wilde dat de Alpen oprezen tusschen Malmedy en Stavelot ».

Nog heden ten dage zijn velen van oordeel dat Stavelot enkel heeft te verliezen bij de nieuwe lijn.

Onlangs schreef een aanzienlijk nijveraar :

« Evenmin als toen er eenige jaren geleden sprake was van den spoorweg op Malmedy, waar zij zich eenparig tegen verzetten, hebben de leerlooiers te Stavelot er belang bij dat hij wordt aangelegd.

» Trouwens, dezelfde redenen, door hen aangevoerd, bestaan nog steeds.

» Stavelot en Malmedy bedrijven dezelfde nijverheid, het vervaardigen van zwaar zoolleder; dat leder, van dezelfde herkomst, wordt op dezelfde wijze bewerkt, naar het oud stelsel, in kuilen met eikschors, en heeft afgewerkt het zelfde voorkomen.

» Welnu, Belgisch leder betaalt in Duitschland een invoerrecht van 30 mark, of 37 $\frac{1}{2}$ centiem per kilo, terwijl Duitsch leder in België slechts een invoerrecht van 13 centiemen betaalt.

» In zulke omstandigheden, kunnen de leerlooiers te Stavelot niet verlangen dat de gemeenschap tusschen Stavelot en Malmedy gemakkelijker wordt, want dat ware ten nadeele hunner nijverheid; de Belgische kooper zou zijnen voorraad in Duitschland kunnen opdoen, terwijl de Duitsche kooper, uit hoofde der rechten, bij ons niet kan komen koopen.

»

» Te vergeefs zoek ik wien deze spoorweg in België voordeel zou aanbrengen.

» Indertijd sprak men van de hoogere waarde der schors in het land van Melreux; welnu, de vervoerprijs voor schors, van Melreux naar Malmedy, is slechts van 10 tot 15 centiemen per 100 kilo duurder dan van Melreux naar Stavelot! Dat is dus onbeduidend!

» Kortom, die spoorweg zou zeer voordeelig zijn voor de ingezetenen van Malmedy, doch geenszins voor Stavelot.

» Wij begrijpen dat onze naburen zich geene moeite ontzien om hem te verkrijgen, doch wat ons betreft, hij kan ons enkel teleurstellen.

» Merkt wel op dat ik mijn persoonlijk gevoel uitdruk, doch indertijd werd het gedeeld door al de leerlooiers te Stavelot; ik onderstel dat dit nog steeds het geval is. »

Zoo de leerlooierij er hare rekening niet bij vindt, welke nijverheidstak van Stavelot zal er voordeel uit trekken?

Mag de Belgische brouwerij hopen op vertierwegen in Duitschland? Vreest zij veeleer niet dat ieder nieuw gemak van vervoer in de streek van Stavelot den invoer zal vermeerderen van Duitsch bier, dat in België zekere gunst geniet?

Heeft de plaatselijke kleinhandel, hebben hotel-, restauratie-, koffiehuis-houders, bakkers, pasteibakkers, slachters en allerhande slijters niet meer te vreezen dan te hopen van den voorgestelden spoorweg?

Zullen de ingezetenen van Malmedy, die vaak te voet naar Stavelot kwamen, niet voor het meerendeel gebruik maken van den spoorweg, om de stad door te trekken?

Duchten de handelaars dier stad niet dat zij hunne naburen niet anders meer zullen zien voorbijgaan dan op de hooge pijlerbrug, die den spoorweg zal verbinden met de statie, in stede van hunnen handel eenig voordeel aan te brengen?

Zouden nijverheid en handel te Stavelot niet verkeerren in den toestand van al wie verlangt het cijfer zijner zaken te verhoogen, en zulks verwacht van alle aangekondigde nieuwigheid?

Is de spoorweg, door een aantal hunner verlangd, wel in staat om hun de gehoopte voordeelen aan te brengen?

Al die vragen laten grooten twijfel bestaan, en dat is voldoende om uit te leggen waarom er ten allen tijde te Stavelot zelf verschil van gevoelens bestond over het raadzame van het aanleggen dier lijn.

De plaatselijke bladen zelve hebben niet steeds zonder voorbehoud den door Duitschland verlangden spoorweg aanbevolen. Zoo lezen wij in de *Semaine*, van 25 Januari 1896 :

« Houdt Duitschland nog steeds aan die verbinding? Zal het ze ooit bekommen? Dat is een zeer kiesch en zeer betwist punt. Ongetwijfeld zullen onze bestuurders dat verzoek toetsen, ondersteunen of verwerpen. Laat ons dus geduldig wachten, alvorens uitspraak te doen. »

In 1900 drukte hetzelfde blad :

« Het artikel, betiteld : « Stavelot-Malmedy », verschenen in uw nummer van laatstleden Zondag, deed mij glimlachen.

» Ondanks het vriendelijk onthaal van het Comité door den Minister, is het inderdaad te vreezen dat uw vernuftige berichtgever *de huid van den beer heeft verkocht*. Waarschijnlijk om in de gewoonte te blijven. Ten allen tijde was men in het kanton en te Stavelot in 't bijzonder, erg ingenomen met een of ander denkbeeld; men gaat er moedig op los, houdt op bij de eerste schoone woorden, slaapt in op alledaagsche beloften en streelt zich met droombeelden.

» Twijfelt gij daaraan, herlees en onthoud de feiten, vermeld door de bladen van Stavelot. Eenige dezer, op goed geluk af genomen, zullen volstaan om uwe meening te vestigen.

» Herinner u vooreerst den buurtspoorweg « Lierneux-Trois-Ponts », *gewichtiger voor Stavelot en het kanton dan de internationale lijn die niet doorlopende statiën moet verbinden*. Hebt gij vergeten welke overigens loffelijke geestdrift dit ontwerp verwekte? Een comiteit kwam tot stand en gaf een tract uit. Eerst vergaderde het dikwijls, daarna zelden, met steeds langere tusschenpoozen, en later... niet meer. »

En in Mei 1902 vermeldde hetzelfde blad eenvoudig het afwijzend antwoord, in den Senaat door den heer Liebaert gegeven aan den heer d'Andrimont, en voegde daar enkel bij : « Wij mogen een kruisje maken over het ontwerp tot verbinding van Stavelot met Malmedy : het ruste in vrede. »

9^o *De spoorweg zou noodlottig zijn voor Luik en Verviers, vermits zijn lot is verbonden aan het leggen van eene lijn Visé-Leuven-Aken.*

Dus schijnt het dat zij die te Stavelot denken groote voordeelen te vinden in eene verbinding met Malmedy zich vergissen.

Doch kan daarover verschil van gevoelen bestaan, er is hoegenaamd geen verschil van denkwijze over de noodlottige gevolgen, welke deze lijn zou medebrengen voor Luik en Verviers, vermits het lot van die spoorweggemeenschap aaneenhangt.

Deze onbrekbare band wordt herhaaldelijk erkend in den loop der voorafgaande onderhandelingen over beide lijnen.

Den 18^{en} December 1900, zegde de heer Minister Liebaert ter Kamer :

« Het ontwerp Malmedy-Stavelot kan maar worden aangevangen tijdens de onderhandelingen over het aanleggen van eene lijn van Leuven naar Aken. »

De *Semaine* van Malmedy voegt hierbij :

« In ruiling voor de aanneming van het eerste ontwerp, zal Duitschland het tweede opdringen, dat sedert zoolang gewenscht en besproken wordt. Mochten wij ten minste ditmaal niet worden teleurgesteld ! »

De *Annonce* van Stavelot ontkent dat er van het ontwerp is afgezien en voegt er deze bedenkingen bij :

« Hier is het de politiek van geven om te krijgen. België is erg gesteld op het aanleggen van eene lijn Brussel-Leuven-Visé-Aken, en daartegen brengt Duitschland bezwaren in. Derhalve zal België maar toegeven aan Duitschland's verlangen om eene spoorwegverbinding tusschen Malmedy en Stavelot te hebben, wanneer het voldoening erlangt over het andere punt.

» Malmedy heeft er meer belang bij dan Stavelot om daarmede te worden verbonden door een spoorweg. Het verkeer uit Berlijn, Keulen, enz., geschiedt met Malmedy over Stavelot. »

Den 26^{en} Juli 1901, zegde de heer Liebaert ter Kamer « dat de lijn Malmedy-Stavelot is begrepen in de onderhandelingen die ten aanzien van andere lijnen worden gevoerd ».

Den 7ⁿ Augustus 1901, dringt de heer d'Andrimont aan op die onderlinge verwantschap.

De achtbare senator drukt zich uit als volgt :

« Eenigen tijd geleden, vroeg ik den achtbaren Minister of hij het vraagstuk der verbinding van Stavelot met Malmedy wilde onderzoeken. De achtbare Minister verklaarde zeer geneigd te zijn om dat lijntje aan te leggen; nochtans voegde hij er bij dat hij dit werk eerst dan zou ondernemen, wanneer de Deutsche Regeering toestemt om de rechtstreeksche lijn van Brussel naar Aken te leggen.

» De Duitschers verlangen sterk naar de verbinding van Stavelot met Malmedy, en dus hoopt de achtbare Minister deze rechtstreeksche lijn van Brussel naar Aken te verwerven.

» Toen hij deze verklaring aflegde, vroeg ik hem of ik daar gebruik mocht van maken, en hij gaf mij een bevestigend antwoord. »

Op eene kiezersvergadering te Malmedy, den Dinsdag 26ⁿ Mei 1903, zegde prins Arenberg :

« Alle hoop is niet verloren : de Deutsche Regeering stemt slechts toe in het aanleggen der lijn Leuven-Aken, op voorwaarde dat België ons de verbinding met Stavelot toestaat. » Deze verklaring werd op luidruchtige toejuichingen onthaald.

In Juni 1903, schreef het *Journal de Bruxelles* :

« De heer Ramackers, algemeen secretaris van Staatsspoorwegen, en de heeren Garnir en Derutte, beheerders, die zich hadden begeven naar Duitschland, waar zij met afgevaardigden van het Deutsche rijk de onderhandelingen hadden hernomen over het aanleggen van een spoorweg van Leuven naar Aken over Herstal, en van Malmedy naar Stavelot, — laatstgemelde om het Deutsche net te verbinden met de lijn Pepinster-Gouvy, — zijn te Brussel teruggekomen. Met genoegen mogen wij melden dat hunne onderhandelingen ten volle zijn geslaagd. »

Uit de beraadslaging, den 7ⁿ Juli 1893 gevoerd, en waaraan deelnamen de heer Liebaert, Minister van Spoorwegen, de heer Davignon en de heer Mullendorf, blijkt op bevestigende wijze dat er een verband bestaat tusschen beide lijnen.

Eindelijk wordt aangekondigd dat den 15ⁿ Augustus 1903 te Berlijn moet worden onderteekend het diplomatisch protocol tusschen België en Duitschland, voor de nieuwe spoorwegen tusschen Leuven en Aken, over Visé, Malmedy en Stavelot.

* * *

't Is na kennis te hebben genomen van deze bedenkingen, dat de Verslaggever der Middenafdeeling deze verzocht om den heer Minister van Oorlog de volgende vragen te stellen :

1^{ste} Vraag.

« Is het waar dat het Departement van Spoorwegen, met instemming van

den heer Minister van Oorlog, heeft besloten tot het aanleggen van eene spoorbaan van Malmedy naar Stavelot? »

2^o Vraag.

« Is, gezien het groot getal troepen dat Duitschland kan samenbrengen in het kamp Elsenborn, de aan te leggen lijn, in geval van oorlog tusschen Duitschland en Frankrijk, geen erg gevaar voor de gedeelten der provinciën Luik, Luxemburg en Namen, gelegen tusschen Stavelot eenerzijds en Sedan-Mézières anderzijds? »

3^o Vraag.

« Heeft de Belgische staf in dien zin niet sedert eenigen tijd door jaarlijksche bezoeken die streek bestudeerd? »

4^o Vraag.

« Wordt die spoorweg aangelegd, is dan het Departement van Oorlog van plan om in bedoelde streek forten te bouwen, garnizoenen te leggen of welke andere werken ook te verrichten? »

De heer Minister antwoordde als volgt :

1^o Antwoord.

« Den 5ⁿ Maart 1896, melde het Departement van Oorlog aan het bestuur van spoorwegen dat het geen bezwaar had in te brengen tegen den mogelijken aanleg eener spoorbaan tusschen Malmedy en Stavelot.

» Die lijn bestaat nog steeds als ontwerp. »

2^o Antwoord.

« Bedoelde lijn geeft, voor 's lands verdediging, geene aanleiding tot gewichtigere bedenkingen dan voor de spoorwegen die reeds in dat gedeelte des lands bestaan. »

3^o Antwoord.

« Sedert lang doet het Departement van Oorlog verkenningen in die streek, evenals in alle streken des lands die bedreigd kunnen worden. »

4^o Antwoord.

« 't Zal niet noodig zijn, ten gevolge van het aanleggen van die lijn, garnizoenen in te richten, forten noch andere nieuwe vestingwerken. »

In deze antwoorden schijnt het ernstige van het vraagstuk te worden miskend. De Kamer zal oordeelen of zij in overeenstemming zijn met den geest waarin zij werden uitgelokt.

Hoe het ook moge wezen, zoo de heer Minister van Oorlog denkt er niets naders te kunnen over zeggen, zoo de heer Minister van Spoorwegen denkt daarover te moeten heenstappen, zoo de Kamer dat voorbeeld volgt, zal de verantwoordelijkheid van den ondergeteekenden Verslaggever zijn gdekt.

Door het samenvoegen van feiten, door het uiteenzetten van de bewijsredenen die veroorloven het vraagstuk van al zijne zijden te beschouwen, is hij zichzelf bewust een vaderlandschen plicht te hebben vervuld.

Dat is zijn eenig doel bij het neerschrijven van deze redenen.

II. — De nieuwe militiewet.

De toepassing der nieuwe militiewet gaf aanleiding tot aanmerkingen, die onderstaande vragen deden ontstaan :

1^o *Betrekkingen, aan gewezen militairen toegekend.*

Vraag.

« De Middenafdeeling uit den wensch dat het Departement van Oorlog navraag zou doen bij de andere Ministeriën, over de betrekkingen welke deze bij voorkeur toekennen aan gewezen militairen, dat het de Middenafdeeling daarvan kennis zou geven en er de belanghebbenden van onderrichten. »

Antwoord.

« De departementen van *Landbouw*, van *Oorlog*, van *Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs*, van *Justitie* en van *Buitenlandsche Zaken* namen reeds het koninklijk besluit, voorzien bij littera U, artikel 100 der militiewet, waarbij wordt bepaald de aard der betrekkingen die bij voorkeur worden verleend aan sommige soorten van militairen.

» De lijst dezer betrekkingen werd in het *Staatsblad* afgekondigd den 14ⁿ September 1902, den 29ⁿ October 1902, den 1ⁿ Februari 1903, den 15ⁿ December 1903 en den 1ⁿ Januari 1904.

» Sedert 1 November laatstleden, vroeg het Departement van Oorlog aan de andere Ministeriën om mededeeling van bedoelde koninklijke besluiten, *alsmede van de onderrichtingen die de uitvoering regelen*, ten einde er een enkel boekje van te maken, dat door de belanghebbenden kan worden geraadpleegd. »

2^o *Verlof.*

Vraag.

« Men zegt dat korpsoversten verlof opdringen aan soldaten die er niet om vragen en het anderzijds weigeren aan soldaten, wier ouders het met aandrang verlangen, om geholpen te worden bij den oogstarbeid.

» Dergelijke weigering zou zijn gesteund op deze reden dat die soldaten meer verlof zouden verworven hebben dan het getal dagen door de verordeningen bepaald.

» Dit heeft het zonderling gevolg dat de eenen verlof krijgen zonder het te verlangen, en dat anderen, die er om vragen, er geen krijgen.

» Zijn die feiten nauwkeurig en kan de heer Minister er een einde aan stellen? »

Antwoord.

« Het getal maanden gedurende welke eene militieklas werkelijken dienst moet doen in den loop van een jaar vloeit voort uit de wet. Dat is een der bestanddeelen van de Begrooting.

» Ware ieder man vrij om werkelijken dienst te doen gedurende een langeren tijd, en te weigeren tijdelijk naar huis te worden gezonden, daaruit zou onvermijdelijk volgen dat de regelmatig bepaalde kredieten der Begrooting, ontoereikend zouden wezen voor die verhooging van uitgaven.

» In beginsel dus, moeten de manschappen naar huis trekken voor de bepaalde tijdperken, behoudens zekere uitzondering, door de schranderheid der korpschoudeurs gemakkelijk te onderscheiden.

» Daarentegen is het ook niet aan te nemen dat een zelfde man een onbeperkt getal verlofdagen verwerft, vermits men zoodoende de eischen van zijn onderricht en van zijne militaire opleiding zou miskennen. »

3^o Levensverzekering ten voordeele der familiën van onderofficieren.**Vraag.**

« Vele onderofficieren wenschen het gedeelte hunner vergelding dat in de Spaarkas wordt gestort, te veranderen in eene verzekering op 't leven ten voordeele van hunne familie.

» Wil de heer Minister de noodige maatregelen nemen om zulke loffelijke voorzorg te veroorloven en zelfs aan te moedigen? »

Antwoord.

« Die zaak ligt thans ter studie. Daarover wordt briefwisseling gevoerd tusschen het Ministerie van Oorlog, dit van Financiën en Openbare Werken en de Algemeene Spaar- en-Lijfrentekas. »

Die vraag staat in verband met eene andere, betreffende een punt, waarop reeds menigwerf door de Middenafdeeling de welwillende aandacht van den heer Minister van Oorlog werd gevestigd.

4^o Pensioenen der weduwen en weezen van gehuwde onderofficieren.**Vraag.**

« Hoe staat het met de studie, sedert verscheidene jaren door de Middenafdeeling gevraagd, over het pensioen voor weduwen en weezen van gehuwde onderofficieren? »

Antwoord.

« Een wetsontwerp tot inrichting van eene pensioenkas ten voordeele van weduwen en weezen van onderofficieren, korpuraals en soldaten, is thans tot onderzoek overgemaakt aan het Ministerie van Financiën en Openbare Werken. »

5^o Toelating der vrijwilligers van beroep tot de voordeelen der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen.

Vraag.

« Zouden vrijwilligers van beroep het gedeelte hunner vergelding dat in de Spaarkas wordt gestort, niet mogen aanwenden om het voordeel te genieten van de wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen, evenals de vrijwilligers met premie, aan wie die gunst wordt toegestaan? »

Antwoord.

« Ten einde de belanghebbenden het voordeel te laten genieten van de bepalingen der wet op de werkmanswoningen, geeft het Ministerie van Financiën en Openbare Werken machtiging om de sommen weg te nemen, die ter Algemeene Spaarkas zijn gestort ten voordeele van alle bezoldigde militairen (miliciens, vrijwilligers van beroep, opnieuw dienstnemenden). »

Laat ons hier aanmerken dat het van het hoogste gewicht is de militairen tijdens hun verblijf bij het leger bekend te maken met de voordeelen welke zij kunnen trekken uit de maatschappelijke instellingen onzes lands.

De Middenafdeeling heeft op dat punt reeds aangedrongen en de heer Minister gaf machtiging tot het houden van talrijke garnizoens- en regimentsvoordrachten, door den heer Coucke, luitenant bij den staf.

De militaire tijdschriften brachten eene welverdiende hulde aan dat initiatief.

De Middenafdeeling verlangt dat de heer Minister nader zou onderzoeken of daarover geene leergangen kunnen gegeven worden aan de toekomstige officieren der Militaire School en in de regimenten.

Dat werd in Frankrijk gedaan, op verzoek van den heer Minister van Oorlog.

6^o Burgerlijke beambten bij 't leger.

Vraag.

« In welke mate worden de militaire beambten bij het leger vervangen door burgerlijke? »

Antwoord.

« Op 1 Januari 1904 waren 928 militaire beambten vervangen door burgerlijke. »

7^o Reserve-vrijwilligers.

Vraag.

« Hoeveel kost aan het Departement de instelling van de reserve-vrijwilligers? »

» Hoeveel zijn er? »

Antwoord.

« Het krediet tot vergelding van de reserve-vrijwilligers is uitgetrokken op de Begrooting der Openbare Schuld, welke voor het dienstjaar 1903 uit dien hoofde 50,810 frank te betalen had.

» Het getal reserve-vrijwilligers bedraagt op 31 October 1905 :

537 } 519 voor vier jaar.
18 voor twee jaar. »

III. — Artillerie en genie.

De Middenafdeeling toont zich steeds bezorgd om den toestand waarin de officieren der bijzondere wapens verkeerden, en stelde dienaangaande de volgende vraag aan den heer Minister :

Vraag.

« Denkt de heer Minister dat er, behalve het wetsontwerp betreffende de officieren der genie, dat hij reeds overlegde, een algemeen wetsontwerp aan de Kamer dient onderworpen te worden, tot regeling van de bevordering der officieren bij de artillerie en bij de genie?

» Wordt die zaak bestudeerd en wanneer zullen de studiën afloopen? »

Antwoord.

« Het wetsontwerp betreffende de officieren bij de genie strekt niet om hunne bevordering te regelen, maar wel om te voorzien in het ontoereikend getal dier officieren, ten gevolge van de meerdere diensten waarmede zij belast zijn.

» Voor de artillerie, moet er gewacht worden totdat men bepaald weet welk nieuw materieel dient te worden aangenomen, en welke wijziging toegebracht aan de inrichting van dat wapen. »

Herhaalde malen werd ook reeds gewezen op de trage bevordering in het kader der adjuncten bij de genie en op den onzekeren toestand der tijdelijke toezieners bij dezen dienst.

Kan de heer Minister op de adjuncten der genie niet dezelfde bepalingen toepassen als die welke de bevordering regelen in de kaders der conducteurs van bruggen en wegen en der afdeeling-onderoversten bij het Bestuur van Staatsspoorweg, waar men een einde heeft gemaakt aan de trage bevordering, waarover werd geklaagd?

Volgens die bepalingen, zou men gemiddeld om de drie jaar benoemingen kunnen doen of verhooging van jaarwedde verleenen, het getal ambtenaren in iedere klas doen verschillen volgens de behoeften en binnen de perken der kredieten van de begrooting.

Kan het kader van de bestendige toezieners der genie niet worden vermeerderd, om tot dien graad te benoemen de tijdelijke toezieners die de vereischte examens aflegden, en thans vijftien of twintig jaar lang in hun

tijdelijk ambt moeten blijven, waar zij recht hebben noch op pensioen noch op een der voordeelen verleend aan het bestendig personeel der genie ?

Overigens schijnt het dat de bevordering der toezieners bij de genie redematiger zou wezen, indien zij geregeld was zooals die der secretarissen-archivarissen bij het Ministerie van Oorlog.

Kunnen anderzijds de jaarwedden der bestendige toezieners van 3^o klasse niet worden verhoogd, om rekening te houden met de groote sommen die hun, bij hunne benoeming tot dit ambt, worden afgehouden om het pensioen hunner weduwen en weezen te verzekeren ?

Kan men op deze beambten niet dezelfde schaal van jaarwedden toepassen als op de andere kaders van toezieners van Staatswerken ?

IV. — Vesting Antwerpen en verlaten vestingwerken.

1^o Vesting Antwerpen.

Vraag.

« Hoe is het gesteld met de studiën over het nieuw stelsel der vesting Antwerpen, en zal het Departement van Oorlog in staat zijn om een volledig ontwerp voor te stellen, zoodra de oplossing der andere er mede in verband staande vraagstukken gereed is, met het oog op het overleggen van een wetsontwerp ?

» Kunnen de krijgsmachtbaarheden binnen (1) de eerste omheining welke vervangen dienen te worden, niet van stonden aan geheel of gedeeltelijk worden afgeschaft ? »

Antwoord.

« De studiën dienaangaande worden ijverig voortgezet.

» Het opmaken van de plannen der nieuwe stelsels tot verdediging der vesting Antwerpen zal het oogenblik waarop de Regeering dat gewichtig vraagstuk aan de Kamers zal kunnen onderwerpen, geenszins vertragen.

» De onroerende goederen, gelegen binnen de omheining, zijn niet onderhevig aan de dienstbaarheden, opgelegd door het besluit-wet van 4 Februari 1815.

» De krijgsmachtbaarheden buiten de bestaande omheining kunnen eerst dan worden afgeschaft, wanneer die verdedigingslijn *buiten gebruik is gesteld*. De enige vrijstellingen welke de wet van 28 Maart 1870 toelaat, betreffen de bebouwde omtrekken. Al diegene welke in de vereischte voorwaarden verkeerden om ontslagen te worden, werden het reeds vroeger. »

2^o Forten in het arrondissement Dendermonde en Sint-Nicolaas.

Vraag.

« Welke inzichten heeft de heer Minister aangaande de bestemming der verlaten forten in het arrondissement Dendermonde en Sint-Nicolaas ? »

(1) Lees « buiten ». (*Nota van den Verslaggever.*)

Antwoord.

« De eenige *verlaten* forten der arrondissementen Dendermonde en Sint-Nicolaas zijn het fort te Austruweel (of Isabella-fort) en het fort te Burcht, op den linkeroever der Schelde vóór Antwerpen.

» Alhoewel niet bezet, moeten deze vestingen nog bij het Staatsdomein behouden blijven, evenals de oude forten van Zwijndrecht en Calloo, en de aanpalende gronden der zoogenaamde nieuwe stad, omdat het kriegsbelang en het latere financieel belang van den Staat vergt dat er over al die gronden in 't algemeen kan worden beschikt op 't oogenblik dat het noodig zou kunnen zijn nieuwe vestingwerken op den linkeroever der Schelde te bouwen.

» Het fort op het Vlaamsch Hoofd, *buiten gebruik* gesteld als vestingwerk, ten gevolge waarvan de krijgsveldtoestanden werden opgeheven voor de omliggende eigendommen, bevat vele aanzienlijke gebouwen, die worden gebruikt voor den krijgsveldtoest, en de grachten dienen gedeeltelijk voor de onderrichting der pontonniers.

» Al die gebouwen, met onderscheidene inrichtingen, zijn noodig en moeten worden behouden, zolang er geene andere ter vervanging zijn opgericht. »

V. — Militaire gebouwen.**1° De militaire broodbakkerij te Luik.**

Dat gebouw vergt aanzienlijke herstellingen.

Het is gelegen op de Fragnée-kaai, langs eene der lanen leidende naar de Tentoonstelling, in 1903 te houden.

Daar nijverheidsgebouwen over 't algemeen geen behagelijk voorkomen hebben, had de Algemeene Commissaris der Tentoonstelling te Luik gevraagd dat de Middenafdeeling voor de Begroting van Oorlog het inzicht van het Ministerie dienaangaande zou polsen.

Om dien wensch in te willigen, werd de volgende vraag gesteld :

« Is het waar dat de militaire broodbakkerij te Luik moet worden vergroot ?

» Zoo ja, ware het niet beter den grond van de bestaande bakkerij te verkoopen, daar die grond, op de Fragnée-kaai gelegen, aanzienlijke waarde heeft, en de bakkerij elders te bouwen, op eene plaats waar de grond niet zoo duur is? »

Daarop antwoordde de Heer Minister :

« De bakkerij te Luik moet inderdaad worden vergroot. Het Departement van Oorlog bezit daartoe den noodigen grond en een krediet is voor de gebouwen uitgetrokken op de buitengewone uitgaven.

» Het Krijgsbestuur heeft er geen belang bij dat de bakkerij wordt verplaatst; werden er evenwel voorstellen gedaan voor die verplaatsing, het zou ze kunnen onderzoeken.

» Die voorstellen moeten ten spoedigste bij het Ministerie van Oorlog

inkomen, want de bakkerij te Luik verkeert in zulken toestand dat de ontworpen werken onverwijld moeten verricht worden. »

De broodbakkerij moet noodzakelijk zijn verbonden met den Staatsspoorweg en daarom kan zij bezwaarlijk worden verplaatst.

Overigens schijnt het, volgens onlangs verworven inlichtingen, dat het nieuw gebouw eenen gevel zou hebben welke niet zou afsteken bij het algemeen voorkomen der gebouwen op de Fragnéekaai.

2^o *De Kattenberg-kazern.*

Vraag.

« Wanneer zullen de werken der Kattenberg-kazern te Gent voltooid zijn? »

Antwoord.

« Het metselwerk der drie bataljonsblokken is voltooid.

» Dat der andere gebouwen, uitgenomen het ingangsgebouw in de De Crayerstraat, zal voltooid zijn rond het midden van 't jaar 1903; eene aanbesteding voor het voltrekken der reeds gebouwde en in opbouw zijnde inrichtingen zal plaats hebben tegen het einde van 't jaar 1904.

» Zoo kan desnoods de kazern worden betrokken in 't begin van 1906.

» Bedoeld ingangsgebouw kan in 1906 worden opgericht, wanneer de kazern reeds zal betrokken zijn. »

VI. — *Verscheidene zaken.*

Nog andere vragen werden gesteld, ten gevolge van opmerkingen, vermeld in de processen-verbaal der afdeelingen of uitgedrukt door leden der Middenafdeeling; zij betreffen de volgende punten :

1^o *Aankoop van paarden voor 't leger.*

Vraag.

« Over welke sommen beschikten de regimenten der cavalerie, der veldartillerie en van den trein, op 1ⁿ December 1903, voor het aankopen van paarden voor 't leger? »

» Hoeveel paarden konden en kunnen die troepen nog aankopen in December 1903, te weten :

» Rijpaarden voor de cavalerie;

» Rijpaarden voor de artillerie;

» Trekpaarden voor de artillerie en den trein? »

Antwoord.

« De noodige rijpaarden voor 't leger zijn telken jare op 1ⁿ November aangekocht.

» Alleen de trekpaarden voor de regimenten van de artillerie en van den trein worden ook nog in den winter aangekocht.

» Die regimenten beschikten op 1^{re} December 1903 over het noodige geld voor den aankoop van 81 trekpaarden die nog ontbraken voor de getalsterkte in vreedstijd. »

2^o Hoogeschool-studenten.

Vraag.

« Kan het Ministerie van Oorlog de gunst, verleend aan de militairen die hogere studiën doen, niet uitbreiden tot een grooter getal onderwijs-gestichten, zooals het Conservatorium te Gent, de Sint-Lucasschool en de leergangen voor tuinbouw? »

Antwoord.

« Er dient opgemerkt te worden dat zoo het Ministerie van Oorlog de aanvragen moest inwilligen, door talrijke gestichten gestadig ingezonden opdat hunne leerlingen in de hoogeschool-compagniën zouden opgenomen worden, men eerlang in het leger, althans voor een aanzienlijk gedeelte, geene andere manschappen meer zou hebben dan die welke gansch hunnen tijd op de schoolbanken verslijten, terwijl die tijd, naar luid van de wet, uitsluitend moet besteed worden aan het onderricht en de militaire opleiding in den rang der legereenheden.

» Ook zag het Ministerie van Oorlog zich verplicht bedoelde aanvragen regelmatig van de hand te wijzen, en zich dienaangaande te beperken tot de reeds talrijke gestichten die bedoeld voorrecht genoten vóór de jongste wet, waarbij de werkelijke dienstdienst werd verkort.

» Onder die gestichten komt overigens het Conservatorium te Gent voor. »

3^o Oefeningen bij nacht.

Vraag.

« Is het waar dat er heel dikwijls oefeningen worden bevolen voor den nacht tusschen Zaterdag en Zondag? Denkt de heer Minister niet dat zij moeten verboden worden? »

Antwoord.

« Ten gevolge van de verbeterde uitrusting, zal het dikwijls noodig zijn des nachts legeroefeningen te doen in de nabijheid van den vijand.

» Derhalve schrijven de kriegsverordeningen talrijker oefeningen van dien aard voor.

» Die algemeene voorschriften gaan uit van het Ministerie van Oorlog, doch de toepassing dient te worden overgelaten aan de korpsversten, die

verantwoordelijk zijn voor den graad van onderricht der troepen die onder hun bevel staan.

» De nacht tusschen Zaterdag en Zondag moet natuurlijk niet bij voorkeur op andere nachten worden verkozen; doch tot hiertoe laat niets onderstellen dat het zoo geschiedt. »

4^o *Kleeding der troepen.*

Vraag.

« Ieder jaar wordt op de Begrooting een krediet uitgetrokken voor de kleeding der troepen.

« Naar luid van artikel 1 der verordening, toegevoegd aan het koninklijk besluit van 18 April 1898, moet die som berekend worden naar de organieke getalsterkte op vredesvoet; die getalsterkte, welke 44,700 man bedroeg van 1899 tot 1903, is gebracht op 40,800 man voor 1904, of 3,900 man minder.

« Waarom handhaaft het Ministerie van Oorlog op de Begrooting voor 1904 hetzelfde krediet voor de kleeding der troepen als gedurende de jaren 1899 tot 1903, en waarom wordt op de Begrooting voor 1904 het krediet niet berekend naar den bepaalden grondslag?

« Het Departement van Oorlog wordt verzocht die berekening te doen, ten einde de Kamers in te lichten en ze op de Begrooting te hernieuwen, iedermaal dat de organieke getalsterkte op vredesvoet wordt gewijzigd. »

Antwoord.

« Het krediet voor de kleeding wordt bepaald naar het getal aanwezige manschappen, en dat getal verminderde niet.

» Uit de ondervinding blijkt dat de gemiddelde som, verleend per man en per paard voor den dienst van kleeding en paardentuig, niet overdreven is; met die som moet niet alleen worden voorzien in de behoeften in vreedstijd, maar ook worden aangeschaft de noodige voorraad met het oog op eene mogelijke mobiëlmaking van 't leger.

» Het belang van 's lands verdediging vergt dat de samenstelling van dien voorraad niet openbaar wordt gemaakt. »

5^o *Vergoeding wegens paarden, verloren naar aanleiding van den dienst.*

Vraag.

« Krijgen de officieren, wier paarden buiten dienst geraken ten gevolge van eene opgelegde oefening, daarvoor vergoeding?

» Zooniet, acht de heer Minister het niet billijk ze hun te verleen? »

Antwoord.

« Ja, voor zooveel het paard *verloren* is, 't is te zeggen gedood werd of werd afgemaakt of stierf ten gevolge van kwetsuren bekomen bij het

uitvoeren van een bevolen dienst of gedurende de deelneming aan een buitengewonen dienst (grootte legeroefeningen, schietoefeningen, dienst der openbare veiligheid, enz.).

» Door het koninklijk besluit van 3 November 1898, dat deze bepaling bekrachtigt, werd eenvoudig uitgebreid tot de diensten in vreedstijd eene soortgelijke bepaling der verordening van 1819 op het bestuur van 't leger, naar luid van welke bepaling eene vergoeding wordt toegekend aan officieren die een paard *verliezen* tegenover den vijand.

» Moest dat besluit nog meer uitgebreid worden, dan zouden er misbruiken te vreezen zijn. »

6^o Militaire apothekers en kapiteins van kleeding.

Vraag.

« Is de heer Minister niet van plan gevolg te geven aan de klachten der militaire apothekers en der kapiteins beheerders der kleeding, reeds meermaals uitgebracht bij de behandeling der Begrooting van Oorlog? »

Antwoord.

« Verwijzend naar haar antwoord aan de Middenafdeeling voor 1903, in zake de apothekers, en naar eene verklaring, afgelegd ter Kamerzitting van 19 Juni 1903, in zake de kapiteins beheerders der kleeding, acht de Regeering dat de huidige toestand niet dient te worden gewijzigd. »

7^o Voorloopige pensioenen.

Vraag.

- « Wat verstaat het Departement van Oorlog door « voorloopig pensioen » ?
- » Wie beslist over het toekennen van zulk pensioen?
- » Krachtens welke wet wordt het verleend en naar welke regelen? »

Antwoord.

« Voorloopig pensioen is eene tijdelijke soldij of een soort van wachtgeld, verleend voor één jaar, aan elken militair beneden den graad van officier, die lijdt aan eene krankheid *vatbaar voor beternis*, doch welke hem *tijdelijk* buiten staat stelt om dienst te doen en in zijn onderhoud te voorzien door werkzaamheden of ambtsbezigheden in het privaat leven.

» Die pensioenen worden toegekend krachtens koninklijke besluiten, op voorstel van het Departement van Oorlog.

» Zij worden verleend bij uitvoering van de begrootingswetten en betaald op de kredieten die jaarlijks ter beschikking van bedoeld Departement worden gesteld. De rechten op voorloopig pensioen worden toegekend in den

vorm en binnen het tijdperk bepaald bij koninklijk besluit van 20 December 1889, n^o 9448, voor de eigenlijke pensioenen.

» Het voorloopig pensioen — waarvan het bedrag overigens hetzelfde is als dit van het bestendig pensioen — kan hernieuwd worden, wanneer de rechten op die vergelding blijken uit een onderzoek ten overstaan van de bevoegde geneeskundige overheid.

» In geval van genezing, herneemt de belanghebbende, die nog niet werd ontslagen en zijne krijgsplichten nog niet volbracht, zijn werkelijken dienst of wordt met onbepaald verlof heengezonden.

» Betert de krankheid derwijze dat ze niet meer ongeschikt maakt tot arbeid, doch evenwel verhindert den werkelijken dienst te hernemen, dan wordt het pensioen ingetrokken en vervangen door eene schadevergoeding. Deze vergoeding wordt jaarlijks hernieuwd als onderstand, in geval de krankheid werd opgedaan ten gevolge van dienstplichten.

» Komt het tijdelijk pensioen te vervallen, dan kan de belanghebbende het terugbekomen, indien hij binnen het tijdperk, bepaald bij artikel 16 van vermeld koninklijk besluit, bewijst dat hij de vereischte aanspraak daarop heeft.

» Een militair die voorloopig op pensioen is gesteld, vooraleer uit het leger te worden ontslagen, wordt op de lijsten der manschappen behouden. In dat geval kan hij worden beschouwd als zijnde in beschikbaarheid met soldij, en de tijd, gedurende welken hij bewuste som trekt, wordt medegerekend voor het bestendig pensioen of de lijfrente »

8^o *Burgerlijk personeel bij het Ministerie van Oorlog.*

Vraag.

« Werd de toestand van het burgerlijk personeel bij het Ministerie van Oorlog verbeterd, sedert daartoe een krediet van 12,000 frank is toegestaan? »

Antwoord.

« Met het verleende krediet van 12,000 frank voor het burgerlijk personeel bij het Ministerie van Oorlog, kon men nieuwe plaatsen van bureel-onderoversten en van beambten van eerste klasse toekennen en dat heeft den toestand van bedoeld personeel merklijk verbeterd. »

9^o *Maatschappijen van gewezen militairen.*

Vraag.

« Sedert 1898, worden op de Begrooting van Oorlog jaarlijks toelagen verleend aan maatschappijen van gewezen militairen, om gemakkelijker een vaandel aan te koopen.

» Hoeveel beloopt de sommen, uit dien hoofde sedert 1898 tot heden betaald, en hoeveel maatschappijen ontvingen toelagen?

Antwoord.

« Sedert 1898 werd als toelagen voor het aankopen van een vaandel in 't geheel 37,412 frank verleend aan 249 maatschappijen van gewezen militairen. »

10^o Overdrachten.**Vraag.**

« Sedert twee of drie jaar, staat op de Begrooting van Oorlog achteraan artikelen 6 tot 9 en 10 tot 14 eene bepaling, krachtens welke de Minister gemachtigd is kredieten, die te zamen meer dan 25 millioen bedragen, te vereenigen of van het een artikel naar het andere over te dragen.

» Zoo iets bestaat voor geene enkele andere begrooting; het is in strijd met de wet op Staats rekenplichtig beheer, en verhindert ten slotte alle toezicht vanwege de Kamer.

» Om welke redenen vroeg het Ministerie van Oorlog alleen zulke overdreven rechten? »

Antwoord.

« Ten gevolge van onvoorziene omstandigheden (werkstakingen, wanorde, veeziekten, meerdere aanwerving van vrijwilligers bij zekere wapens, enz.) kunnen de kredieten, bestemd voor de jaarwedde en de soldij, overtroffen worden bij het eene wapen, terwijl het uitgetrokken krediet voor een ander wapen niet gansch wordt verbruikt.

» In voorkomend geval, moet men in staat worden gesteld om met de overschotten het tekort aan te vullen, opdat de jaarwedde en de soldij in elk geval betaald zouden worden. »

11^o Voorraad levensmiddelen.**Vraag.**

« Over hoeveel rantsoenen ingemaakt vleesch en beschuit (reserve-proviand) beschikte het Departement van Oorlog op 1^o Januari 1903, voor het leger te velde en voor de garnizoenen der vestingen? »

Antwoord.

« In het belang van 's lands verdediging, mag niet worden bekend gemaakt hoeveel voorraad werd opgedaan met het oog op de mogelijke behoeften bij eene mobielmaking. »

VII. — Stemmingen.

In de Afdeelingen werd over de Begrooting van Oorlog volgenderwijs gestemd :

1 ^{ste} Afdeeling	6 ja	6 neen	2 onthoudingen.
2 ^{de} id.	11 »	1 »	3 »
3 ^{de} id.	7 »	3 »	
4 ^{de} id.	7 »	4 »	1 onthouding.
5 ^{de} id.	8 »	1 »	
6 ^{de} id.	4 »	10 »	
	43 ja	25 neen	6 onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde het ontwerp goed met 5 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,
HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,
NERINCX.

VIII.

NOTA DER MINDERHEID.

MIJNE HEEREN,

Sedert jaren werd de Begrooting van Oorlog, nochtans de aanzienlijkste onzer begrootingen van uitgaven, door de Kamer niet meer ernstig en grondig onderzocht.

Ziehier eenige datums, die het gegronde van deze bewering bewijzen :

Begrooting voor 1900. — Het verslag werd overgelegd den 15ⁿ Maart en de beraadslagingen aangevangen den 2ⁿ Mei, ofschoon het zittingsjaar den 5ⁿ Mei werd gesloten.

Begrooting voor 1901. — Het verslag werd den 2ⁿ April overgelegd, en de beraadslaging, den 6 Augustus aangevangen, werd dadelijk gesloten.

Begrooting voor 1902. — Eerst den 10ⁿ April werd het verslag der Middenafdeeling overgelegd. Den 5ⁿ Mei, dat is twee dagen vóór het sluiten van den zitting, werd de beraadslaging geopend, en in min dan een uur gesloten!

Begrooting voor 1903. — Den 13ⁿ Maart werd het verslag overgelegd. De beraadslaging vond plaats van 17 tot 23 Juni, in ochtendvergaderingen, voor ledige banken!

En toch, 't is goed het te herinneren, de Begrooting van Oorlog is diegene welke ons het meest kost, ofschoon België een onzijdig land is en wij sedert twintig jaar aan 't bewind hebben eene partij die steeds opkwam tegen verzwaring der krijgslasten.

Waarom is deze waarlijk betreurenswaardige toestand te wijten?

De voornaamste reden is dat het hoofd van het Departement van Oorlog verlangt dat er over zijn beheer zoo weinig mogelijk wordt gesproken.

Vaak worden de verslagen der Middenafdeeling laattijdig overgelegd. Doch niet steeds is de heer Verslaggever aansprakelijk voor die vertraging; meesttijds is zij te wijten aan het Departement van Oorlog, dat al te lang wacht om te antwoorden op de eenvoudigste, gemakkelijkste vragen, hem door de Middenafdeeling gesteld. En wat nog erger is, wanneer de Minister van Oorlog eindelijk uitleggingen geeft over de hem door den heer Verslaggever overgemaakte vragen, dan doet hij het met weergalooze losheid en ontwijkt hij schier altijd de vraag.

't Zijn niet enkel de leden der minderheid die klagen over de houding van den heer Minister van Oorlog. De achtbare heer Henry Delvaux, sedert enkele jaren aangesteld als Verslaggever over de Begrooting van Oorlog, heeft insgelijks, en wel met kennis van zaken, geklaagd over de wijze waarop men in het Departement van Oorlog handelt tegenover de Volksvertegenwoordigers.

Ter Kamersitting van 4 Mei 1900, zegde de achtbare heer Henry Delvaux dienaangaande het volgende :

« De heer HENRY DELVAUX. — ... De Middenafdeeling heeft den Minister een aantal vragen toegestuurd, en ik moet bekennen dat *de Afdeeling verwonderd was over de verdragingsmiddelen, door het Departement van Oorlog ten haren opzichte aangevend.* » (*Ann. parl.*, blz. 1342.)

Iets verder zegde de heer Henry Delvaux : « Wij zijn er zoowat aan gewoon dat het Departement van Oorlog *den draak steekt met de leden des Parlements.* » (*Ann. parl.*, blz. 1344.)

Wat zal er gebeuren met de Begrooting voor 1904? Zal de Kamer in staat worden gesteld om ernstig te beraadslagen over de Begrooting van Oorlog? Daaraan twijfelen wij, des te meer daar de zittijd zeer kort zal wezen, vermits de verkiezingen plaats hebben in de aanstaande maand Mei.

In zulke omstandigheden heb ik als lid dat de minderheid in de Middenafdeeling vertegenwoordigt, het mij als plicht aangerekend eene nota der minderheid op te stellen en zodoende, namens de oppositie of ten minste namens het meerendeel der leden van de oppositie, de Kamer en het land bekend te maken met de voornaamste redenen waarom wij stemmen tegen de Begrooting van Oorlog voor 1904.

I.

Sedert twintig jaar namen de uitgaven voor het leger aanzienlijk toe, en met reden mag men zich afvragen wat er is geworden van de beloften der leiders van de rechterzijde, die indertijd opkwamen tegen de krijgsuitgaven der liberale partij, plechtig verklaarden dat zij de Begrooting van Oorlog wilden brengen op 25 miljoen frank, en aan de liberale regeering geen man, geen kanon, geen cent daarboven zouden geven!

Welke zijn de wezenlijke kosten die ons land voor zijn leger draagt?

Om nauwkeurig te antwoorden op dergelijke vraag, hoeft men verschillende begrootingen, waarop krijgsuitgaven voorkomen, van nabij te beschouwen.

Zodoende, geraakte ik tot den volgende uitslag :

Begrooting van Oorlog	fr. 55,350,000 »
Begrooting der Gendarmerie ⁽¹⁾	8,724,000 »
Militaire pensioenen	5,477,000 »
Vergelding der miliciens	14,031,000 »
Rente voor krijgstdienstbaarheden	85,000 »
Aandeel der Begrooting van de Openbare schuld voor buitengewone krijgsuitgaven (350 miljoen)	11,400,000 »
Te zamen.	fr. 95,067,000 »

Is dat geene overgrootte uitgave, buiten alle verhouding, wanneer men bedenkt dat België een onzijdig land is?

De uitgaven voor den oorlog alleen, of om het juister te zeggen, voor

(1) Tot in 1875, behoorde de Begrooting der Gendarmerie, die toen 2,700,000 frank bedroeg tot de Begrooting van Oorlog.

's lands verdediging, overtreffen diegene welke men het land oplegt voor de Begrooting van Justitie, van Binnenlandsche Zaken, van Openbaar Onderwijs, van Landbouw, van Nijverheid en Arbeid ⁽¹⁾.

Per inwoner, bedraagt de uitgave meer dan 14 frank.

Met uitzondering van Frankrijk, Duitschland en Engeland, besteedt België het meest aan zijne verdediging, en nog zijn de heeren militaristen niet tevreden!

Ziehier het bedrag der jaarlijksche uitgaven, met inbegrip der buitengewone uitgaven in vreedetijd, per inwoner ⁽²⁾:

Zweden en Noorwegen, per inwoner	fr. 12 80
Italië, —	12 50
Spanje, —	10 80
Denemarken, —	9 50
Oostenrijk-Hongarije, —	9 40
Rusland, —	8 60
Griekenland —	8 60
Portugal, —	8 30
Rumenië, —	7 80
Zwitserland —	7 80
Bulgarijê, —	6 40
Turkije, —	6 40
Servië, —	6 30

't Is onbegrijpelijk dat een land als het onze goedgegunstig zooveel millioenen besteedt aan zijne verdediging.

En ware België, dat zich dergelijke opofferingen getroost, er dan nog zeker van dat het zijn grondgebied kan vrijwaren, in geval van vijandelijken inva! Doch neen. De meest bevoegde krijgskundigen zijn van oordeel dat, moest morgen ons land worden overrompeld door een onzer machtige naburen, onze arme dappere soldaten door de overmacht zouden worden verpletterd!

Daarenboven is de toestand des legers uiterst betreurenswaardig. Een aantal officieren verblijven in den vreemde en zouden, in geval van mobielmaking, aan de oproeping niet beantwoorden. Vele anderen bekleeden sedert jaren sedentaire of bijzondere betrekkingen. Sommigen stonden nooit aan 't hoofd van hun commando of van hun dienst. De reserve-officieren, in 1887 tot stand gekomen, vervoegden nooit hunne eenheid en zouden, in geval van oorlog, worden ingelijfd bij de werkdadige compagniën. 1,400 onderofficieren en korporaals zijn geene 19 jaar oud! Er valt niet

(1) Begrooting van Justitie	fr. 26,000,000 »
— van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs	52,000,000 »
— van Landbouw	14,000,000 »
— van Nijverheid en Arbeid	21,000,000 »

Te zamen. . . fr. 93,000,000 »

(2) *Atlas universel politique, de statistique et du commerce*, door A.-L. Hickmann; uitgevers: G. Freytag en Berndt, te Weenen (1902).

ernstig aan te denken om van deze jongelingen kaders te vormen voor manschappen van 20 tot 33 jaar. Nadat onze miliciens met onbepaald verlof zijn weggezonden, blijven zij nog tien jaar ingeschreven. Wij hebben reservevrijwilligers van meer dan 33 jaar, die aan de Regeering de fabelachtige som van 40 frank per jaar kosten! Het vraagstuk der Antwerpsche vestingwerken is nog niet opgelost. Het komt opnieuw ter spraak telkenmale er in Antwerpen verkiezingen plaats hebben voor de Wetgevende Kamers. De artillerie bezit nog niet het nieuw snelschietend materieel. Zij verkeert in een tastbaren toestand van minderheid tegenover onze naburen. Eindelijk, onze getalsterkte op vredesvoet bleef in de laatste jaren vele duizenden manschappen beneden de wettige getalsterkte!

Is het niet onvergeeflijk dat men, in zulke voorwaarden, voor het onderhoud van een leger dat niet in staat is gesteld om den geboortegrond te verdedigen, het grootste gedeelte uitgeeft van de geldmiddelen, door de Regeering aan het land gevraagd?

In alle landen vraagt de socialistische partij om afschaffing der legers en inrichting van het international scheidsgerecht, tot regeling d'ér geschillen tusschen volkeren. In de laatste jaren vonden deze vredelievende denkbelden veel bijval, en stellig is het dat, naarmate het arbeidend volk ernstiger zal verdedigd zijn in de parlementen, het bestaande stelsel, zoo schadelijk voor de volkeren, allengskens zal veranderen, om te leiden tot vreedzame regeling der geschillen tusschen de mogendheden.

Doch in afwachting van die betere tijden, erkent de socialistische partij dat ieder land verplicht is te zorgen voor zijne eigene verdediging. En om die verdediging doelmatig en tevens goedkoop te maken, stelt zij voor om de gewapende natie in te richten, naar 't voorbeeld van wat sedert vele jaren in Zwitserland bestaat, want het stelsel der militiën geeft aan dat land in tijd van gevaar de talrijkste verdedigingsmacht en vergt in tijd van vrede de minste offers aan geld en manschappen.

Jaarlijks verteert België 93 miljoen frank, om in geval van oorlog te beschikken over 220,000 man, met inbegrip van de burgerwacht.

Daarentegen verteert Zwitserland slechts 25 miljoen per jaar, en kwam zijne veiligheid in gevaar, het zou mogen rekenen op 500,000 verdedigers: 150,000 keursoldaten, 87,000 landwehr en 277,000 landsturm.

Het stelsel der militiën is dus onbetwistbaar het goedkoopste en zekerste, inzonderheid voor kleine landen als België.

Waarom ontmoeten zijne voorstanders dan zooveel weerstand tegen zijne invoering?

De militaristen van beroep bestrijden het stelsel der militiën, omdat daarmede een einde zou komen aan de heerschappij van den staf en van de willekeurig overdreven kaders (1), die meerendeels prettige eerebaantjes zijn voor edelmans- of burgerszonen.

Hunnerzijds bestrijden de behoudsgezinde bewindslieden het stelsel der gewapende natie en geven de voorkeur aan staande legers, omdat het naar

(1) In het Belgisch leger telt men één officier voor tien onderofficieren, korporaals of soldaten; één ambtenaar, beambte of burgerlijk agent voor 12 korporaals en soldaten; één onderofficier voor 7 korporaals en soldaten.

hun oordeel, hoofdzaak is de overmacht der rijke standen te handhaven. 's lands verdediging komt maar in de tweede plaats. Van de twee vijanden, vreezen zij het meest den *binnenlandschen*, en wat ongelooflijk mag heeten, zij roepen de ellendigste klasse der bevolking op, om het leger te vormen dat hunne eigendommen en voorrechten moet verdedigen !

II.

Daareven zegde ik dat de zorg om 's lands verdediging eene bijzaak is voor de huidige Regeering.

Is de beraadslaging, in December laatstleden gevoerd over de getalsterkte des legers op vredesvoet, daarvan niet een overtuigend bewijs?

Tijdens de beraadslaging over het ontwerp tot herinrichting des legers heb ik, mij steunend op de verklaring der Regeering, dat zij geene verzwaaring van persoonlijke lasten vroeg, bij amendement voorgesteld om de getalsterkte des legers op vredesvoet te bepalen op 39,800 man.

De achtbare Minister van Oorlog bestreed mijn amendement, zeggende dat hij in vredestijd eene getalsterkte van 42,800 man noodig had.

Een van beide nochtans : of de generaal sprak de waarheid, toen hij verklaarde dat hij, ten gevolge der nieuwe legerwet de persoonlijke lasten niet wilde verzwaren, en dan mocht hij geene aanspraak maken op eene hoogere wezenlijke, gemiddelde en soldijtrekkende getalsterkte dan waarover hij in voorgaande jaren beschikte; of hij verzweeg de waarheid aan Kamer en land, toen hij zegde dat hij eene getalsterkte van 42,800 man noodig had.

Wat is, Mijne Heeren, de eenige practische wijze om de getalsterkte te berekenen ?

De heer luitenant generaal Cousebant d'Alkemade, Minister van Oorlog, legde het zeer duidelijk uit in zijne redevoering van 17 December 1903 :

« De gemiddelde getalsterkte, zegde hij, is de getalsterkte die men iederen dag kan onderhouden, krachtens de begrootingswet zelve. »

Hoe berekent men in die voorwaarden het cijfer der gemiddelde getalsterkte van een leger? Niets is eenvoudiger : Kent men het totaal der dagen soldij, aan de soldaten voor gansch het jaar betaald, dan deelt men dat cijfer met 365 en verkrijgt het juiste getal manschappen van de gemiddelde getalsterkte.

Met het oog op de beraadslaging over het contingent voor 1904, had ik den achtbaren Minister van Oorlog gevraagd wat voor de jaren 1899 tot 1903 het getal dagen aanwezigheid en soldij was dat werd vastgesteld. Ik bezat cijfers voor de dienstjaren 1895 tot en met 1898.

De Minister antwoordde mij niet. Het schijnt dat het verschaffen van die cijfers een overgrootte tijd en aanzienlijk werk zou gevegd hebben van de ambtenaren bij het Departement van Oorlog!

Ten einde inlichtingen te verkrijgen, die de Minister draalde om mij te geven, wendde ik mij tot den heer Voorzitter der Rekenkamer, en 's anderen-daags 's avonds had ik het gevraagde! Is dit geen nieuw bewijs van den onwil van het Departement van Oorlog om de Volksvertegenwoordigers in te lichten ?

Ziehier dus, *naar officieele bronnen*, wat jaar per jaar de gemiddelde getalsterkte van het Belgisch leger was, van 1896 tot het einde van 1902 :

DIENTJAREN.	Getal dagen soldij, op de Begrootingen van Oorlog uitgetrokken	Getal dagen, voor- zien op de Begroo- tingen wegens va- cantie, verblijf in de hospitalen en klein verlof of getal afgetrokken dagen.	Getal overblijvende of uit te geven dagen.	Getal dagen aanwezigheid en soldij, die werden vastgesteld of uitgegeven.	Gemiddelde getalsterkte aan- wezig en in soldij per dag.
1896	16,529,307	1,135,699	15,595,608	14,739,385	40,271 man.
1897	16,491,722	1,394,971	15,096,751	14,328,258	39,255 —
1898	16,491,722	1,409,349	15,082,373	14,178,204	38,844 —
1899	16,548,298	1,622,034	14,926,264	14,060,572	38,522 —
1900	16,531,508	1,632,848	14,898,660	13,613,377	37,296 —
1901	16,558,445	1,639,134	14,899,309	13,353,018	36,583 —
1902	16,558,445	2,117,505	14,420,938	15,363,880	36,613 —
1903	16,558,445	2,114,459	14,423,984		
1904	15,595,571	2,092,138	13,503,433		

Zooals gij ziet, *Mijne Heeren*, was sedert acht jaar het cijfer der gemiddelde getalsterkte veel lager dan de 42,800 man, door de Regeering gevraagd tijdens de beraadslaging over de nieuwe legerwet; zelfs bleef het beneden de 39,300 man, welke ik voorstelde door mijn amendement aan die wet (1).

- (1) *Getal manschappen die gemiddeld per dag ontbraken aan de getalsterkte, berekend naar de wettige getalsterkte van 42,800 man op vredesvoet.*

DIENTJAREN	Getalsterkte op vredesvoet, op de Begrooting gebracht	Wettige getalsterkte, die, volgens de Re- geering, gemiddeld per dag regelmatig moest aanwezig en in soldij zijn.	Getalsterkte die gemid- deld per dag aan- wezig en in soldij was, met inbegrip der onderofficieren met jaarwedde.	Getal manschappen die gemiddeld per dag aan de getalsterkte ontbraken.
1896	45,515	42,800	40,425	2,375
1897	45,336	42,800	39,409	3,391
1898	45,336	42,800	38,998	3,812
1899	45,490	42,800	38,639	4,161
1900	45,474	42,800	37,413	5,387
1901	45,493	42,800	36,700	6,100
1902	45,493	42,800	36,750	6,070
1903	46,193 (*)	42,800	(**)	—
1904	42,911 (*)	42,800	—	—

(*) *Burgers inbegrepen.*

(**) Het Departement van Oorlog weigert hardnekkig deze hem sedert twee maanden gevraagde inlichtingen te geven. Daaruit is af te leiden dat het antwoord uiterst ongunstig is voor zijne bewering.

Welken naam moet men geven aan de houding der Regeering in deze zaak?

Toen ik ter vergadering van 19 December 1903 die cijfers aanhaalde, welke de houding van den Minister van Oorlog logenstraffen en tevens het bewijs leverden dat hij de waarheid had verzwegen aan Kamer en land, in zake de gemiddelde getalsterkte, antwoordde de heer Minister niet op mijne redevoering, onder voorwendsel dat zijn antwoord beter op zijne plaats zou zijn in de beraadslaging over deze Begrooting.

Doch zal die beraadslaging dit jaar plaats vinden? Nogmaals, ik betwijfel het sterk, en in zulke omstandigheden is het noodig dat de oppositie hare stem kan doen hooren om de Kamer en tevens het land in te lichten.

De getalsterkte is dus verminderd. Zij wordt noodzakelijk verminderd, uitsluitend met het doel om te bezuinigen, want moest de Regeering dagelijks gemiddeld 42,800 man voeden, die zij beweert noodig te hebben, er zou uit dien hoofde minstens 3 millioen ontbreken op de Begrooting, en dan zou het Departement van Oorlog boven het cijfer geraken van de uitgave die het Hoofds des Kabinets tijdens de beraadslaging over de legerwet aanduidde, welk cijfer, zoo bevestigde hij, niet overtroffen zou worden!

De cijfers der getalsterkte worden nog verminderd omdat op de Begrooting van Oorlog, zooals zij aan de Kamers wordt voorgesteld, niet zijn vermeld eene reeks kredieten die nochtans werden uitgegeven. En 't is om te beschikken over het tot die uitgaven benoodigde geld, dat men duizenden soldaten met gedwongen verlof wegzendt, soms die ongelukkigen verplicht te bedelen, beroep te doen op de openbare of bijzondere liefdadigheid, ten einde niet van honger om te komen!

III.

Onder al de Begrootingen van den Staat, is die van het Departement van Oorlog het slechtst opgemaakt, en deze wanorde schijnt eene voorbedachte te zijn.

Kredieten, door de Kamers toegestaan, worden van hunne bestemming vervreemd en besteed voor andere zaken, wat blijkbaar in strijd is met de wet op Staats rekenplichtig beheer.

Duizenden soldaten worden slechts met verlof heengezonden opdat men zou kunnen bezuinigen op de sommen, door het Parlement toegestaan voor de soldij en de voeding der soldaten, en het beschikbare ten gevolge van deze bezuiniging wordt niet terug in de Schatkist gestort, maar wel gebruikt voor zaken die niet zijn voorzien op de Begrooting of waarvoor men blijkbaar ontoereikende kredieten vraagt. Anderzijds vraagt het Departement van Oorlog, naast die stelselmatig verminderde posten, om kredieten waarvan het bedrag merklijk wordt overdreven.

Veroorlooft mij eenige voorbeelden aan te halen :

Eerst en vooral over de kredieten, die ontoereikend zijn.

De officieren, te beginnen met den heer Minister van Oorlog, trekken jaarlijks 500 frank vergoeding voor ieder paard waarop zij recht hebben. Welnu, uit dien hoofde alleen, ontbreekt er minstens 30,000 frank op de Begrooting.

Drie jaar geleden, besliste de Minister van Oorlog om als vergoeding toe te staan twee maanden jaarwedde aan iederen officier of ambtenaar van zijn Departement, wanneer deze op pensioen wordt gesteld. Toch is er op de Begrooting geen krediet uitgetrokken tot betaling van deze vergoedingen, die 't eene jaar door het andere van 80,000 tot 90,000 frank bedragen.

Het onderhoud van een honderdtal leerlingen onderluitenanten ter Applicatieschool en dit van die leerlingen welke deel uitmaken van batterijen of genie-compagniën, kost minstens 220,000 frank, en nogmaals, daarvoor is geen centiem op de Begrooting uitgetrokken!

Anderzijds zijn sommige artikelen der Begrooting veel te hoog berekend, doch het overschot wordt gebruikt om andere uitgaven te bestrijden.

Ziehier twee voorbeelden van dien aard : het eerste betreft de aangevraagde kredieten voor de kleeding; het tweede de remonte.

Door het invoeren van het nieuw kleedingstelsel, zou men, zoo werd gezegd, op de Begrooting eene groote som uitsparen. Integendeel had het als eerste gevolg het ontstaan eener schuld van nagenoeg 6 millioen frank. Welnu, tot het vereffenen van deze schuld, welke werd gebracht op de onvoorziene massa, wordt jaarlijks naar die massa overgebracht eene som van 450,000 frank, uiteengezet als volgt :

Overdracht van het krediet voor kleeding naar de onvoorziene massa	fr. 200,000 »
2 % korting op de rekeningen der leveranciers	60,000 »
Vershil tusschen den prijs van inkoop en den prijs, den korpsen aangerekend voor levering van stoffen, enz.	150,000 »
Verscheidene posten	40,000 »
TE ZAMEN	fr. 450,000 »

De organieke getalsterkte op vredesvoet bedroeg in 1904, 3,860 man min dan in vorige jaren. Welnu, het krediet, aangevraagd voor de kleeding der soldaten, veranderde niet. Dus bedraagt het uitgetrokken krediet 400,000 frank meer dan de behoeften.

Met dat nieuwerwetsch stelsel van boekhouding, zal de hierboven door mij bedoelde schuld van 6 millioen in weinige jaren zijn uitgedelgd!

Ziehier wat er geschiedt met de remonte :

Ieder jaar vraagt het Departement van Oorlog een krediet van 1,007,850 frank voor den aankoop van paarden, en, krachtens eene nota, opgenomen in de eerste tabel der Begrooting, worden de korpsen gemachtigd om het saldo van dat krediet over te brengen op het volgende dienstjaar. Den 1^o Jannari 1901, bedroeg het op dit dienstjaar overgebracht saldo, voortkomend van vroegere dienstjaren, fr. 475,402.50. Daaruit volgt dat het uitgetrokken krediet veel te hoog is.

Dat alles schijnt ongelooflijk, en toch is het zoo!

Wellicht zal men mij tegenwerpen dat dergelijke handelwijze wordt verboden door de wet op Staats rekenplichtig beheer, en dat, zoo dergelijke feiten zich werkelijk voordeden, de Rekenkamer er zich zou tegen verzetten en weigeren de rekeningen van het Departement van Oorlog goed te keuren.

Daarop antwoord ik dat de Minister van Oorlog, om de wet op Staats rekenplichtig beheer te ontduiken, sedert 1899 in zijne Begrooting, in heel kleine letter, de twee volgende bepalingen heeft opgenomen :

1^o « *De kredieten, uitgetrokken onder artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 en 14, mogen worden vereenigd en overgebracht van een dier artikelen naar de andere, volgens de behoeften van den dienst.* »

2^o « *De korpsen die hun aandeel niet hebben uitgegeven, brengen het saldo over naar het volgend dienstjaar; de Beheerraden zijn het aan de Schatkist verschuldigd.* »

Met andere woorden, de Minister van Oorlog vroeg aan de Kamers en verwierf van haar machtiging om eenerzijds uitgaven van meer dan 23 miljoen frank te vereenigen onder een enkel artikel, en anderzijds om de beschikbaar gebleven kredieten over te dragen van het eene dienstjaar naar het andere.

Welnu, dat is blijkbaar in strijd met de bepalingen van twee hoofdzakelijke organieke wetten.

Inderdaad, artikel 2 der wet van 1846 op het rekenplichtig beheer luidt aldus :

« ART. 2. — Worden alleen beschouwd als behoorend tot een dienstjaar, de verrichte diensten en de rechten, door den Staat en zijne schuldeischers verworven in het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar.

» Het dienstjaar vangt aan den 1^{en} Januari en eindigt den 31^{en} December van hetzelfde jaar. »

Anderzijds bepaalt artikel 5 der wet op de inrichting der Rekenkamer :

« ART. 5. — Dit Hof is belast met het onderzoek en de vereffening der rekeningen van het algemeen beheer en van al de rekenplichtigen jegens de Schatkist.

» *Het zorgt dat geen artikel der uitgaven van de Begrooting wordt overtroffen en dat er geene overdracht geschiedt.* »

De hoofdzakelijke regelen, uitgedrukt door de wet op Staats rekenplichtig beheer, zijn dus eene doode letter geworden voor het Departement van Oorlog, en overdracht, die uitdrukkelijk en met reden is verboden, wordt dagelijks toegepast.

Nochtans vraagt geen ander minister om dergelijke vrijheid te genieten voor de uitgaven van zijn Departement. En niet alleen duiden die ministers ieder jaar de uitgave aan, welke is gedaan voor ieder artikel van hunne Begrooting, maar ook de uitgave voor iedere littera van die artikelen. Dat is overigens de eenige wettelijke handelwijze. Zij vergemakkelijkt het toezicht van de Kamer en van de Rekenkamer. Doch het hoofd van het Departement van Oorlog mag naar goedvinden beschikken over een gezamenlijk krediet van 23 miljoen !

Zoo de Kamer het niet verhindert, zal eerlang de Begrooting van Oorlog nog slechts een enkel artikel bevatten, dat den Minister het recht geeft om naar goedvinden, zonder eenig ernstig toezicht, een totaal van 55 miljoen frank uit te geven!

Om gemachtigd te worden de wel op Staats rekenplichtig beheer aldus te ontduiken, beweert men dat de behoeften van den dienst dergelijken maatregel vergen. Hoe komt het dat dergelijke bepaling niet noodzakelijk werd geacht gedurende nagenoeg zeventig jaar, en eerst sedert 1899 werd gevraagd? Eenvoudig omdat sedert kort sommige leden der Kamer de rekeningen van het Departement van Oorlog zorgvuldig hebben uitgepluisd en gewezen op de misbruiken, de geldverspilling en de onwettigheden, die daar werden begaan.

En dat alles werd goedgekeurd door de meerderheid der Kamer. Zij liet het geschieden en weigerde een einde te stellen aan die onwettige handelingen, in strijd met al de regelen van een eerlijk beheer! Tegenover het land zal zij daarvan de volle verantwoordelijkheid dragen.

Wat mij betreft, ik meen mijn plicht te hebben vervuld, wanneer ik namens de minderheid der Middenafdeeling en der Kamer, protest aanteeke tegen de handelwijze van het Departement van Oorlog, welke handelwijze wordt goedgekeurd door de meerderheid, en wanneer ik hier misbruiken aanklaag, welke geen Parlement dat zich eerbiedigt nog langer zou kunnen dulden.

LOUIS BERTRAND.

IX.**ANTWOORD OP DE NOTA VAN DEN HEER BERTRAND.**

Tijdens de beraadslaging der Middenafdeeling, deed de achtbare heer Bertrand opmerken dat de zittijd der Kamers kort zou wezen, uit hoofde van de aanstaande verkiezingen; dat er niet zou kunnen beraadslaagd worden over de Begrooting van Oorlog, en hij vroeg om aan het verslag eene nota der minderheid te mogen toevoegen. Daarin stemde de Afdeeling toe.

Toen de Begrooting en het Verslag waren goedgekeurd met algemeene stemmen, min de stem van den heer Bertrand, hield het achtbaar lid lezing van zijne opmerkingen

De Middenafdeeling bevond dat het geene nota was, waarin een of ander artikel der Begrooting werd behandeld, maar wel een werk met dit tweevoudig kenmerk :

1° Dat het voor 't meerendeel volstrekt vreemd was aan de Begrooting van Oorlog;

2° Dat het was opgesteld in eene hevige taal, die gewoonlijk wordt verbannen uit de nota's der minderheid.

Toch wilde de Middenafdeeling eenen harer leden niet weigeren om enkele opmerkingen over de Begrooting te maken, zelfs wanneer deze zijn omringd met ongepaste bedenkingen en in zeer vinnige woorden uitgedrukt.

Daar anderzijds, naar het zeggen van den heer Bertrand, zijne nota slechts in de Middenafdeeling werd medegebracht in het vooruitzicht dat er niet zou worden beraadslaagd over de Begrooting, wilde de Afdeeling niet dat de door den heer Bertrand aangevallen tegenstander onverdedigd zou blijven, en dacht zij de Kamer de volgende opmerkingen te moeten onderwerpen :

I.

De samenstelling des legers beschouwend, richt de heer Bertrand tegen al de trappen der rangopvolging aanvallen, waarover men kan oordeelen door de volgende volzinnen :

« Men roept de ellendigste klasse der bevolking op, om het leger te vormen. »

« Men kan er niet ernstig aan denken om aan de manschappen kaders te geven bestaande uit onderofficieren en korporaals beneden de 19 jaar. »

« De staf en de kaders zijn grootendeels prettige cerebaantjes voor edelmans- en burgerszonen. »

« Een aantal officieren bevinden zich in den vreemde en zouden, in geval van mobielmaking, niet aan de oproeping beantwoorden. »

Wat den Minister van Oorlog betreft, hij « pleegt misbruiken, geldverspilling en onwettigheden », « zijne handelingen zijn in strijd met al de regelen van een eerlijk bestuur ».

Deze tamelijk gemakkelijke verwaandheid van den heer Bertrand om het leger aldus te gispes, stuit dadelijk op de volgende tegenwerpingen :

Behooren werkelijk de miliciens en vrijwilligers tot 's lands arbeidende klassen, daarom verdienen zij toch niet de benaming van « ellendigste klasse ». De zoon van den werkman of den boer, die eerlijk zijn krijgsdienst verricht, heeft recht op zooveel ontzag als wie het ook zij.

Armoede is geene schande, en meer dan een, gesproten uit de nederigste rangen der samenleving, wist door middel van den dienst, dank aan onze democratische instellingen, zich te verheffen tot de hoogste rangen des legers. uitstekende diensten aan het land te bewijzen en een naam achter te laten waarop gansch het Volk trotsch is.

Aan onderofficieren en korporaals verwijten dat zij slechts 19 jaar oud zijn, is bekennen dat men tegen hen geene grieven heeft aan te voeren.

Dat onderofficieren van 19 jaar onder het waakzaam oog van de officieren der compagnie de kaders vormen voor de miliciens van 20 jaar of vrijwilligers van 18 jaar, is maar heel regelmatig.

Overigens nam de nieuwe wet uitmuntende maatregelen om de beste onderofficieren in dienst te houden en in staat te stellen het leger hunne verstandige medewerking te verleen, tijdens ruim vergolden achtereenvolgende verbintenissen.

« Het aantal officieren die in den vreemde verblijven », wordt aangeworven onder diegenen welke hunne wapenen en hun moed brengen naar vreemde landen, onder een ongunstig klimaat, om een einde te maken aan de slavernij, om de grenzen der beschaving nog verder uit te breiden, om uitwegen te vinden voor de handels- en nijverheidsbedrijvigheid van België!

Dergelijke loopbaan is niet zonder dapperheid te vervullen, en deze dapperheid zelve antwoordt genoegzaam op den aanval, waarvan de heer Bertrand ongetwijfeld de uitgestrektheid niet heeft afgemeten, « dat, in geval van mobielmaking, die officieren niet zouden beantwoorden aan de oproeping ».

In alle landen der wereld juicht men diegenen toe, welke dienst nemen in het koloniaal leger; men geeft hun de stoffelijke voordeelen, welke hunne dapperheid verdient; er zal niet worden gezegd dat in België diegenen onder onze officieren welke het bewijs leveren van denzelfden ondernemingsgeest, onder den indruk der beleediging zullen blijven, zonder dat er op wordt geantwoord. De officieren van het Belgisch leger wisten steeds edelmoedig hun plicht te vervullen, en de jongste voorbeelden hebben bewezen dat zij voor geen gevaar hoegenaamd terugdeinzen.

Wat betreft de « misbruiken, verspillingen, onwettigheden, handelingen in strijd met een eerlijk bestuur », door den heer Bertrand toegeschreven aan de laatste Ministers van Oorlog, zij zijn of gedekt door de stemmingen van Kamer en Senaat, zoowel als door het toezicht der Rekenkamer, of de heer Bertrand behoudt het recht om ze aan te klagen bij het Assisenhof.

II.

Na de samenstelling des legers te hebben aangevallen, hekelt de heer Bertrand verscheidene uitgaven. Hij telt samen :

1 ^o Vergelding der miliciens	fr. 14,031,000 »
2 ^o Aandeel van de Openbare Schuld voor buitengewone krijgsuitgaven	11,400,000 »
3 ^o Begrooting der Gendarmerie	8,724,000 »
4 ^o Militaire pensioenen	5,477,000 »
5 ^o Renten voor krijgsdienstbaarheden	85,000 »
TE ZAMEN.	fr. 39,717,000 »

welke som het achtbaar lid toevoegt aan de Begrooting, om tot het besluit te komen dat het « eene overgroote uitgave is, buiten alle verhouding voor een onzijdig land ».

Laat ons ieder cijfer onderzoeken :

1^o *Vergelding der miliciens* : 14,031,000 frank.

De heer Bertrand spreekt namens de minderheid, zegt hij.

Keurt zij deze uitgave af?

Wil zij de Regeering daarvoor verantwoordelijk maken?

Dat is verloren moeite, want de Regeering en de meerderheid eischen gansch de eer van eene handeling die zij beschouwen als eene daad van menschlievendheid, van billijke vergoeding, wij zouden gaarne zeggen eene daad van rechtvaardigheid ten opzichte der familie aan welke de militie een zoon ontnemt in zijne volle levenskracht.

2^o *Begrooting der Openbare Schuld voor buitengewone krijgsuitgaven* :
11,400,000 frank.

Dat is de afkeuring van al de werken der krijgskunst : Maasforten, vesting Antwerpen, enz., enz., strekkend om in geval van oorlog ons grondgebied ongeschonden te bewaren en 's lands onafhankelijkheid te verdedigen, en ook om het leven te beschermen en te sparen van onze tegenover den vijand staande soldaten.

Dat is het gezamenlijk erfgoed, aan het land geschonken door de opvolgende regeeringen, die bewust waren van de plichten welke de door België genoten gewapende onzijdigheid oplegt.

3^o *Begrooting der Gendarmerie* : 8,724,000 frank.

Mishaagt de verhooging van de Begrooting der Gendarmerie den heer Bertrand, zij beantwoordt aan de wenschen, zoo dikwijls in beide Kamers uitgedrukt. Senaat en Kamer verleenden niet enkel de aangevraagde kre-

dieten, doch verlangden insgelijks dat er meer uitbreiding zou worden gegeven aan dat keurkorps, dat waakzaam de politie verzekert ten plattelande, terwijl het elders krachtdadig de persoonlijke of gezamenlijke kwaadwillige daden beteugelt, welke worden gepleegd tegen eerlijke lieden en vreedzame burgers.

4^o *Militaire pensioenen* : 3,477,000 frank.

Hier ook werden, door herhaalde beraadslagingen in de Kamers, de uitgaven goedgekeurd, welke strekken om gewezen militairen, die uit hoofde van ouderdom of lichaamsgebreken niet meer in hun bestaan kunnen voorzien, te vrijwaren tegen ellende.

5^o *Renten voor krijgsdienstbaarheden* : 83,000 frank.

Ten gevolge der vestingwerken voor 's lands verdediging, vallen krijgsdienstbaarheden op de eigendommen binnen zekeren kring, namelijk verbod om te bouwen, of de bepaling dat de gebouwen geen bestendig karakter hebben.

De eenvoudigste rechtvaardigheid eischt dat de eigenaars vergoeding erlangen voor het nadeel, hun toegebracht door de behoeften van 's lands verdediging.

Deze zaak valt overigens buiten de bevoegdheid van het Departement van Oorlog en behoort tot die van het Ministerie van Financiën en Openbare Werken, krachtens de wetten van 2 April 1873 en 19 Augustus 1893.

Tegenover die bijeengetelde cijfers, vraagt de heer Bertrand zich af wat er is geworden van de beloften, twintig jaar geleden afgelegd door de leiders der rechterzijde.

Die cijfers zelve antwoorden wat de leiders der rechterzijde en deze met hen hebben gedaan :

a) Vooreerst de betaling van de vergelding der miliciens ingevoerd en uitgebreid, om de familie tijdens den krijgsdienst schadeloos te stellen.

b) De vestingwerken tot stand gebracht, om in geval van oorlog het leven onzer troepen te beschermen en 's lands onafhankelijkheid te vrijwaren.

c) De kaders der gendarmerie derwijze vermeerderd, om op ieder gebied van 's lands bedrijvigheid de veiligheid en de kalmte te verzekeren, die door den arbeid wordt gevergd.

d) Getracht om voor militairen evenals voor anderen de noodlottige gevolgen van ouderdom en ongeschiktheid te verzachten.

e) Eene billijke vergoeding willen geven voor eigendommen, waarvan de waarde verminderde ten gevolge van krijgsdienstbaarheden.

In 't kort, de Regeering en de rechterzijde hebben getracht de militaire behoeften overeen te brengen met de toepassing, door eene gezonde volksgezindheid voorgeschreven.

In dezelfde nota wordt gezegd — wat in strijd is met den aanvang — dat de reserve-vrijwilligers aan de Regeering de fabelachtige som van 40 frank per jaar kosten. Er wordt over geklaagd dat het vraagstuk der Antwerpsche vesting nog niet is opgelost; dat de artillerie nog geen snelgeschut heeft, enz., enz.

Denkt het achtbaar lid dat al die zaken kunnen tot stand komen zonder nieuwe uitgaven? Is het verzwaring of vermindering van krijgslasten dat hij vraagt?

Daarover geeft de heer Bertrand geene uitleggingen, doch hij vraagt om de gewapende natie.

Toch verzwijgt hij wat deze zou kosten aan manschappen en geld.

Die twee punten zijn op te helderen, opdat het land uitspraak zou kunnen doen.

Zouden, met het stelsel van den heer Bertrand, al de jongelingen die den militieouderdom bereiken, dienstplichtig zijn?

Hoelang zou de dienst duren? Welk kader van officieren en onderofficieren vergt hij?

Welke kredieten zouden de Kamers moeten toestaan om te voorzien in de behoeften van het aldus ingerichte leger?

Zouden de krijgsuitgaven, behalve de Begrooting van Oorlog en door den heer Bertrand samengeteld om ze der Regeering als grief aan te rekenen, verdwijnen?

Moeten wij daaruit afleiden dat de heer Bertrand wil :

1^o De vergelding der miliciens gedurende den dienstitijd intrekken;

2^o De vestingwerken afschaffen, die 's lands verdediging verzekeren? Zou men de forten sloopen? Zou men ze niet meer aanvullen of in puin laten vallen?

3^o De gendarmerie benevens hare Begrooting afschaffen;

4^o De pensioenen voor oude, gebrekkelijke of verminkte militairen afschaffen;

5^o De rente afschaffen, die is verschuldigd aan grondeigenaars op wier goederen krijgsdienstbaarheden drukken.

Zoolang de heer Bertrand geene getalsterkte tegen getalsterkte stelt, geene Begrooting tegen Begrooting, kan het land niet weten of de gewapende natie geene zwaardere en algemeenere lasten zou verwekken dan de bestaande.

Tot zoolang zal de nota van den heer Bertrand de waarde hebben van eene redevoering der oppositie, doch niet die van eene afdoende bewijsvoering.

III.

DE BEGROOTING VAN OORLOG.

De heer Bertrand handelt insgelijks over de Begrooting van Oorlog.

Hij klaagt er over dat « onze getalsterkte op vredesvoet in de jongste tijden beneden de wettige getalsterkte bleef ».

Op die bewering antwoordt het Departement van Oorlog als volgt :

Getalsterkte op vredesvoet. — Berekening der Begrooting.

« De heer Bertrand acht dat het getal betaalde dagen soldij overeenkomt

met eene getalsterkte, 3,000 tot 4,000 man minder dan de 42,800 man, welke de Regeering verklaarde noodig te hebben.

» Daaruit leidt hij af dat die gemiddelde getalsterkte van 42,800 man, welke de *aanwezige* getalsterkte is, nooit werd bereikt.

» De heer Bertrand verwacht de soldijtrekkende gemiddelde getalsterkte met de aanwezige gemiddelde getalsterkte : deze laatste, welke 42,800 man moet bedragen, bevat, behalve de manschappen in soldij, de militairen verpleegd in de hospital n. die welke met klein verlof zijn en daarenboven de burgers, bedoeld door artikel 100 der militiewet. Daaruit blijkt, dat zoo men het getal dagen betaalde soldij deelt met 365, men niet, zooals de heer Bertrand denkt, de aanwezige gemiddelde getalsterkte zal hebben, doch enkel een der bestanddeelen van die getalsterkte.

• Houdt men rekening met de manschappen in de hospitalen en met die in klein verlof, dan verkrijgt men voor gemiddelde getalsterkte, aanwezig in de door den heer Bertrand aangehaalde jaren, een cijfer van nagenoeg 42,800 man en soms nog meer.

» Nemen wij het jaar 1903, het eerste na het in werking treden van de nieuwe wet, dan bedragen de betaalde dagen soldij 13,485,504 frank, wat eene soldijtrekkende gemiddelde getalsterkte van 36,946 man geeft.

» Voegt men bij dit getal de 178 militairen die eene jaarwedde trekken, en de 600 gemilitariseerde beambten die in 1903 bestonden, dan verkrijgt men als *betaalde* getalsterkte 37,724 man.

» Het verschil tusschen dat cijfer en 42,800 is 5,876.

» Welnu, het verblijf in de hospitalen wordt op de Begrooting (soldij) afgetrokken voor 360,000 dagen, en dit getal, dat, gedeeld door 365, een dagelijks gemiddeld cijfer van 986 man geeft, is het werkelijke.

» Anderzijds worden van de Begrooting afgetrokken 1,302,700 dagen klein verlof, wat overeenkomt met een dagelijksch gemiddeld cijfer van 3,569 man. Het hierboven aangeduid verschil van 5,876 bedraagt 521 meer dan het dagelijksch gemiddeld getal manschappen, van de Begrooting afgetrokken wegens verblijf in de hospitalen en in klein verlof, dat 4,555 bedraagt, zooals daareven is bewezen.

» Dus waren er in 1903 gemiddeld per dag 521 man meer met klein verlof, dat is nagenoeg 1 t. h. van de aanwezige getalsterkte, of één man per compagnie, per eskadron of per twee batterijen.

» Voor 1904, bepaalde het Departement van Oorlog voorloopig het getal dagen ⁽¹⁾ soldij op 13,546,000, wat gemiddeld 37,112 manschappen geeft. Voegt men daarbij de 178 die eene jaarwedde trekken, zoo verkrijgen wij het cijfer van 37,290, dat de soldijtrekkende getalsterkte vertegenwoordigt, de gemilitariseerden niet inbegrepen.

(1) Men zou kunnen aanvoeren dat dit cijfer hooger is dan het op de Begrooting uitgetrokken. Doch hierop kan worden geantwoord dat het niet redelijk ware eene verhooging der Begrooting te steunen op feiten van een overgangstoestand, uit haren aard twijfelachtig.

Dit cijfer is opgemaakt in een voor de korpsen gunstigen zin.

Op het einde van het dienstjaar worden kredieten aangevraagd, zoo diegene der Begrooting ontoereikend mochten zijn.

» Dit cijfer moet worden vergeleken met het getal 41,046 van de Begrooting, dat de aanwezige gemiddelde getalsterkte vertegenwoordigt, de gemilitariseerden niet inbegrepen.

» Het verschil, 3,756, is het gemiddeld getal manschappen in het hospitaal of met klein verlof en is 1,520 minder dan in 1903, wat voor het loopend jaar 482,000 dagen minder klein verlof zal geven. Derhalve zullen wij, wat de heer Bertrand er ook over denke, in 1904 in dat opzicht in veel voordeligere voorwaarden verkeerden dan in 1903. »

In de tweede plaats beweert de heer Bertrand :

« Het onderhoud van een honderdtal leerlingen onderluitenanten der Applicatieschool en dit van die leerlingen welke deel uitmaken van batterijen of genie-compagniën kost minstens 220,000 frank, en nogmaals, daarvoor is geen centiem op de Begrooting uitgetrokken. »

Welnu, deze officieren worden betaald door middel van kredieten betreffende de artillerie of de genie, naar gelang zij zich voor een of ander van die wapens bestemmen.

Desnoods wordt de noodige aanvulling toegestaan door middel van overdracht.

Derde punt door den heer Bertrand bedoeld :

« Drie jaar geleden, besliste de Minister van Oorlog om als vergoeding toe te staan twee maanden jaarwedde aan iederen officier of ambtenaar van zijn Departement, wanneer deze op pensioen wordt gesteld. Toch is er op de Begrooting geen krediet uitgetrokken tot betaling van deze vergoedingen, die 't een jaar door het andere van 80,000 tot 90,000 frank bedragen. »

Er valt op te merken dat de belanghebbenden gemelde vergoeding trekken ten laste van het artikel der Begrooting betreffende de jaarwedde van het korps of den dienst waartoe zij behooren, en dat de uitgaaf wordt bestreden met de middelen voortkomend van openvallende plaatsen in de kaders der officieren.

« De officieren, zegt verder de heer Bertrand, te beginnen met den heer Minister van Oorlog, trekken jaarlijks 500 frank vergoeding voor ieder paard waarop zij recht hebben. Welnu, uit dien hoofde alleen, ontbreekt er minstens 50,000 frank op de Begrooting. »

Bestaat er een verschil tusschen het uitgetrokken krediet en de werkelijk betaalde sommen, dan wordt het desnoods geregeld door eene overdracht.

De nota bevat eene andere bewering, uitgedrukt als volgt :

« Anderzijds zijn sommige artikelen der Begrooting veel te hoog berekend, doch het overschot wordt gebruikt om andere uitgaven te bestrijden.

» Ziehier twee voorbeelden van dien aard :

» Het eerste betreft de aangevraagde kredieten voor de kleeding; het tweede de remonte.

» Door het invoeren van het nieuw kleedingstelsel, zou men, zoo werd

gezegd, op de Begrooting eene groote som uitsparen. Integendeel had het als eerste gevolg het ontstaan eener schuld van nagenoeg 6 millioen frank.

» Welnu, tot het vereffenen van deze schuld, welke werd gebracht op de onvoorziene massa, wordt jaarlijks naar die massa overgebracht eene som van 450,000 frank, uiteengezet als volgt :

» Overdracht van het krediet voor kleeding naar de onvoorziene massa	fr. 200,000 »
» 2 % korting op de rekeningen der leveranciers	60,000 »
» Verschil tusschen den prijs van inkoop en den prijs, den korpsen aangerekend voor levering van stoffen, enz. . . .	150,000 »
» Verscheidene posten.	40,000 »
TE ZAMEN.	fr. 450,000 »

Daarop wordt geantwoord :

« Het nieuw stelsel voor de kleeding heeft geenszins eene schuld van 6 millioen frank doen ontstaan. Toen er werd overgegaan van de oude wijze van beheer tot de nieuwe, waren de rekeningen in debet aan de persoonlijke massa, die de door den heer Bertrand bedoelde schuld uitmaakten en slechts voorloopig waren, voorloopig overgebracht op de massa der onvoorziene ontvangsten en uitgaven.

» Thans is de toestand geregeld en goedgekeurd door de Rekenkamer. Uit dien hoofde hebben de korpsen dus geene schulden meer.

» De som van 200,000 frank, op de Begrooting uitgetrokken en jaarlijks onder de korpsen verdeeld, dient om aan de massa der onvoorziene ontvangsten en uitgaven de voorschotten uit te keeren, die zij nog geregeld doet om aan de manschappen der oude klassen, naarmate zij worden ontslagen, het batig slot te betalen, dat zij in de kleedingmassa hebben gelaten.

» De sommen, gestort in de massa der onvoorziene ontvangsten en uitgaven, uit hoofde der korting van 25 % op de rekeningen der leveranciers of van het verschil tusschen den aankoop- en den verkoopprijs der goederen in magazijn, *werden ten allen tijde op die massa overgebracht*, ingevolge het reglement op het beheer. Die rekeningen der massa van onvoorziene ontvangsten en uitgaven worden jaarlijks voorgelegd aan de Rekenkamer, ingevolge de wet van 8 April 1857 tot wijziging van artikel 16 der wet op het rekenplichtig beheer.

» Wat de « Verscheidene posten » betreft, die op 40,000 frank zijn geraamd, dat is blijkbaar overdreven, en zelfs aangenomen dat het cijfer nauwkeurig zou wezen; is 't voorzeker aan de massa der onvoorziene ontvangsten en uitgaven dat deze som ten goede moet komen, vermits deze massa in voorkomend geval de verliezen zou te dragen hebben, welke uit deze « Verscheidene posten » kunnen voortspruiten.

» Deze laatste verrichtingen hebben dus niets gemeens met den overgang van het oud tot het nieuw stelsel voor de kleeding, en bijgevolg geenszins het doel dat de heer Bertrand er aan toeschrijft. »

« Het krediet, op de Begrooting uitgetrokken voor de remonte des legers, was in 1903 niet toereikend om al de paarden aan te koopen, en 21,595 frank moesten genomen worden van het overschot der vorige jaren.

» Dus is de uitgetrokken som niet steeds hoger dan de behoeften. Overigens kan niet vooruit worden bepaald hoeveel paarden jaarlijks zijn te vervangen, aangezien dit vaak afhangt van onvoorziene oorzaken : ongevallen, ziekte, enz... »

Terugkomend op het vraagstuk der overdrachten, waarop de Middenafdeeling reeds de aandacht van den heer Minister had gevestigd, dringt de heer Bertrand aan en zegt :

« Om de wet op Staats rekenplichtig beheer te ontdoiken, heeft de Minister van Oorlog sedert 1899 in zijne Begrooting, in heel kleine letter, de volgende bepalingen opgenomen :

» 1^o De kredieten, uitgetrokken onder artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 en 14, mogen worden vereenigd en overgebracht van het eene artikel naar de andere, volgens de behoeften van den dienst.

» 2^o De korpsen die hun aandeel niet hebben uitgegeven, brengen het saldo over naar het volgend dienstjaar; de Beheerraden zijn het aan de Schatkist verschuldigd.

» Met andere woorden, de Minister van Oorlog vroeg aan de Kamers en verwierf van haar machtiging om eenerzijds uitgaven van meer dan 23 miljoen frank te vereenigen onder een enkel artikel, en anderzijds om de beschikbaar gebleven kredieten over te dragen van het eene dienstjaar naar het andere. »

Het Departement van Oorlog rechtvaardigt zich met de volgende bewijsredenen :

« De begrootingswet machtigt het Departement van Oorlog tot vereeniging en overdracht van het eene artikel naar de andere, doch niet zooals de heer Bertrand zegt, wat eenerzijds de artikelen 6, 7, 8, 9 en anderzijds de artikelen 10, 11, 12, 13 en 14 betreft.

» Het Departement van Oorlog laat zich niet in met het drukken van de Begrootingen en is dus niet aansprakelijk voor den omvang der daartoe gebruikte drukletter.

» Deze machtiging tot overdracht is noodzakelijk : gebeurtenissen die troepenbewegingen vergen, zouden bezwaren kunnen verwekken om de betaling van jaarwedde en soldij te verzekeren.

» Daarenboven is het eene vereenvoudiging : vroeger moesten die zaken worden geregeld door de wet op de overdrachten; hetzelfde bestaat overigens in andere Departementen.

» Vermits de wet op het rekenplichtig beheer bepaalt dat uitgaven van gelijken aard worden gerangschikt onder een zelfde artikel, en het hier te doen is om de jaarwedden en de soldij van het personeel des legers, wat voorzeker wel uitgaven van gelijken aard zijn, zou men ze redelijkerwijs onder een zelfde artikel kunnen vereenigen. »

« In het beheer over de Begrooting bestaat geene overschrijving.

» Waarschijnlijk bedoelt de heer Bertrand de overdrachten. Welnu, deze geschieden krachtens de begrootingswet (art. 6 tot 9, art. 10 tot 14), dus krachtens eene bijzondere wet.

» Derhalve geene onregelmatigheid. »

De Middenafdeeling keurt dit antwoord goed met eenparigheid harer leden, behalve den heer Bertrand; zij onderwerpt het aan het oordeel van de Kamer en van het land, met het vertrouwen dat het zal volstaan om den twijfel weg te nemen, welken de door het achtbare lid overgelegde nota wellicht kon opwekken.

De Verslaggever,

HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

